Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

BANQUE MONDIALE RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

Crise des réfugiés dans la région MENA
Relever le défi du développement

Octobre 2017

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE MONDIALE RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

Crise des réfugiés dans la région MENA
Relever le défi du développement

Groupe de la Banque mondiale
Washington

© 2017 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 20 19 18 17

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et licences

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Shanta Devarajan, Lili Mottaghi. 2017. « Crise des réfugiés dans la région MENA : relever le défi du développement », Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, (octobre), Washington, Banque mondiale. Doi : 10.1596/978-1-4648-1214-9. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-1214-9
DOI : 10.1596/978-1-4648-1214-9

Photo de couverture : © HCR/Shawn Baldwin.

Table des matières

Remerciements v

Abréviations vii

Évolution économique récente et perspectives 1
- Perspectives de l'économie mondiale 1
- Évolution du marché pétrolier 2
- Évolution économique récente et perspectives pour la région MENA 3
- L'économie de la région MENA : une vision à plus long terme 7

Crise des réfugiés dans la région MENA : relever le défi du développement 9
- Introduction 9

- Pourquoi le bien-être des réfugiés constitue-t-il un problème de développement ? 11
  - Le bien-être des réfugiés comme bien public mondial 11
  - *Renforcer les moyens d'existence des réfugiés* 12

- Quels sont les problèmes de développement et comment les résoudre ? 13
  - Quatre crises interdépendantes et quatre séries de mesures 13
    - *I. Éducation* *13*
    - *II. Santé* 17
    - *III. Emplois* 22
    - *IV. Moyens d'existence* 25

- Comment la communauté du développement peut-elle faire mieux ? 27
  - Interventions et aide 27
    - *Ressources* *27*
    - *Partage de la charge* 30
    - *Données et suivi* 33

Bibliographie 37

Notes sur les pays 44

Encadrés

Encadré 2.1 Réinstallation des réfugiés dans des pays tiers 31
Encadré 2.2 Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) 32

Graphiques

Graphique 1.1 Perspectives de l'économie mondiale 1
Graphique 1.2 Évolution du marché pétrolier, Q12013-Q12017 2
Graphique 1.3 Indicateurs macroéconomique dans la région MENA 4
Graphique 2.1 Répartition des réfugiés dans les 251 localités les plus vulnérables du Liban 15
Graphique 2.2 Évolution des inscriptions dans les écoles publiques au Liban, 2011–17 16
Graphique 2.3 Apport brut d'aide publique au développement, 2013-15 29
Graphique 2.4 Interventions humanitaires en Syrie, 2012-17 30

Tableaux

Tableau 1.1 Perspectives macroéconomiques de la région MENA, 2014-19 5
Tableau 2.1 Situation des réfugiés syriens enregistrés 19

Remerciements

Le Bulletin d'information économique de la région MENA est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Ce bulletin a été préparé par une équipe dirigée par Lili Mottaghi et composée des personnes suivantes : Afrah Alawi Al-Ahmadi, Nabila Assaf, Philippe Auffret, Caroline Bahnson, Safaa El Tayeb El-Kogali, Angela Elzir, Kent Garber, Yashodhan Ghorpade, Jan von der Goltz, Himanshi Jain, Omer Karasapan, Hideki Matsunaga, Aakanksha Pande, David Robalino, Friederike Uta Rother, Meriem Ait Ali Slimane, Sami Sofan et Mohamed Yassine.

Le bulletin a été établi sous la direction générale de Shanta Devarajan et Samia Msadek.

Les auteurs remercient Elena Ianchovichina, Omer Karasapan, Youssouf Kiendrebeogo, Hideki Matsunaga, Sajjad Ali Shah Sayed et Christina Wood des observations formulées sur la version préliminaire du rapport. Isabelle Chaal-Dabi et Eva Davoine ont fourni un appui inestimable pour la gestion des données et des questions administratives. Alicia Hetzner a édité le rapport.

Les notes sur les pays se fondent sur les rapports établis sous la direction de Kevin Carey par les économistes-pays suivants : Sara B. Alnashar, Luca Bandiera, Ibrahim Chowdhury, Khalid El Massnaoui, Nur Nasser Eddin, Wilfried Engelke, Wissam Harake, Sahar Hussain, Kamer Karakurum-Ozdemir, Majid Kazemi, Tehmina Khan, Christos Kostopoulos, Julie Lohi, Emmanuel Pinto Moreira, Harun Onder, Abdoulaye Sy, Fulbert Tchana Tchana et Hoda Youssef.

Abréviations

AIE	Agence internationale de l'énergie
APD	Aide publique au développement (OCDE/CAD)
CAD	Comité d'aide au développement
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CDC	Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CFF	Mécanisme de financement concessionnel
CIARA	Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique
CIREFCA	Conférence internationale pour les réfugiés en Amérique centrale
CRRF	Cadre d'action global pour les réfugiés
DAR	Aide au développement pour les réfugiés
DIL	Développement par l'intégration locale
EIIL	État islamique en Irak et au Levant (Daesh)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GCFF	Mécanisme mondial de financement concessionnel
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement (Groupe de la Banque mondiale)
IED	Investissement étranger direct
KRI	Région kurde d'Irak
mbj	million de barils par jour
MEHE	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Liban)
MENA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Banque mondiale)
MILES	Politique macroéconomique, climat de l'investissement, réglementation du travail, politiques d'éducation et de protection sociale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Overseas Development Institute
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OXFAM	Comité d'Oxford pour le secours aux victimes de la famine
PAA	Programme d'apprentissage accéléré
PAM	Programme alimentaire mondial
PAMT	Programme actif du marché du travail

PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSSA	Activités psychosociales structurées
REACH	Consortium composé d'IMPACT, d'ACTED et d'UNOSAT
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UAE	Émirats arabes unis
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WBG	Cisjordanie et Gaza
WDI	Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale)

Évolution récente de la situation économique et perspectives

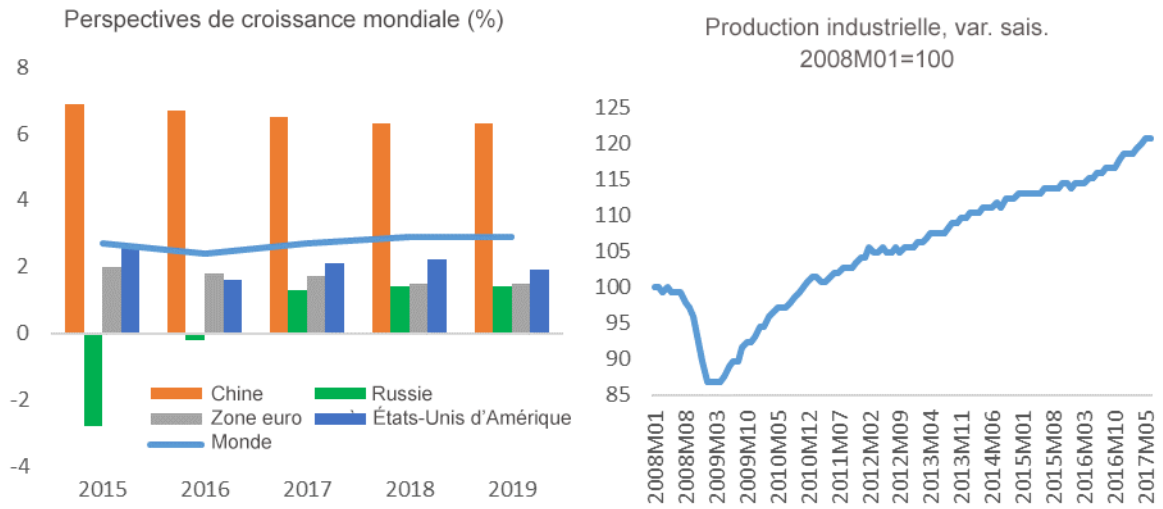
Perspectives de l'économie mondiale

La reprise de l'activité mondiale annoncée dans le *Bulletin d'information économique de la région MENA* d'avril est en bonne voie. Selon les prévisions, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % dans les années à venir, contre 2,4 % en 2016 (graphique 1.1). Cette légère hausse de la croissance mondiale tient à une forte demande intérieure et au volume accru des exportations dans la quasi-totalité des pays. La production industrielle et les échanges commerciaux reprennent, ce qui renforce la confiance (graphique 1.1, panneau de droite). La reprise globale est portée par un regain de croissance dans les économies avancées, notamment aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon.

L'Europe de l'Est et l'Asie centrale continueront de profiter de la reprise dans la zone euro. L'inflation reste globalement faible (Banque mondiale, 2017c). Cependant, alors que la croissance réelle reste supérieure à la croissance potentielle, la montée de l'inflation et le resserrement des écarts de production pourraient donner lieu à une politique monétaire moins accommodante, laquelle assombrirait les perspectives de croissance mondiale par la suite.

Après des années d'atonie, l'activité économique commence à pointer vers le haut dans les pays exportateurs de pétrole. Cette reprise tient au fait que le marché pétrolier a atteint un certain équilibre, en dépit des bas prix. Les pays exportateurs de produits de base comme la Russie, le Nigeria et le Brésil devraient sortir de la récession et enregistrer une croissance positive en 2017. Dans les pays importateurs de pétrole, l'activité économique reste robuste.

Graphique 1.1 Perspectives de l'économie mondiale



Source : Données de la Banque mondiale.

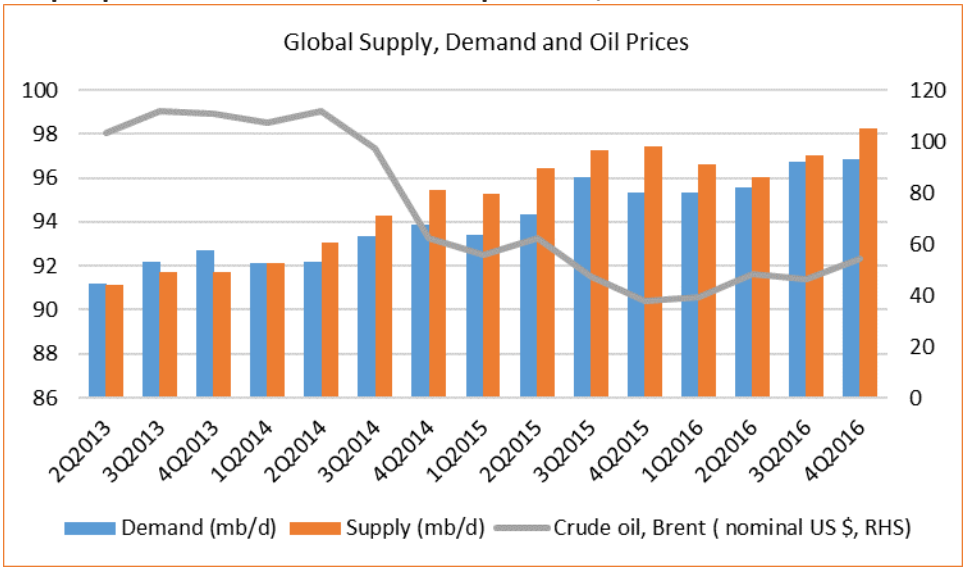
Dans les pays à faible revenu, la croissance économique devrait rebondir d'un point de pourcentage par rapport à l'année dernière, pour atteindre 5,4 % en 2017. Ce rebond est principalement dû à la hausse des prix des métaux qui a permis d'augmenter la production dans les pays exportateurs, et aux investissements dans l'infrastructure pour d'autres pays.

Les risques qui pèsent sur ces perspectives restent orientés à la baisse. L'accroissement des incertitudes concernant les politiques à mettre en place, la volatilité accrue des prix des produits de base – particulièrement sur le marché pétrolier – et un potentiel de croissance amoindri à plus long terme pourraient assombrir les perspectives de reprise. Sur le long terme, les réformes destinées à stimuler le potentiel de production sont importantes, car l'absence de réformes pourrait entraîner une baisse de la productivité mondiale et une diminution des biens de consommation échangeables.

Évolution du marché pétrolier

Les prix pétroliers restent dans la fourchette de 48 à 55 dollars le baril depuis la mi-2016, en raison des déséquilibres observés sur le marché, principalement du point de vue de l'offre (graphique 1.2). L'accroissement de la production américaine d'huile de schiste, qui a atteint son plus haut niveau en deux ans, a neutralisé dans une certaine mesure l'impact des coupes de production dans les pays membres de l'OPEP et leurs alliés. De plus, on estime à 75 % le niveau global d'application de cette disposition au sein de l'OPEP. En effet, la Libye, l'Angola et le Nigeria, qui sont des pays membres de l'OPEP, auraient augmenté leur production de 350 000 barils/jour en août seulement. Par conséquent, le stock accumulé a culminé à près de 4,6 millions de barils de brut durant la même période, soit plus que les 4 millions de barils prévus par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Comme il a été prédit dans le *Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA*, les prix devraient stagner jusqu'en 2020 (Devarajan et Mottaghi, 2016a).

Graphique 1.2 Évolution du marché pétrolier, Q12013-Q12017



Source : Données de l'AIE.

Plusieurs facteurs vont contribuer à faire en sorte que les prix restent faibles pendant une plus longue période, notamment l'accroissement de la production aux États-Unis, l'affaiblissement de l'impact des coupes effectuées par les pays membres et non membres de l'OPEP, et la montée en puissance des véhicules électriques, en Chine particulièrement (*Petroleum Monitor*, 2017).

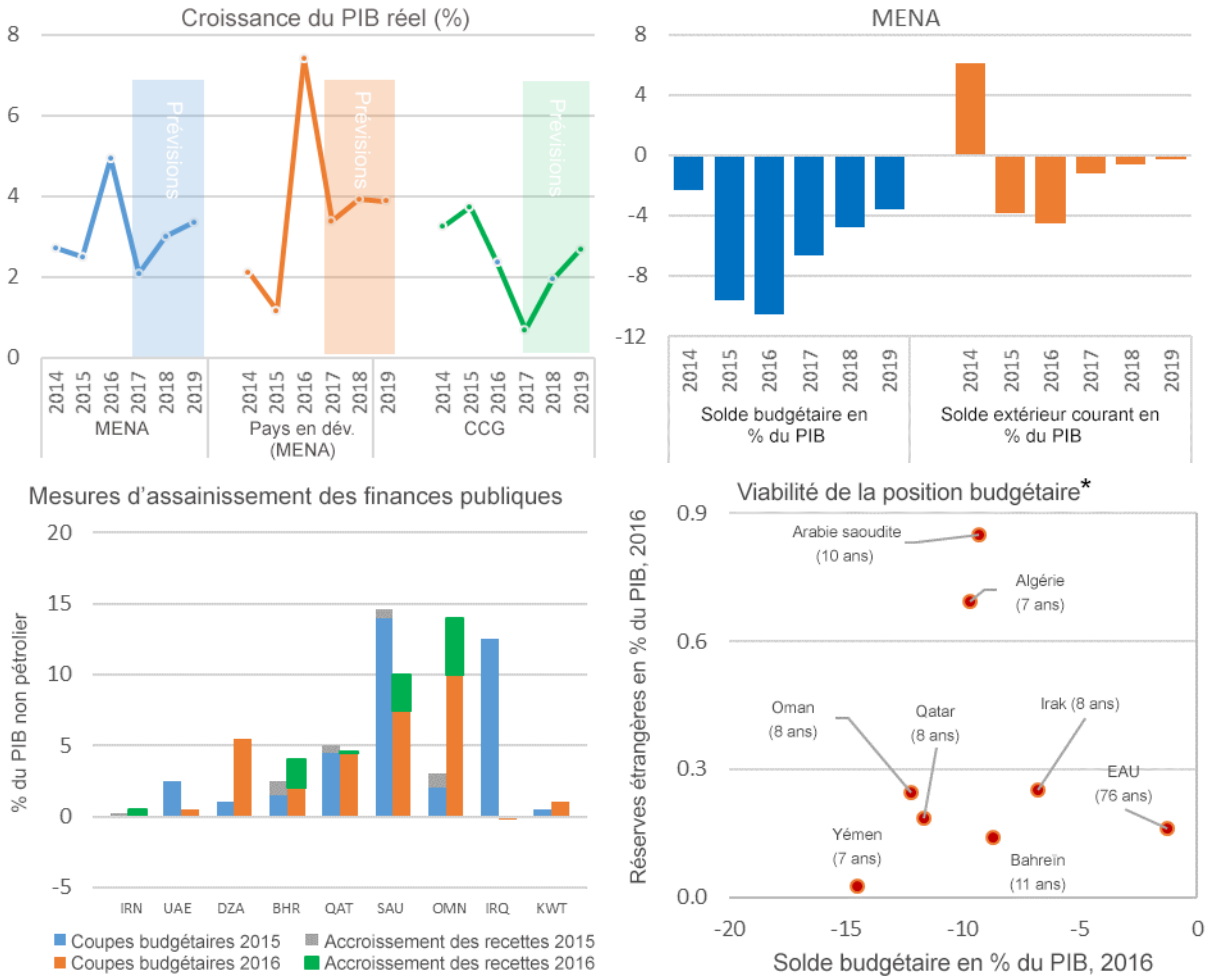
Par la suite, on s'attend à ce que le rééquilibrage du marché pétrolier soit retardé. Selon des estimations de l'AIE, la demande mondiale de pétrole continuera d'augmenter à un rythme plus lent que l'offre mondiale, au moins jusqu'à la fin de la décennie. La production des pays non-membres de l'OPEP devrait doubler en 2018 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,4 million de barils/jour (mbj). En raison des mesures prises pour maîtriser les coûts, de plus en plus de projets pétroliers à travers le monde pourraient atteindre leur seuil de rentabilité à 30 dollars le baril et moins. Ce prix plus bas pourrait avoir pour conséquence un accroissement considérable de la production pétrolière au-delà des États-Unis (notamment au Canada et au Brésil). Ces deux derniers facteurs contribueraient probablement à renforcer les stocks déjà importants et, à moins que la demande n'augmente, à maintenir les prix à la baisse pour une plus longue période. Les incertitudes concernant le respect de la décision de l'OPEP par certains de ses membres, parmi lesquels l'Iran, l'Irak, la Libye et le Nigeria, représentent un défi pour une Organisation qui s'emploie à contenir l'offre excédentaire. Il se dit que les coupes décidées par l'OPEP, qui sont de l'ordre de 1,2 million de barils par jour, seront étendues jusqu'en mars 2018. Il reste à voir de quelle façon cette extension et l'offre excédentaire affecteront le climat du marché pétrolier.

Évolution économique récente et perspectives pour la région MENA

Après la reprise amorcée à la mi-2016, l'activité économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) devrait rester modérée en 2017, en raison d'un ralentissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région. Les coupes de production continuent de tirer la croissance vers le bas dans la quasi-totalité des pays de ce sous-groupe. Les perspectives de croissance pour la région devraient néanmoins s'améliorer en 2018 et 2019, avec un taux supérieur à 3 %. Au sein de la MENA, les exportateurs et importateurs de pétrole tireront tous profit d'une amélioration constante de la croissance mondiale, de l'augmentation des échanges avec l'Europe et l'Asie, d'une plus grande stabilité des marchés de produits de base – particulièrement du pétrole – et des réformes entreprises dans certains pays de la région (graphiqie 1.3). En tout état de cause, les taux de croissance généraux sont inférieurs de moitié à leur niveau d'avant le printemps arabe 2011, ce qui fait qu'il est difficile de s'attaquer au problème du chômage des jeunes et de répondre aux besoins du grand nombre de personnes déplacées à travers la région par suite de conflits interminables. On s'attend néanmoins à une amélioration des soldes budgétaire et courant sur la période considérée jusqu'en 2019, grâce aux efforts d'assainissement des finances publiques et à une relative stabilité des marchés de produits de base, notamment du pétrole.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MENA devraient connaître une croissance plus vigoureuse en 2018 et 2019, leurs administrations s'adaptant progressivement à la « nouvelle norme » des bas prix pétroliers. En effet, pour neutraliser l'impact de la dégringolade des cours, la plupart des pays ont adopté de nouvelles mesures en matière de recettes. Ces mesures vont de l'augmentation de l'impôt sur les sociétés à Bahreïn et Oman à l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2018 dans tous les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en passant par des coupes budgétaires prenant entre autres la forme de réductions des subventions sur les carburants, l'eau et l'électricité ailleurs dans la région (graphique 1.3, panneau inférieur droit).

Graphique 1.3 Indicateurs macroéconomique dans la région MENA



Source : Banque mondiale et FMI.
Note : *Nombre total d'années de financement des déficits par les réserves.

Parmi les pays en développement exportateurs de pétrole, l'Iran a connu une forte reprise à la faveur d'une augmentation considérable de la production et des exportations pétrolières. Le taux de croissance de 13,4 % enregistré en 2016 suivait un fléchissement de 1,3 % l'année précédente[1]. La Libye devrait connaître une hausse substantielle de la croissance en 2017, qui se poursuivrait jusqu'en 2018 et 2019 à la faveur de la relance de la production pétrolière.

[1] La Banque centrale iranienne a publié une nouvelle série de comptes nationaux pour l'année de référence (2011). Il s'ensuit que dans cette version du rapport, les taux de croissance ont été révisés par rapport aux chiffres indiqués dans les versions précédentes. En effet, les séries précédentes faisaient état de taux de croissance de 5,4 et 9,2 % pour les premier et deuxième trimestre de 2016, alors que les nouvelles séries donnent des taux de croissance de 7,5 et 12,9 % pour ces deux périodes.

Tableau 1.1 Perspectives macroéconomiques de la région MENA, 2014-19

	Croissance du PIB réel (%)						Solde budgétaire (% du PIB)						Solde extérieur courant (% du PIB)					
	2014	2015	2016e	2017p	2018p	2019p	2014	2015	2016e	2017p	2018p	2019p	2014	2015	2016e	2017p	2018p	2019p
MENA	**2,7**	**2,6**	**4,9**	**2,1**	**3,0**	**3,4**	**-2,4**	**-9,6**	**-10,6**	**-6,7**	**-4,8**	**-3,6**	**6,0**	**-3,9**	**-4,8**	**-1,4**	**-0,7**	**-0,4**
Pays en dév. (région MENA)	**2,2**	**1,2**	**7,4**	**3,4**	**4,0**	**3,9**	**-7,2**	**-10,1**	**-10,3**	**-6,5**	**-5,2**	**-3,9**	**-3,0**	**-5,7**	**-6,1**	**-4,4**	**-3,7**	**-3,0**
Pays exportateurs de pétrole	**2,7**	**2,2**	**5,3**	**1,7**	**2,8**	**3,1**	**-0,9**	**-9,9**	**-10,9**	**-6,5**	**-4,5**	**-3,1**	**8,5**	**-3,5**	**-4,1**	**-0,1**	**0,5**	**0,8**
Pays du CCG	**3,2**	**3,7**	**2,3**	**0,7**	**1,9**	**2,7**	**2,1**	**-9,1**	**-10,9**	**-6,8**	**-4,5**	**-3,3**	**14,4**	**-2,2**	**-3,5**	**1,2**	**1,9**	**1,9**
Bahreïn	4,4	2,9	3,0	2,4	2,0	1,6	-3,4	-12,8	-13,0	-7,8	-7,5	-6,8	4,6	-2,4	-4,8	-3,5	-3,1	1,1
Koweït	0,5	0,6	3,6	-1,0	1,9	3,5	18,7	0,0	0,5	1,7	1,6	2,5	32,5	4,5	-4,5	0,1	1,8	2,8
Oman	2,5	5,7	2,8	0,1	3,4	2,9	-3,6	-16,5	-20,8	-13,5	-12,2	-11,4	5,2	-15,5	-17,4	-15,7	-11,1	-9,2
Qatar	4,0	4,0	2,2	2,0	1,7	3,0	12,6	1,4	-8,3	-5,7	-4,3	-2,7	23,9	8,4	-7,6	3,9	3,5	1,9
Arabie saoudite	3,7	4,1	1,7	0,3	1,2	2,1	-3,4	-15,8	-16,6	-10,0	-6,3	-4,9	9,8	-8,7	-3,9	1,7	2,4	2,3
Émirats arabes unis	3,1	3,8	3,0	1,4	3,1	3,3	1,9	-3,4	-4,3	-3,2	-1,9	-1,0	13,3	4,7	2,4	2,6	2,8	2,9
Pays en dév. exportateurs de pétrole	**1,9**	**0.0**	**9,7**	**3,3**	**4,1**	**3,7**	**-6,1**	**-11,1**	**-10,9**	**-6,1**	**-4,5**	**-2,9**	**-1,6**	**-5,6**	**-5,1**	**-2,4**	**-1,9**	**-1,1**
Algérie	3,8	3,7	3,3	2,2	2,0	1,5	-8,0	-15,7	-13,7	-11,5	-7,3	-5,7	-4,4	-16,5	-15,6	-13,0	-10,8	-9,5
Rép. islamique d'Iran	4,6	-1,3	13,4	3,6	4,0	4,3	-1,1	-1,7	-2,2	-2,2	-2,3	-2,1	3,1	2,3	3,9	4,1	4,0	3,8
Irak	0,7	4,8	11,0	-0,5	3,0	1,7	-5,3	-12,3	-14,1	-5,1	-4,8	-1,7	2,6	-6,5	-8,7	-6,3	-6,7	-4,1
Libye	-24,0	-8,9	-2,8	25,6	16,4	10,4	-43,3	-76,9	-63,9	-22,0	-11,0	-5,0	-46,1	-31,9	-12,8	-8,3	-5,6	-4,4
Rép. arabe syrienne	-17,0	-3.9	-1,5	…	…	…	-17,7	-16,4	-9,0	…	…	…	-14,9	-9,7	-27,9	…	…	…
Rép. du Yémen	-0,2	-28,1	-9,8	-2,0	8,5	13,5	-4,1	-10,6	-13,5	-9,9	-6,6	-2,5	-1,7	-5,5	-6,1	-2,3	-2,4	-2,1
Pays en dév. importateurs de pétrole	**2,7**	**3,7**	**3,0**	**3,6**	**3,7**	**4,2**	**-9,1**	**-8,8**	**-9,4**	**-7,4**	**-6,7**	**-5,6**	**-5,2**	**-5,8**	**-7,6**	**-7,9**	**-7,2**	**-6,6**
Djibouti	6,0	6,5	6,5	7,1	7,0	7,0	-10,7	-20,7	-15,2	-3,8	-2,6	-1,4	-25,2	-30,4	-22,2	-15,4	-12,3	-10,2
Rép. arabe d'Égypte	2,9	4,4	4,3	4,2	4,5	5,3	-12,0	-11,4	-12,5	-10,8	-8,8	-7,1	-0,9	-3,7	-6,0	-6,6	-4,6	-3,9
Jordanie	3,1	2,4	2,0	2,3	2,4	2,5	-9,3	-3,6	-3,2	-3,3	-1,6	-0,5	-7,3	-9,1	-9,3	-8,7	-8,6	-8,5
Liban	2,0	0,8	2,0	2,0	2,5	2,0	-6,3	-7,8	-9,6	-9,2	-9,6	-9,8	-24,2	-16,1	-19,8	-17,9	-19,4	-19,5
Maroc	2,7	4,5	1,2	4,1	3,1	3,2	-4,7	-4,2	-4,0	-3,5	-3,5	-3,0	-5,7	-3,1	-4,3	-5,2	-5,3	-5,1
Tunisie	2,3	1,1	1,0	2,3	3,0	3,5	-5,0	-5,6	-6,1	-6,2	-5,9	-4,4	-9,1	-8,9	-8,4	-8,8	-8,5	-7,9
Cisjordanie et Gaza	-0,2	3,4	4,1	3,0	3,0	2,9	-2,8	-5,1	-2,4	-3,8	-3,3	-3,2	-7,4	-16,3	-10,4	-13,1	-13,2	-13,4

Source : Données de la Banque mondiale.
Note : e = estimation ; p = prévision. Les données sur l'Égypte correspondent à l'exercice budgétaire (juillet-juin). Faute de données concernant la Syrie, il se peut que les moyennes régionales et sous-régionales ne soient pas comparables dans le temps.

Cependant, la production pétrolière reste inférieure à son potentiel en raison du violent conflit politique. En Irak, la croissance devrait pâtir de la guerre menée contre l'EIIL, des bas prix pétroliers et de la réduction de la production pétrolière (tableau 1.1). À l'autre bout du spectre, le Yémen va connaître un nouveau ralentissement de son économie cette année à cause du conflit qui y sévit et des catastrophes humanitaires que ce dernier a provoquées.

Dans la sous-région du CCG, on s'attend à ce que la croissance reste faible en 2017, à moins de 1 %. Les Émirats arabes unis ont une économie plus diversifiée et d'énormes réserves budgétaires qui les aident à supporter des cours pétroliers constamment bas. Le Qatar ressent les effets de la crise politique avec ses voisins, et ses prévisions de croissance pour 2017 ont été abaissées à 2 points de pourcentage. Un déblocage de l'impasse dans laquelle se trouve ce pays devrait atténuer les dommages sur son économie. La croissance devrait rebondir sur la période couverte par les prévisions, pour atteindre entre 3,5 % au Koweït et 2,1 % en Arabie saoudite en 2019. On prévoit un taux de croissance global de 2,7 % pour les pays du CCG en 2019, ce qui est inférieur aux niveaux observés avant le choc des prix pétroliers de 2014 – le taux de croissance moyen des pays du CCG était de 3,5 % en 2013.

Couplés aux réductions de la production imposées par l'OPEP, les bas prix pétroliers grèvent les investissements et nuisent à la consommation privée en Arabie saoudite. Bien que la pression budgétaire se soit allégée dans une certaine mesure cette année, la politique budgétaire reste globalement stricte, les salaires des employés du secteur public étant toujours gelés et plusieurs projets d'infrastructures remis à plus tard. Les difficultés financières rognent les réserves étrangères du pays, qui ont atteint leur niveau le plus bas en six ans en juillet 2017 (graphique 1.3, panneau inférieur droit). Des prix plus bas que prévu, une production pétrolière contenue et l'expansion des risques géopolitiques vont entraîner un ralentissement de l'économie cette année. La Banque mondiale prévoit un taux de croissance en baisse à 0,3 % pour l'Arabie saoudite, ce qui représente 1,4 point de pourcentage de moins que l'année précédente.

Les difficultés perdurent, notamment en ce qui concerne les volumes d'émission de dettes dans les pays du CCG. Moody's estime que le ratio d'endettement au sein du CCG augmentera à 31,6 % d'ici 2014, contre 10,5 % en 2018 – ce qui devrait accroître la dette publique de 154 milliards de dollars en 2017 et 2018. Bahreïn et le Qatar vont probablement continuer à recourir uniquement aux financements commerciaux alors que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman émettront des titres de créances et puiseront dans leurs réserves publiques. C'est en Arabie saoudite et à Bahreïn que la dette augmentera le plus entre 2016 et 2018, le ratio dette publique/PIB progressant d'environ 14 points de pourcentage. Pour le Koweït et Oman, Moody's prévoit un accroissement plus modeste, de l'ordre de 8 à 9 points de pourcentage du PIB. En revanche, le fardeau de la dette des Émirats arabes unis et du Qatar – qui a permis de préfinancer une partie des déficits de ces pays pour 2017 – devrait se stabiliser en 2017 et diminuer en 2018.

Chez les importateurs de pétrole, on prévoit un redressement de l'économie égyptienne par la suite, la croissance s'envolant à 5,3 % en 2019. Ce taux s'explique surtout par la libéralisation du marché de change et la relance des exportations de marchandises et du tourisme. Parmi les autres économies de la région, le Maroc connaîtra probablement une croissance plus rapide en 2017 qu'en 2016, en raison d'une forte reprise de la production agricole. Cependant, il est peu probable que cette reprise s'inscrive dans la durée, compte tenu de la vulnérabilité de l'économie aux effets négatifs du changement climatique. Le conflit prolongé en Syrie continue d'entraver un retour potentiel de la croissance au Liban. Pour la cinquième année consécutive, le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés syriens (au prorata de sa population), une situation qui pèse considérablement sur des finances publiques déjà moroses.

Les perspectives à court terme d'amélioration de l'activité économique dans la région MENA dépendent d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, les incertitudes géopolitiques résultant des conflits qui s'éternisent en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen influent sur la performance globale à la fois des pays exportateurs et importateurs de pétrole. Ensuite, la région est confrontée à un nombre incroyable de réfugiés et de personnes déplacées, qui créent des problèmes au plan du développement et affectent les performances économiques non seulement de leurs pays d'origine, mais aussi des pays hôtes voisins.

L'économie de la région MENA : une vision à plus long terme

Les performances économiques dans la région MENA sont inférieures au potentiel depuis au moins 50 ans. La région a connu des périodes de forte expansion suivies de baisses vertigineuses, mais la croissance n'y a jamais été soutenue. Les données historiques montrent que dans la majeure partie des cas, la production augmente durant les années d'abondance et grâce à l'accroissement de la production pétrolière : en fait, la région progresse grâce au pétrole et régresse à cause du pétrole. Près de deux tiers des pays de la région exportent du pétrole et ont immensément profité de plusieurs épisodes de chocs des prix de ce produit ces cinq dernières décennies. Les répercussions positives des années de prospérité se sont aussi ressenties chez les importateurs de pétrole qui reçoivent des investissements étrangers directs (IED), des transferts de fonds et des touristes. Néanmoins, la courbe d'évolution à long terme de la région montre que les pays ont beau amorcer la croissance, ils ne parviennent pas à la maintenir. On le voit clairement dans la forte volatilité de la croissance à travers la région (Devarajan et Mottaghi, 2016b). En comparant les pays, on constate que la croissance du PIB réel est deux fois plus volatile dans les pays exportateurs de pétrole que chez ceux qui en importent. Cette volatilité a pour conséquence majeure le niveau élevé du taux de chômage des jeunes dans la région : à 30 %, c'est le taux le plus élevé du monde en développement. Ce taux est encore plus important chez les femmes, atteignant 50 % dans certains pays de la région.

Même les années de croissance modérée n'ont pas suffi à absorber le nombre croissant de jeunes éduqués, en raison de facteurs structurels qui limitent les opportunités économiques, y compris l'accès à des emplois décents. Pour résoudre ces problèmes qui remontent à très loin, les pays de la région doivent réaliser à court terme une croissance plus rapide que leur niveau potentiel, de façon à créer plus d'emplois pour leur jeunesse en pleine expansion. À plus long terme cependant, ils devront augmenter leur potentiel de production. Pour stimuler la croissance, les pays de la région ont besoin d'un bon dosage de politiques. Certes, ces politiques peuvent différer d'un pays à l'autre, mais des réformes sont nécessaires d'urgence, notamment pour s'affranchir de la dépendance à l'égard de la production pétrolière et diversifier les économies chez les exportateurs de pétrole dans le but de renforcer le climat des affaires et libérer le potentiel du secteur privé (Devarajan et Mottaghi, 2017). Il est donc extrêmement important de réformer le cadre de l'activité économique pour le rendre plus compétitif en appliquant des mesures de promotion de la concurrence et en réduisant la mainmise des monopoles.

Il est tout aussi important de rationaliser les politiques budgétaires en remplaçant les subventions énergétiques non-ciblées et ruineuses par des transferts monétaires ciblés. Le faible taux de participation des femmes à la main-d'œuvre est un problème connexe qui grève la croissance. À cet égard, il est nécessaire de promouvoir le secteur privé formel. Et il est également nécessaire de révolutionner le système éducatif et les programmes de formation professionnelle. Ces programmes peuvent contribuer à améliorer le système éducatif en rendant les enseignants plus comptables devant les élèves et leurs parents, et en rapprochant plus étroitement les matières enseignées des réalités du monde moderne. Même à court terme, de telles réformes peuvent commencer à produire des effets positifs sur les indicateurs macroéconomiques, surtout sur l'emploi et la production, augmentant ainsi le potentiel de production à plus long terme.

Inversement, les crises et les conflits peuvent réduire de manière permanente les capacités de l'offre (pertes de production et d'emplois), ce qui aurait une incidence sur le potentiel de production à moyen et à long terme. Des études montrent qu'il est fort probable qu'une crise prolongée aurait des conséquences négatives considérables sur le potentiel de production à court terme, puis serait suivie d'une longue période de faible croissance à mesure que les économies ajustent leur trajectoire de croissance post-crise. Une « perte permanente » du potentiel de production signifie que l'économie finit par revenir à son taux de croissance potentiel d'avant la crise, mais ne parvient pas à récupérer tout le manque à produire. L'effet total dépend de l'évaluation des moyens par lesquels la crise peut affecter l'évolution du marché du travail, l'investissement et la productivité.

La région MENA est l'une des régions les plus sujettes aux conflits dans le monde, et la crise des réfugiés syriens est l'une des pires du genre depuis la Seconde Guerre mondiale. Le séjour prolongé des réfugiés dans les communautés d'accueil, rendu à sa sixième année, non seulement accroît les risques pour les perspectives économiques de la région, mais aussi met en vedette les problèmes de développement à long terme des réfugiés. Pour répondre à ces défis énormes, il faut une action concertée, qui est l'objet du chapitre suivant.

Crise des réfugiés dans la région MENA

Relever le défi du développement

Introduction

La crise des réfugiés qui secoue actuellement la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) se démarque pour de nombreuses raisons. Premièrement, les Syriens constituent le gros des réfugiés et personnes déplacées à travers la région, suivis des Irakiens, des Libyens et des Yéménites dont les pays sont toujours en conflit. Ensuite, le conflit syrien a donné lieu à un accroissement exponentiel du nombre de réfugiés durant la période allant de 2012 à 2016. En juillet 2012, 100 000 Syriens étaient enregistrés par le HCR. Ce nombre a été multiplié par 15 en un an, puis le produit obtenu a quadruplé vers la fin de 2016 pour atteindre 5,4 millions de réfugiés. On estime que le nombre de réfugiés non enregistrés dans la région pourrait être équivalent à celui des personnes enregistrées[2]. Enfin et surtout, plus de 75 % des 2,6 millions de réfugiés établis dans la région se concentrent dans deux pays seulement : le Liban et la Jordanie[3]. En 2016, le Liban se classait parmi les dix pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés à travers le monde (HCR, 2017), les autres pays de ce classement se trouvant en Afrique.

L'afflux massif de réfugiés a alourdi le fardeau économique et social des communautés d'accueil, exacerbant les problèmes de développement auxquels ces communautés étaient déjà confrontées et laissant les réfugiés face à un avenir incertain. Par le passé, le bien-être des réfugiés était surtout considéré comme une question humanitaire plutôt qu'un problème de développement, l'hypothèse étant qu'une fois le conflit maîtrisé et les besoins urgents satisfaits, des solutions à plus long terme seraient formulées dès que les réfugiés retourneraient dans leur patrie. Cependant, la prolongation de la crise des réfugiés[4] dans la région MENA porte les

[2] Cela peut s'expliquer par les différences entre les statistiques officielle du pays et les statistiques du HCR : le HCR comptabilise le nombre de personnes enregistrées auprès de ses bueaux comme étant des réfugiés, tandis que la Jordanie par exemple classe parmi les réfugiés toute personne entrée sur son territoire qui possède une nationalité telle qu'elle ne peut pas retourner dans son pays d'origine pour une raison quelconque.

[3] La guerre civile en Syrie a poussé 50 % de la population à quitter leurs foyers, dont 33 % ont trouvé refuge à l'étranger. Le conflit au Yémen affecte chaque aspect de la vie des Yéménites. La violence en Libye a déplacé un dixième des 6 millions d'habitants de ce pays, près de 125 000 Libyens sortant du territoire, essentiellement pour l'Europe, du fait de la proximité de cette dernière. Les soulèvements arabes de 2011 ont entrainé des déplacements à l'intérieur et à l'extérieur d'autres pays, mais pour de courtes périodes. Par exemple, avant le printemps arabe, près de 2 millions de Libyens avaient quitté leur pays, la grande majorité en direction de l'Égypte, de l'Italie, de la Tunisie et du Tchad. Bien qu'il n'existe pas de données officielles, on sait qu'après la chute de Kadhafi, de nombreux réfugiés libyens ont été encouragés à rentrer chez eux.

[4] Selon la définition du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les réfugiés peuvent être considérés en situation prolongée lorsqu'ils vivent en exil depuis plus de cinq ans et n'ont toujours aucune perspective immédiate de solution durable à leur situation par voie de rapatriement volontaire, d'intégration locale ou de réinstallation.

problèmes de développement au-devant de la scène. Plus précisément, les réfugiés sont confrontés à quatre crises interdépendantes liées à l'accès limité ou inexistant à l'éducation, aux services de santé, à l'emploi et à des moyens d'existence, et à la mauvaise qualité de ces derniers. À moins d'y trouver des solutions, ces quatre crises interdépendantes continueront d'alimenter les problèmes à long terme[5]. En s'attaquant à ces crises, on aide non seulement les communautés d'accueil à faire face à leurs problèmes de développement, mais aussi les réfugiées à se préparer au moment où ils pourront retourner dans leurs pays d'origine.

Le présent chapitre met en perspective les problèmes de développement à long terme que rencontrent les réfugiés dans la région MENA, notamment : 1) services de santé de base, 2) besoins d'éducation, 3) emploi et absorption des réfugiés dans le marché local du travail, et 4) droits civils, économiques et sociaux, y compris la liberté de circulation. Il énonce par ailleurs des politiques de développement spécifiques permettant de résoudre ces problèmes.

Plus précisément, ce bulletin aborde trois questions fondamentales :

1. Pourquoi l'aide aux réfugiés constitue-t-elle un problème de développement ?
2. Quels sont les problèmes de développement et comment les résoudre ?
3. Comment la communauté du développement peut-elle faire mieux ?

Alors que les détails seront fonction de la situation particulière des pays, le chapitre suggère de favoriser une transition rapide des interventions humanitaires vers l'aide au développement. Par exemple, au moment de la crise, la Sierra Leone a reçu plus de concours sous forme d'aide au développement que cela n'a été le cas pour le Liberia, parce que le soutien de la Sierra Leone à l'éducation était plus prévisible. Il ne peut y avoir de transition sans statistiques fiables, qui manquent partout, particulièrement dans certains pays d'accueil. D'où l'urgente nécessité de générer un plus grand nombre de données et de mettre en place un système intégré de suivi, à la fois pour les réfugiés enregistrés et ceux qui ne le sont pas[6]. À cet égard, l'élaboration d'indicateurs de développement expressément consacrés aux réfugiés et à leurs enfants et la prise en compte de ces indicateurs spécifiques dans l'ensemble plus grand des indicateurs de développement aiderait considérablement au suivi des conditions de vie des réfugiés. Au niveau des pays, il est encore plus important d'améliorer le système de données. On pourrait ainsi mieux comprendre les micro-implications de la crise des réfugiés, particulièrement en ce qui concerne la mesure de la pauvreté.

[5] Par exemple, des études montrent que la malnutrition a des répercussions à plus long terme sur le développement, particulièrement dans le domaine de l'éducation. L'impact sur les enfants de réfugiés est plus important parce que ceux-ci ont connu la violence, subi des traumatismes et interrompu leur éducation. De telles expériences portent atteinte aux fonctions cognitives de l'enfant, et ont par conséquent des répercussions sur ses résultats scolaires à l'adolescence et sur sa vie d'adulte. Des études montrent que les dommages causés aux fonctions cognitives des enfants privés d'éducation diminuent leurs performances scolaires et réduisent leurs perspectives de revenu de 22 % en moyenne.

[6] À titre d'exemple, le Gouvernement jordanien estime à près de 1,3 million la population syrienne totale en Jordanie, alors que près de 680 000 Syriens établis en Jordanie sont immatriculés auprès du HCR.

Toute aussi importante est la nécessité d'élaborer des politiques axées sur les réfugiés qui visent accroître leur mobilité et développer leurs compétences et autonomiser les femmes réfugiées. Plus longtemps les réfugiés restent au chômage, moins ils ont de chances de trouver un emploi parce qu'ils perdent leurs qualifications et se retrouvent dépendants des ressources du pays.

Pourquoi le bien-être des réfugiés constitue-t-il un problème de développement ?

Le bien-être des réfugiés comme bien public mondial

La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui elle-même est basée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, impose à tout pays signataire de protéger les réfugiés présents sur son territoire. Conçue au départ pour les réfugiés européens de l'après Seconde Guerre mondiale, la Convention a été réinterprétée à la lumière des schémas radicalement différents de mouvements de réfugiés depuis 1951. Beaucoup de personnes ont trouvé refuge dans des pays relativement petits et économiquement vulnérables comme le Liban et la Jordanie, seulement en raison de leur proximité avec les pays en conflit que sont la Somalie et la Syrie. S'inspirant du préambule à la Convention de 1951 qui met l'accent sur la coopération internationale, les chercheurs ont identifié deux obligations à l'égard des réfugiés : 1) l'asile, qui est la responsabilité de l'État accueillant le réfugié ; et 2) le partage de la charge, qui illustre l'obligation d'autres États envers les pays dans lesquels les réfugiés se sont installés (Betts, 2015).

L'obligation du partage de la charge indique clairement que le bien-être des réfugiés présente toutes les caractéristiques d'un bien public mondial. En effet, elle est à la fois non-concurrente et non-exclusive : si un pays contribue au bien-être d'un réfugié, il ne diminue pas la satisfaction que ressent un autre pays à voir ce réfugié en meilleure condition. Cela dit, et précisément pour cette raison, comme pour tous les biens publics existe le problème de la « resquille ». Puisque le bienfait pour le réfugié (et donc pour tous les autres) est fonction de la somme des contributions de chacun, mais le coût est supporté par le pays d'accueil, chaque pays a intérêt à réduire sa contribution et laisser les autres s'en occuper. Si chaque pays se comportait de la sorte, il n'y aurait aucun bienfait pour le réfugié et donc aucun bien public. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale s'emploie à élaborer des accords de coopération pour veiller à ce chacun de ses membres contribue collectivement à l'objectif commun.

Ces accords de coopération prennent en compte d'autres réflexions sur les aspects économiques des biens publics mondiaux. Premièrement, étant donné que les petits pays auront toujours intérêt à resquiller au détriment des plus grands (Olson et Zeckhauser, 1966), les accords se concentrent sur les pays les plus grands et les plus riches. Par exemple, les deux plus gros contributeurs au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sont les États-Unis et l'Union européenne. Deuxièmement, le bien-être des réfugiés n'est pas un simple bien public parce qu'il associe deux types de biens : 1) un bien purement altruiste, parce que le donateur se sent moralement obligé d'aider le réfugié ; et 2) un « bien public de sécurité » (Betts, 2003), parce

que le donateur est préoccupé que la présence des réfugiés ne constitue une menace potentielle pour la sécurité du pays d'accueil, voire du pays donateur. Ce dernier type de bien se rapproche davantage d'un bien privé (en ce qu'il peut être exclusif). Dans la mesure où ces deux biens sont produits conjointement (Betts, 2003), il est possible que la présence du bien de sécurité donne lieu à une diminution du resquillage dans le financement des interventions au profit des réfugiés.

Renforcer les moyens d'existence des réfugiés

L'impact de la crise des réfugiés sur les communautés et les pays variera selon l'état initial du marché du travail, l'accès aux ressources, la démographie, la législation nationale et locale en matière d'emploi et les mesures prises par le pays d'accueil pour faire face à cette nouvelle situation. Globalement, la majeure partie des réfugiés se concentre dans certains des pays les plus pauvres et les plus fragiles. Les pressions qu'ils exercent sur les économies exsangues, l'infrastructure et les services publics déficients, ainsi que les rares emplois de ces pays, perturbent davantage les marchés et ont souvent des conséquences profondément néfastes sur les populations locales. Faute d'y répondre par une offre accrue, les besoins croissants des réfugiés en termes de nourriture et de services renforcent souvent les pressions inflationnistes qui ont des répercussions néfastes sur les conditions de vie des pauvres.

Des études montrent que l'afflux de réfugiés dans un pays voisin freine la croissance du revenu par habitant dans ce pays. Selon Murdoch et Sandler (2004), les répercussions négatives des conflits devraient être plus importantes dans les pays proches de nombreux théâtres de guerres civiles. Easterly et Levine (1998) établissent pour leur part que du fait de l'intégration économique et des effets multiplicateurs au niveau de la région, ces répercussions seront ressenties au-delà du voisinage proche. Les conséquences négatives sur l'activité économique peuvent prendre la forme d'une diminution des échanges commerciaux, d'un faible niveau d'investissement et d'une fuite accrue de capitaux.

Borjas et Monras (2016) affirment que l'afflux de réfugiés peut avoir des conséquences néfastes sur la main-d'œuvre locale peu qualifiée, mais il peut aussi produire un effet positif complémentaire. Les réfugiés occupent des emplois peu qualifiés que les locaux dédaignent, de sorte que ces derniers peuvent rechercher des emplois mieux rémunérés. Foged et Peri (2015) trouvent des effets positifs sur l'emploi et les salaires des travailleurs locaux possédant des compétences semblables. L'afflux de réfugiés a poussé des travailleurs locaux moins instruits à changer de métier. Ceux-ci ont constaté un effet positif ou insignifiant sur leurs salaires et leurs emplois, qui s'est maintenu sur une longue période. Quantitativement, une augmentation d'un point de pourcentage de la proportion de travailleurs locaux peu qualifiés, y compris des réfugiés, augmente de 1 à 1,8 % les salaires de ces travailleurs

Faute de données et d'un système de suivi efficace (voir la section « Données et suivi »), l'impact net de l'afflux des réfugiés sur l'économie locale reste une pomme de discorde. Compte tenu du caractère prolongé des conflits qui se déroulent à travers le monde, particulièrement dans la région MENA, et du fait que les réfugiés ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine dans un avenir prévisible à cause des conflits, les responsables politiques des communautés d'accueil doivent prêter attention aux problèmes de développement de cette population[7]. Il s'agit entre autres de faciliter la participation des réfugiés au marché du travail en investissant dans le renforcement des compétences à travers une meilleure éducation et formation professionnelle des enfants[8] et des adultes. Plus longtemps un réfugié reste au chômage dans son pays d'accueil, moins il a de chances de trouver un emploi parce qu'il perd ses qualifications. Les travaux sur l'économie ont révélé des liens étroits entre l'éducation et le capital humain, et entre ce dernier et la croissance et la productivité à long terme (Griliches, 1996). Ces liens pourraient justifier que la communauté internationale et les responsables politiques permettent aux enfants et adultes réfugiés d'accéder à une éducation et une formation professionnelle de qualité, quel que soit leur sexe ou leur nationalité, et qu'ils soient immatriculés ou non.

Quels sont les problèmes de développement et comment les résoudre ?

Quatre crises interdépendantes et quatre séries de mesures

I. Éducation

Deux pays de la région MENA accueillent le plus grand nombre de réfugiés par habitant : la Jordanie et le Liban, avec un ratio des réfugiés sur la population d'accueil de plus de 1:4 pour ce

[7] L'idée de fournir une aide au développement ciblée pour soutenir des interventions durables en faveur des réfugiés n'est pas nouvelle. Selon le *Rapport sur le développement dans le monde 2011*, le HCR est à l'origine du concept « réfugié, aide et développement » qui a été mis en application à la fois durant la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA) en 1981 et 1984 et la Conférence internationale pour les réfugiés en Amérique centrale (CIREFCA) en 1989. En 1999, cette question a été abordée à nouveau dans le cadre du « processus de Brookings » qui vise à trouver un nouveau moyen d'assurer la transition entre les opérations de secours et l'aide au développement au profit des déplacés involontaires. En 2003, cette approche a été remise à l'ordre du jour dans le *Cadre de mise en place de solutions durables pour les réfugiés et les personnes relevant de la compétence du HCR.* Ce cadre s'appuie sur les trois instruments que sont : a) l'aide au développement pour les réfugiés (DAR) ; b) les 4R de rapatriement, réinsertion, relèvement et reconstruction ; et c) le développement par l'intégration régionale (DIL). L'initiative DAR du HCR nait de la nécessité de s'attaquer aux conséquences économiques et sociales à long terme des déplacements sur les communautés d'accueil. L'initiative des 4R part du principe selon lequel en situations d'après-conflit, les besoins de développement des réfugiés et des rapatriés ne sont pas systématiquement pris en compte dans les plans de transition et de redressement élaborés par les gouvernements des pays d'accueil, la communauté des bailleurs de fonds et les Nations Unies.

[8] La moitié des réfugiés enregistrés à travers le monde a moins de 18 ans.

dernier. Ces réfugiés sont pour la plupart âgés de moins de 18 ans. Près de 51 % des réfugiés syriens en Jordanie sont des enfants ; tandis que ce pourcentage monte jusqu'à 55 % au Liban[9]. Le manque d'éducation des enfants réfugiés coûte cher en termes de capital humain perdu pour le développement économique régional et pour les processus à long terme de paix, stabilité et reconstruction. Parce que ces enfants ont besoin de services d'éducation, le secteur éducatif est soumis à une forte pression dans les pays d'accueil. Ces pays sont obligés d'élargir la prestation de services aux réfugiés tout en préservant la qualité de l'éducation à la fois pour les locaux et les personnes auxquelles ils ont donné refuge. Ainsi, leurs systèmes éducatifs doivent être renforcés pour accueillir un plus grand nombre d'élèves, dont beaucoup ont besoin d'une prise en charge pédagogique et psychosociale additionnelle en raison de leur situation de déplacés involontaires. De plus, il faut accroître les financements qui leur sont consacrés.

Au moment d'intégrer l'école dans leur pays d'accueil, les enfants réfugiés sont confrontés des problèmes d'ordre pédagogique et psychosocial. Sur le plan pédagogique, une langue d'enseignement différente de leur langue maternelle ou des langues d'enseignement dans leur pays d'origine peut constituer un obstacle à leur réussite. Les réfugiés syriens en Turquie et dans la région kurde d'IRAK, et les réfugiés éthiopiens et somaliens établis au Yémen, sont tous confrontés à ce problème. Même dans des pays arabophones comme le Liban, les écoles utilisent le français et l'anglais comme langues d'enseignement des mathématiques et des sciences. De ce fait, de nombreux réfugiés syriens ont beaucoup de mal à comprendre les disciplines enseignées dans ces langues (HCR, 2015a). Dans de nombreux cas, le ministère libanais de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEHE) a instruit les enseignants d'utiliser l'arabe dans les cours du soir. Cependant, une telle solution ne peut être pleinement efficace tant que les manuels scolaires restent dans une langue étrangère à celle des enfants réfugiés (Shuayb et al., 2014)

Du point de vue socioémotionnel, l'école est un environnement dans lequel un enfant victime de déplacements manifeste des symptômes de traumatisme et de choc. Cependant, elle peut aussi fournir le soutien psychosocial dont un tel enfant a besoin. En effet, des études montrent que les programmes de prise en charge psychosociale à l'école ont amélioré la condition des enfants en Bosnie (Layne et al., 2008), en Ouganda (Ager et al., 2011) et aux États-Unis (Han et Weiss 2005). Des interventions portées par les enseignants ont aussi montré leur efficacité dans une diversité de contextes en Croatie, au Kosovo, au Liban et en Turquie.

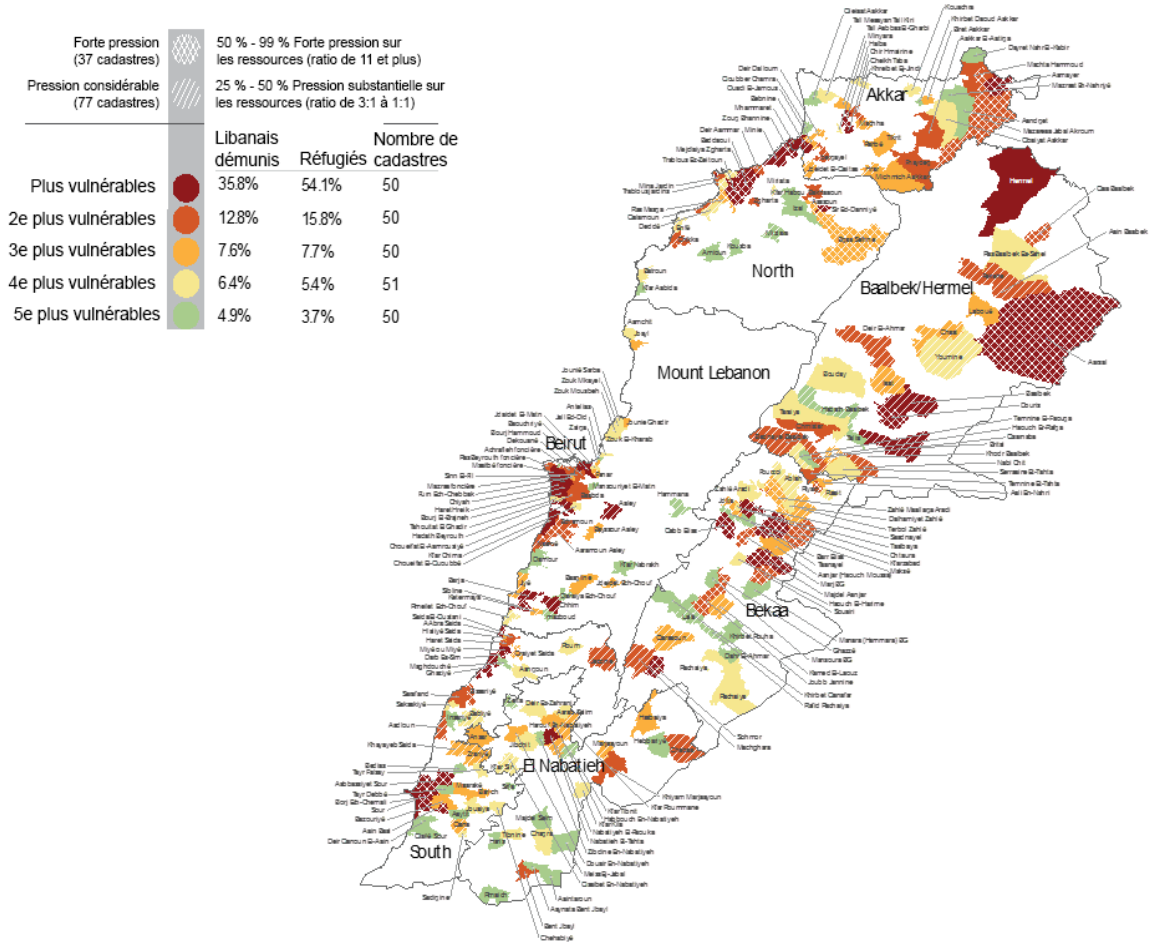
Pour les pays d'accueil qui intègrent des enfants réfugiés dans leurs systèmes éducatifs formels, l'engorgement est un problème courant. L'engorgement des écoles peut nuire à l'apprentissage, particulièrement lorsque les enseignants ne sont pas formés à gérer de larges effectifs. L'engorgement est exacerbé par le fait que les réfugiés migrent souvent vers certaines des localités les plus défavorisées, qui ont déjà du mal à offrir des services d'éducation. Au Liban par exemple, plus de la moitié des réfugiés syriens vivent dans les 50 localités les plus vulnérables. De plus, les 251 localités les plus vulnérables du Liban accueillent 87 % des réfugiés syriens établis dans le pays, ainsi que 67 % des Libanais les plus pauvres (graphique 2.1)[10]. Cette répartition de la population fait qu'il est bien plus difficile de fournir des services d'éducation de qualité à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil vulnérables.

[9] HCR, juillet 2017, http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php.
[10] Données interinstitutionnelles des Nations Unies, mars 2016.

Des interventions en faveur du développement

Une stratégie efficace d'élargissement de l'accès des réfugiés aux services d'éducation devrait prendre en compte les obstacles à la fois du point de vue de la demande et de l'offre d'éducation. Différents pays dans différents contextes appliquent différentes stratégies pour fournir une éducation aux réfugiés. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) exploite de longue date un système de fourniture de services d'éducation dans la région MENA. Financé par les bailleurs de fonds, ce modèle est indépendant du système éducatif du pays d'accueil. Depuis plus de 60 ans, l'UNRWA a éduqué 4 millions d'enfants en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie et à Gaza (Cahill, 2010). Actuellement, près de 500 000 enfants étudient dans 689 écoles de l'Office. À Gaza, ce sont près de 90 % de la population de réfugiés en âge scolaire qui fréquentent ces écoles

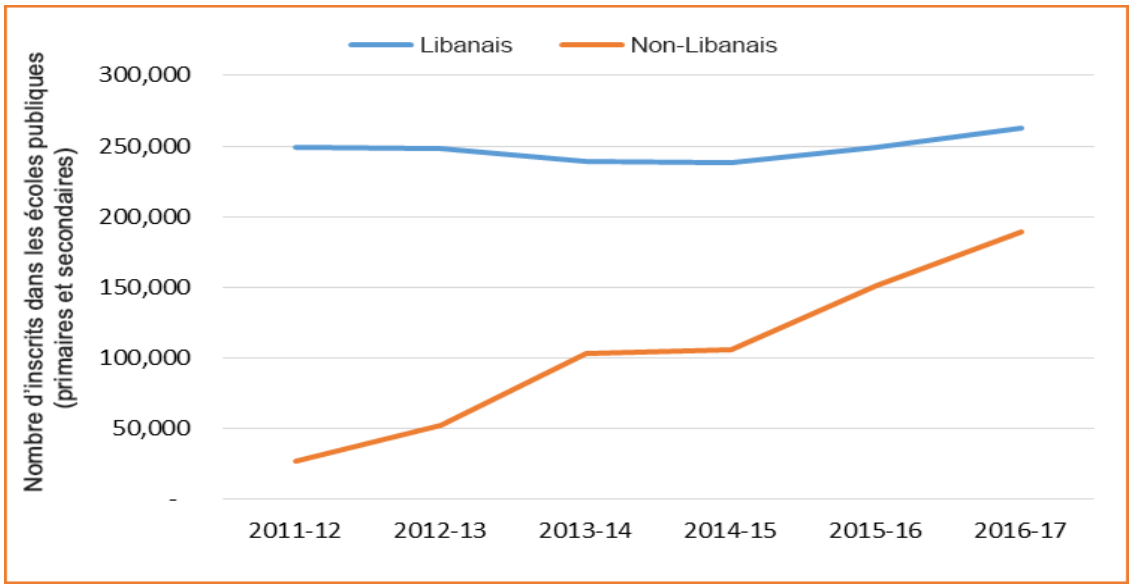
Graphique 2.1 Répartition des réfugiés dans les 251 localités les plus vulnérables du Liban



Source : Données interinstitutionnelles des Nations Unies, mars 2016.

L'élargissement des services d'éducation aux réfugiés connaît des succès variables selon le pays d'accueil et le contexte. Les cycles d'éducation préscolaire et secondaire affichent généralement les taux d'inscription les plus bas. Ces deux niveaux d'éducation sont pourtant essentiels au développement des ressources humaines dans la région. En Jordanie, 125 000 réfugiés syriens ont été inscrits dans un établissement scolaire formel, ce qui représente 54 % du nombre total de réfugiés enregistrés. Au Liban, les effectifs des établissements d'enseignement public ont quasiment doublé et accueillent 51 % des élèves réfugiés syriens[11]. En 2017, les réfugiés syriens (68 822) représentaient plus de 25 % de l'ensemble des effectifs des cours du jour au Liban. De plus, le pays a ouvert 313 écoles du soir qui accueillent uniquement des enfants syriens (plus de 120 000)[12]. Cet accroissement significatif des élèves réfugiés s'est accompagné d'une légère baisse des inscriptions de Libanais dans les écoles publiques au début de la crise, du fait de l'afflux de réfugiés et de la perte consécutive de confiance à l'égard de la qualité de l'enseignement public (graphique 2.2). Cependant, après trois années de subventionnement des frais d'inscription au profit des élèves libanais, ce déficit a été résorbé.

Graphique 2.2 Évolution des inscriptions dans les écoles publiques au Liban, 2011–17



Source : République du Liban, MEHE.

D'autres stratégies d'élargissement de l'accès à l'éducation dans la région MENA font appel aux salles de classe mobiles ou à des programmes d'apprentissage en ligne. C'est grâce à ces

[11] Conférence de Bruxelles, avril 2017.
http://wos-education.org/uploads/reports/170331_Brussels_paper.pdf.
[12] Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEHE), Liban. Mars 2017.

programmes que l'Irak a pu offrir à tous les enfants syriens la chance d'accéder à l'éducation. Plus de 80 % de ces enfants reçoivent une éducation formelle, le reste suivant des parcours informels.

Il est tout aussi important de s'attaquer aux obstacles du point de vue de la demande qui empêchent les parents réfugiés d'envoyer leurs enfants à l'école. Parmi les plus importants, on peut citer la nécessité pour les enfants réfugiés de travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ce problème est plus répandu à partir de la septième année du primaire. Le mariage précoce des filles est aussi courant dans certaines communautés de réfugiés. Pour encourager les inscriptions, les coûts associés à la fréquentation de l'école doivent être réduits ou supprimés. Il s'agit du coût de transport, des manuels scolaires et du matériel didactique, ainsi que des frais d'inscription qui, par exemple, ont été supprimés en Jordanie, et sont acquittés par le ministère de l'Éducation pour le compte des parents au Liban. En revanche, les programmes de transferts monétaires conditionnels pourraient aider les ménages à couvrir les coûts de prise en charge des enfants qui vont à l'école. En 2016 au Liban, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a mis à l'essai un programme de transferts monétaires dans deux gouvernorats qui a donné des résultats très positifs. L'UNICEF a observé une augmentation de 7 % des taux d'inscription dans les régions témoins et un mois supplémentaire de fréquentation scolaire chez les enfants participant au programme (PAM et al., 2017).

II. Santé

Avant le démarrage du conflit syrien, les pays voisins de la Syrie ont connu une décennie d'amélioration constante des résultats en matière de santé. De 2000 à 2010, l'espérance de vie a augmenté en Jordanie et au Liban (passant respectivement de 71,9 à 73,4 ans et de 74,9 à 78,5 ans) et est restée supérieure à la moyenne régionale de la MENA (69,2 contre 71,4 ans). D'autres indicateurs de santé de base comme les taux de mortalité maternelle et infantile se sont également améliorés, et les deux pays ont atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies dans ces domaines.

Ces améliorations ont pu être réalisées en dépit de contextes économiques et politiques relativement différents dont l'impact s'est ressenti sur les dépenses de santé. La Jordanie, qui connaissait une croissance économique relativement soutenue dans les années 2000, a accru de 4,6 à 5,9 % l'enveloppe allouée à la santé durant la décennie, tout en réduisant de 39 à 28 % la part des ménages dans le montant total des dépenses de santé. En revanche, le Liban a dû faire face à des mesures d'austérité, des niveaux élevés d'endettement et la guerre de 2006, qui ont restreint l'espace budgétaire global. De 2000 à 2010, les dépenses publiques allouées à la santé y ont diminué de 3,2 à 2,7 % du PIB, et les dépenses directes des ménages sont restées élevées, bien qu'orientées à la baisse : elles sont passées de 57 à 46 % des dépenses totales de santé.

Ces résultats positifs nonobstant, les deux systèmes de santé, comme beaucoup d'autres dans la région, sont de plus en plus pressés de se réformer pour mieux répondre aux besoins des populations et soutenir les objectifs de développement. Des maladies non transmissibles comme les maladies cardiovasculaires ont pris le pas sur les maladies infectieuses et plafonnent désormais au classement des principales causes de morbidité et de mortalité. Par contre, cette évolution n'a pas été suivie d'efforts concertés pour y faire face. Bien que le nombre de lits d'hôpitaux et de médecins fût globalement jugé suffisant, une grande partie de ces ressources était concentrée dans les grandes villes, laissant les zones rurales en proie à des difficultés d'accès

et des ressources de qualité inférieure. En dépit des progrès accomplis pour réduire les paiements directs, les plus démunis dans ces pays restent vulnérables aux revers financiers liés aux questions de santé.

Incidence des réfugiés sur les pays d'accueil dans la région MENA

La crise syrienne et le lot de réfugiés qui en résulte ont accru considérablement la demande de services de santé dans les pays voisins de la région (tableau 2.1). En 2014, on a enregistré près de 700 000 visites de réfugiés syriens aux centres de santé ou hôpitaux de Jordanie. En 2015, le réseau de centres de santé primaire du Liban, qui comporte environ 200 établissements consacrés aux personnes vulnérables, a enregistré plus de 1,5 million de visites – soit plus de deux fois le nombre de visites comptabilisées en 2009 (700 000) avant le démarrage de la crise. En 2013, près de 35 % de l'ensemble des visiteurs des centres de santé primaire du Liban étaient des réfugiés syriens.

Les déplacements ont ralenti et dans certains cas inversé d'importants progrès en matière de santé. Bien que le Liban ait atteint les OMD relatifs à la santé maternelle et infantile, on constate un recul notable dans ces deux domaines. De 2012 à 2017, le taux de mortalité néonatale a augmenté, passant de 3,4 à 4,9 décès pour 10 000 naissances vivantes, alors que le taux de mortalité maternelle augmentait de 12,7 à 21,3 décès pour 100 000 naissances vivantes. Dans les deux cas, les taux parmi les réfugiés syriens représentaient quasiment le double de ceux observés dans la population locale. En Jordanie et au Liban, des maladies transmissibles auparavant maîtrisées comme la rougeole, la tuberculose et la leishmaniose ont resurgi et menacent à la fois les efforts locaux et régionaux de lutte contre les maladies. En 2012 par exemple, la première année d'afflux massif de réfugiés au Liban, le nombre de cas de tuberculose déclarés a augmenté de 27 %. Les données du HCR montrent que les maladies transmissibles sont une des principales raisons pour lesquelles les réfugiés demandent des soins primaires en Jordanie et au Liban.

L'afflux des réfugiés entrave les efforts visant à fournir une couverture sanitaire universelle et une protection financière de base aux populations. En 2013, le Liban a dévoilé d'ambitieux plans d'expansion de la couverture d'assurance aux populations vulnérables notamment, mais l'arrivée de 1,3 million de réfugiés syriens ces cinq dernières années et la demande de services de santé qui s'est ensuivie ont interrompu ces efforts (Banque mondiale, 2017e). Actuellement, le HCR prend à sa charge une partie du coût de services hospitaliers spécifiques comme les soins obstétriques et les urgences vitales pour les Syriens installés au Liban, mais les patients doivent généralement payer le reste de la note. D'autres services comme le traitement du cancer, les dialyses et les maladies invalidantes ne sont pas du tout pris en charge. Une récente étude a révélé que les taux d'hospitalisation des réfugiés syriens étaient largement inférieurs à ceux de la population libanaise (6 % contre 12 % par an), ce qui soulève de sérieuses inquiétudes quant au fait que les coûts représentent un obstacle aux soins.

En Jordanie, des inquiétudes semblables apparaissent. De 2012 à 2014, les autorités jordaniennes ont généreusement subventionné l'ensemble des dépenses de santé des réfugiés. Cependant, à mesure que cette population augmentait, cette mesure est devenue financièrement insoutenable, obligeant la Jordanie à imposer aux réfugiés d'acquitter une quote-part de 20 % pour la plupart des services. Deux ans après la mise en application de ce dispositif, l'utilisation des services de santé par les réfugiés en Jordanie a diminué de près de 60 %. Une récente étude révèle que plus de 50 % des réfugiés syriens en Jordanie déclarent manquer de moyens pour acheter leurs médicaments, et plus de 50 % des femmes enceintes affirment ne pas pouvoir payer les frais de transport pour honorer les rendez-vous prénatals.

Tableau 2.1 Situation des réfugiés syriens enregistrés

Pays d'asile	Arrivées de Syriens*	Conditions de vie	Accès aux Services de santé
Irak	227 971	38 % dans les camps 62 % hors des camps [a]	Des services spécialisés sont offerts à une sélection de réfugiés enregistrés[b c d]
Jordanie	655 833	82 % dans des établissements urbains ou spontanés[a]	Les réfugiés syriens (enregistrés auprès du HCR) ont accès au système de santé publique[h]
Liban	1 017 433	Zones urbaines (Beyrouth) ; camps de toile spontanés (Vallée de Bekaa) ; camps de Sabra et Shatila (Beyrouth)[f]	Les réfugiés syriens doivent être enregistrés auprès du HCR pour accéder aux services de santé primaire[h]. L'enregistrement des nouveaux arrivés a été gelé en mai 2015 à la demande du Gouvernement libanais[a].
Turquie	2 764 500	Districts (également appelées villes satellites) ; camps situés le long de la frontière turquo-syrienne[g]	Les réfugiés syriens enregistrés qui vivent dans des quartiers pauvres sont inscrits au Programme général d'assurance maladie de la Turquie et peuvent ainsi bénéficier de services de santé gratuits. Dans les camps, des organismes publics fournissent de l'eau potable, des services d'hygiène et d'autres prestations[f].
Égypte	115 204	Zones urbaines[h]	Les Syriens ont accès au système de santé publique, mais doivent acquitter les mêmes frais que les Égyptiens[e]. Les services sont engorgés et souvent inaccessibles aux réfugiés en raison de leur coût[h].

Source : CDC 2016.
Note : *Nombre d'arrivées de réfugiés enregistrées par le HCR au 31 octobre 2016.
a. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#thirteen.
b. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#fourteen.
c. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#fifteen.
d.https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#sixteen.
e. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#seventeen.
f. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#eighteen.
g. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#nineteen.
h. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/profiles/syrian/population-movements/index.html#twenty.

L'incapacité à satisfaire la demande croissante de services de santé a diminué le niveau de satisfaction des patients, menaçant une relation déjà tenue entre les citoyens et le système de santé. Les temps d'attente pour être pris en charge ont augmenté dans les deux pays. En 2016, les délais d'attente sont devenus si longs en Jordanie que les cas orientés vers des hôpitaux privés ont augmenté de plus de 50 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente un coût de 154 millions de dollars pour l'administration. Les ruptures de stocks de certains médicaments essentiels seraient devenues plus fréquentes (Banque mondiale, 2017d). Les pénuries d'agents de santé, particulièrement ceux qui sont formés à la prise en charge des problèmes de santé reproductive, des violences sexistes, de la santé mentale et des maladies non transmissibles, érodent davantage le niveau de satisfaction à l'égard de la prise en charge sanitaire. Les divergences culturelles atténuent également le niveau de satisfaction des patients, certains réfugiés syriens rapportant que les agents de santé humanitaires ne font pas montre de suffisamment de sensibilité à la culture de l'autre au moment des soins.

Des interventions en faveur du développement

Dans un contexte où les services de santé de base sont excessivement sollicités et les objectifs de développement menacés, de nouvelles solutions sont nécessaires pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents des systèmes de santé en répondant parallèlement aux besoins générés par l'afflux des réfugiés. Même avant le déclenchement du conflit syrien, de nombreux pays de la région MENA étaient aux prises avec les défaillances de leurs systèmes de santé : de la forte dépendance à l'égard des paiements directs des ménages et l'insuffisance de certains professionnels de la santé à la fragmentation des services donnant lieu à des inefficacités et des soins de piètre qualité. Les efforts déployés pour faire face à ces défis préexistants ont été exacerbés par l'arrivée de millions de réfugiés, qui vivent pour la plupart au sein des communautés plutôt que dans des camps, et cherchent souvent à accéder aux mêmes services que les populations locales. En dépit des mesures prises initialement par certaines communautés d'accueil pour financer ces services au profit des réfugiés, les coûts et la demande se sont révélés accablants, particulièrement dans un contexte d'augmentation des niveaux d'endettement et de diminution de l'aide humanitaire.

Les récentes expériences font apparaître différentes façons de mettre le secteur de la santé à contribution pour aider les pays confrontés à un afflux massif de réfugiés à atteindre leurs objectifs de développement :

- Utiliser des mécanismes de financement innovants pour appuyer les services de santé de base tout en réaffirmant le principe selon lequel l'accueil des réfugiés est un bien public mondial. Ces derniers mois, la Banque a approuvé deux projets d'appui d'urgence au secteur de la santé dans la région MENA : le projet d'urgence sanitaire en Jordanie d'un montant de

50 millions de dollars et le projet de renforcement de la résilience du système de santé au Liban d'une valeur de 120 millions de dollars. Ces deux projets faisaient partie d'opérations distinctes de 150 millions de dollars bénéficiant d'un financement parallèle de la Banque islamique de développement (BID). Ce sont-là les premiers projets de santé appuyés par le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) de la Banque mondiale qui a été établi récemment pour venir en aide aux pays à revenu intermédiaire de la région MENA accueillant un grand nombre de réfugiés.

- Les systèmes de santé de nombreux pays de la région étaient hautement fragmentés bien avant le déclenchement de la crise syrienne, les services étant offerts par un large éventail d'acteurs parmi lesquels divers ministères sectoriels, des opérateurs privés, des ONG et des associations caritatives religieuses. Les récents flux de réfugiés ont souvent contribué à cette fragmentation parce que les organismes humanitaires mettent parfois en place des systèmes parallèles qui n'alimentent pas – et dans certains cas ponctionnent – les ressources des systèmes nationaux de santé. Les actions menées pour accroître l'offre doivent aussi contribuer à renforcer les capacités nationales, et non rivaliser avec ces dernières. Par exemple, le projet de renforcement de la résilience du système de santé au Liban participe à élargir le périmètre et l'ampleur du bouquet de services de base déjà offerts par les organisations des Nations Unies dans le cadre du réseau de centres de santé primaire du pays, aidant ainsi à renforcer les capacités sur ces sites et à rationaliser la prise en charge.

- Faire en sorte que les réfugiés formés aux métiers de la santé viennent combler les lacunes en termes de ressources humaines. Les données du HCR pour mars 2017 montrent que la population des réfugiés syriens en Jordanie se composait de 483 médecins, 880 infirmiers, 448 pharmaciens et 335 auxiliaires médicaux. En raison de restrictions d'ordre juridique, la plupart de ces professionnels de la santé n'auront pas la possibilité de reprendre du service dans leur domaine de compétence. Certains pays étudient des solutions innovantes pour employer ces spécialistes de façon à répondre aux besoins de santé des réfugiés. La Turquie par exemple a ouvert des dizaines de cliniques pour réfugiés qui emploient des médecins et des infirmiers syriens chargés de fournir des soins primaires en arabe à la population de réfugiés.

- Adapter la formation des professionnels de la santé à l'évolution de la charge de morbidité du fait des conflits et des déplacements massifs. On devrait envisager de transposer de telles initiatives à une échelle plus grande pour faire en sorte que la prochaine cohorte de cliniciens et d'agents de santé publique reçoive la formation qui convient pour faire face aux problèmes de santé souvent uniques des populations de réfugiés, ainsi qu'à ceux de leurs communautés d'accueil.

III. Emplois

Évolution du marché du travail avant et après l'afflux de réfugiés

Plus de 5 millions de Syriens ont fui les zones de conflit – une majorité d'entre eux traversant les frontières pour se réfugier dans les pays voisins de la région MENA (voir tableau 2.1). Le conflit syrien a provoqué la perte de 3,2 millions d'emplois dans ce pays. Il a engendré des changements structurels majeurs dans l'économie et les marchés du travail, ainsi que des pertes massives de compétences de haut niveau. Depuis 2011, en raison des licenciements massifs causés par les fermetures d'usines et d'entreprises, on estime à 538 000 le nombre d'emplois détruits par an. Plus de 50 % de la population en âge de travailler est au chômage. Le taux de chômage national a atteint 52,9 % en 2015, et le taux de chômage des jeunes s'établit à 78 %. Pour soutenir financièrement leur famille, les gens se tournent de plus en plus vers le service militaire ou l'« économie de guerre ». Alors que les secteurs pétrolier et manufacturier s'effondrent, une part importante et croissante de la main-d'œuvre travaille maintenant dans des secteurs à faible productivité. La part des emplois industriels est passée de 14 à seulement 2 %. L'agriculture occupe encore 20 % des travailleurs malgré la perte de 400 000 emplois agricoles. En revanche, l'emploi a augmenté dans les services à faible productivité, qui occupent aujourd'hui 78 % des travailleurs[13]. L'émigration due à l'insécurité, au manque de possibilités d'emploi et à la chute brutale du niveau de vie a également engendré une importante pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Syrie (Banque mondiale, 2017a).

Les répercussions de l'arrivée de réfugiés sur le marché du travail et les salaires dans le pays d'accueil sont difficiles à évaluer. Même avant le conflit syrien, la réglementation du travail et les programmes actifs du marché du travail (PAMT) dans les pays de la région MENA souffraient de déficiences structurelles. Les marchés nationaux du travail sont toujours aux prises avec un important réservoir de ressources humaines inexploitées en raison des taux élevés d'inactivité et de chômage, en particulier chez les jeunes. Le taux élevé de chômage, conjugué à la pénurie d'emplois formels dans le secteur privé, a poussé un nombre croissant de travailleurs à se contenter d'activités improductives de subsistance, souvent dans l'économie informelle (Banque mondiale, 2012). L'afflux massif de réfugiés a exacerbé le malaise sur les marchés du travail locaux, la moitié des réfugiés étant en âge de travailler. Au Liban, l'afflux de réfugiés syriens a augmenté la population active de près de 35 %. Beaucoup de ces réfugiés travaillent dans le secteur informel à cause d'un niveau d'éducation moins élevé ou de l'absence d'un permis de

[13] Les données sectorielles de l'emploi sont fondées sur l'élasticité de l'emploi par rapport au PIB et il convient donc de les interpréter avec prudence. Cette méthode suppose que l'intensité de main-d'œuvre de la production est constante, ce qui n'est peut-être pas le cas dans tous les secteurs en période de conflit.

travail. Les jeunes sont beaucoup plus susceptibles d'entrer en concurrence professionnelle avec ces réfugiés et d'être concentrés dans les secteurs (tourisme et commerce) dont la croissance est la plus touchée par la crise[14]. Les réfugiés syriens acceptent également des salaires inférieurs à ceux des travailleurs de leur communauté d'accueil.

L'économie jordanienne était déjà aux prises avec des taux de chômage élevés avant l'afflux de réfugiés. Les taux de chômage dans ce pays restent supérieurs à 10 %, surtout chez les jeunes et les femmes, et ont culminé à 15,8 % en 2017, le taux le plus élevé depuis 10 ans (FMI, 2017). Environ 120 000 Jordaniens entrent sur le marché du travail chaque année, mais seulement 55 000 trouvent un emploi. Les femmes et les personnes les moins instruites constituent la majorité des 65 % de la population inactive. De plus, près de la moitié des emplois en Jordanie se trouvent dans le secteur informel[15]. La situation est pire pour les réfugiés syriens résidant en Jordanie. Sur 1,3 million de réfugiés syriens environ, dont la moitié sont enregistrés auprès du HCR, seulement 40 000 étaient titulaires d'un permis de travail à la mi-2017[16].

En Irak, la crise des réfugiés affecte à la fois ceux qui ont dû fuir et les collectivités qu'ils ont quittées. La situation est encore pire pour les réfugiés syriens qui sont arrivés dans ce pays en quête de sécurité et d'emplois. En 2016, le taux de chômage national était de 16 %, et le taux de chômage des jeunes de 36 %. Le secteur public fournit 40 % de tous les emplois[17], ce qui se traduit par une marge de manœuvre budgétaire pratiquement inexistante. La création d'emplois dans le secteur privé est entravée par un environnement peu propice aux affaires : insécurité, corruption, coûts d'exploitation élevés, demande atone, accès limité à l'électricité et au crédit, et omniprésence des entreprises d'État. Plus récemment, la lutte contre le Groupe État islamique (Daesh) a considérablement nui aux perspectives d'emploi. Les revenus du travail ont chuté de 47 % dans les régions touchées par Daesh. Selon certaines estimations, quelque 5 millions d'emplois devront être créés d'ici 2030 pour contrer les impacts négatifs de plusieurs décennies marquées par les sanctions et les conflits, la dépendance à l'égard du pétrole et la lourdeur de la réglementation qui ont gravement entravé la création d'emplois tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Le conflit en cours au Yémen a dévasté l'économie du pays et entraîné la suppression de 600 000 emplois, principalement dans l'agriculture et les services. Environ 3 millions de personnes ont été déplacées, et les réfugiés Yéménites ont fui à Djibouti, dans les pays du Golfe, et au Soudan. La plupart ont fui pour des raisons de sécurité, pour éviter d'être recrutés de force,

[14] En 2010, plus de la moitié des jeunes occupant un emploi travaillaient dans les secteurs du tourisme et du commerce, contre 33 % seulement en 2015.
[15] Stratégie nationale jordanienne pour l'emploi 2011–2020 et rapports du ministère du Travail.
[16] Les non-Jordaniens qui souhaitent travailler sont assujettis à de stricts quotas sectoriels et professionnels.
[17] Sauf indication contraire, toutes les données proviennent des enquêtes socioéconomiques menées auprès des ménages irakiens en 2012 et en 2014.

et ont donc perdu leur emploi. Le Yémen accueille lui aussi des réfugiés de la Corne de l'Afrique, y compris d'Éthiopie et de Somalie, qui souhaitent améliorer leur sort malgré les conflits en cours. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont été les plus durement touchées par le conflit. L'emploi dans le secteur privé a diminué d'environ 12 % en 2015[18] et continue de se contracter. Environ 70 % des PME ont mis à pied la moitié de leur main-d'œuvre. En 2016, le taux de chômage au Yémen n'était que de 17 % (WDI). La destruction des infrastructures et l'instabilité ont fait augmenter les coûts des entreprises ; la clientèle et les revenus ont diminué et d'importants capitaux du secteur privé ont fui la région.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime que la moitié environ des personnes qui ont fui en Libye sont à la recherche d'un emploi, mais qu'elles doivent poursuivre leur exode jusqu'en Europe en raison des conditions économiques difficiles et de l'instabilité du marché du travail qui caractérisent ce pays. Les profondes querelles politiques ont eu un impact négatif significatif sur l'économie et donc sur le marché du travail en Libye. Le taux de chômage global en Libye est passé de 13,5 % en 2010 à 19,0 % en 2012, et a peu évolué depuis. Le taux de chômage des jeunes est d'environ 48 %, et celui des femmes est de 25 %. La grande majorité (85 %) de la main-d'œuvre libyenne est employée dans le secteur public, un taux élevé même par rapport aux normes régionales. Le taux est encore plus élevé pour les femmes (93 %).

Des interventions en faveur du développement

Tous les pays de la région MENA sont confrontés, à des degrés divers, à trois défis communs : 1) accélérer le taux de création d'emplois dans le secteur formel en mettant l'accent sur les activités à plus forte valeur ajoutée ; 2) améliorer la qualité des emplois informels existants ; 3) permettre aux groupes vulnérables d'accéder à l'emploi ou les aider à trouver de meilleurs emplois. Il est peu probable qu'au cours de la prochaine décennie, un nombre suffisant d'emplois formels soient créés pour absorber tous les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Cependant, il est possible et nécessaire d'accroître progressivement la part de l'emploi formel pour permettre une transformation structurelle plus fondamentale.

Les politiques du travail et les politiques migratoires sont essentielles pour aider les travailleurs vulnérables, y compris les réfugiés, à accéder à des emplois ou à passer d'emplois de qualité inférieure à des emplois de qualité supérieure. Malheureusement, la réglementation du travail et les programmes actifs du marché du travail (PAMT) en vigueur dans les pays de la région MENA présentent des carences structurelles. Premièrement, les règlements ont été conçus pour un environnement dans lequel la plupart des travailleurs œuvrent dans le secteur formel. Deuxièmement, les PAMT sont « axés sur l'offre » et incapables de répondre efficacement aux besoins des travailleurs et des employeurs en dehors du secteur formel.

[18] Enquête rapide de l'OIT et de l'Office central de statistique de la République du Yémen, 2015.

Il conviendrait d'améliorer l'efficacité de la réglementation du travail pour protéger les travailleurs, y compris dans le secteur informel, tout en internalisant les coûts sociaux de la destruction des emplois et en réduisant les distorsions qui limitent la création d'emplois formels. Pour réaliser de telles transformations réglementaires, il faut trouver des approches différentes qui 1) garantiront un niveau de revenu minimum ; 2) assureront une répartition équitable de la valeur ajoutée entre salaires et bénéfices ; 3) protégeront les travailleurs contre le chômage ; et 4) feront respecter les normes fondamentales du travail et des conditions de travail adéquates.

De même, si l'amélioration de l'accès à l'emploi ou les mesures permettant aux travailleurs d'accéder à des emplois de meilleure qualité ont une valeur encore plus grande pour la société dans son ensemble que pour les travailleurs (et les employeurs, le cas échéant), il paraît justifié d'augmenter les investissements dans les PAMT et d'élargir leur couverture. Pour y parvenir, les systèmes de prestation et de financement doivent être recadrés. Les systèmes de prestation, en particulier, doivent mieux lier les programmes en faveur du marché du travail aux interventions « axées sur la demande » qui mettent l'accent sur la création d'emplois ou l'accroissement de la productivité du travail. Le meilleur moyen d'aider les réfugiés à trouver un emploi est d'améliorer substantiellement le fonctionnement des marchés du travail des pays d'accueil.

IV. Moyens d'existence

L'insuffisance des droits civils, économiques et sociaux, y compris la liberté de circulation et de résidence, a souvent un impact négatif sur les moyens d'existence des réfugiés. Certaines études (Jacobsen, 2002) montrent que de nombreux réfugiés sont incapables d'assurer ou de maintenir leurs moyens d'existence parce qu'ils sont privés des droits garantis par les normes internationales relatives aux droits de l'homme, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le droit humanitaire international ou le droit des réfugiés. Nous proposons ci-après une série d'exemples concrets. La capacité des réfugiés libériens au Ghana d'exercer leur droit à la liberté de circulation et d'accéder à l'emploi et à l'éducation publique a contribué au succès relatif des efforts qu'ils ont déployés pour devenir autosuffisants (Dick, 2002). Les autorités ougandaises ont fourni aux réfugiés des terres agricoles dans le but de les rendre autosuffisants en attendant une solution durable.

L'environnement extérieur et l'incertitude influent également sur les moyens de subsistance des réfugiés. Ces derniers doivent non seulement faire face à l'expérience souvent traumatisante de l'exode, mais ils se retrouvent souvent avec des ressources très limitées, voire inexistantes, en raison de la perte de moyens et de capacités. L'incertitude qui entoure l'obtention du permis de travail (évolution rapide des politiques concernant le renouvellement des permis et les secteurs auxquels ils s'appliquent) peut avoir une incidence négative sur les moyens d'existence des réfugiés. Elle complique la prise de décisions et le calcul des coûts, des avantages et des risques

de diverses stratégies de subsistance[19]. En Équateur, les demandeurs d'asile ne sont pas autorisés à travailler tant que leur statut juridique n'a pas été clarifié. La période d'attente, qui peut durer jusqu'à un an, engendre la peur et l'angoisse, sans compter le stress engendré par l'incapacité d'occuper légalement un emploi officiel, le manque d'opportunités de travail et la discrimination. En Colombie, les réfugiés doivent subvenir à leurs besoins par des moyens illégaux pendant la procédure de demande d'asile. Lo (2005) soutient que la levée de cette restriction sur les demandeurs d'asile réduirait la crainte associée à leur situation de travailleurs illégaux.

Des interventions en faveur du développement

Comme nous l'avons vu plus haut, les moyens de subsistance sont influencés par divers facteurs économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Pour cette raison, il est essentiel d'appliquer une approche globale à la conception et à la mise en œuvre de programmes aptes à soutenir les moyens d'existence des réfugiés. Il s'agit d'établir la bonne combinaison de politiques. Dans cette optique, il faut envisager de lever non seulement les obstacles juridiques mais aussi d'autres obstacles, notamment l'accès limité *de facto* au marché du travail en raison des mauvaises conditions économiques, de l'éloignement des camps de réfugiés et des restrictions imposées par les autorités locales. Il est enfin tout aussi important de s'attaquer aux barrières linguistiques, au manque de compétences, au manque d'outils et/ou de capital de démarrage et à la xénophobie envers les réfugiés.

Les activités tendent à être plus fructueuses lorsqu'elles tiennent compte des aspects liés à la problématique hommes-femmes. Hommes et femmes ne s'y prennent pas de la même façon lorsqu'il s'agit de créer et de maintenir leurs moyens d'existence. En outre, la fuite et l'expérience de l'exil peuvent avoir une grande incidence sur les rôles sexospécifiques et le statut socioéconomique des réfugiés. Dans leur lutte pour la survie, les femmes ne sont pas confrontées aux mêmes obstacles et aux mêmes sources d'insécurité que les hommes. Lorsque les ménages se retrouvent au bord du gouffre, les filles sont les premières à être retirées de l'école pour aller travailler, ou sont poussées au mariage précoce. Une étude réalisée par No Lost Generation révèle qu'en 2016, les mariages d'enfants ont atteint 20 % au Liban et plus de 30 % en Jordanie[20]. Les filles en milieu non protégé sont également exposées à la traite. Les politiques visant à protéger les moyens d'existence des femmes et les biens dont elles dépendent pour leur subsistance devraient tenir compte de ces différences.

Le HCR privilégie une approche ascendante lorsqu'il s'agit d'adopter des lois ou des règlements sur la création des activités de soutien des moyens d'existence. L'un des éléments les plus

[19] L'analyse présentée dans cette section est fondée sur une étude réalisée par *Overseas Development Institute* (ODI) du Royaume-Uni.
[20] En 2016, les mariages d'enfants ont atteint 20 % au Liban, et plus de 30 % en Jordanie.

cruciaux consiste à garantir et à intégrer les voix et la participation des réfugiés. Les succès remportés par le HCR au Guatemala (Cheng et Chudoba, 2003) sont largement attribuables au fait que l'agence a pu compter sur les vastes capacités d'initiative et sur les connaissances des réfugiés. Parmi les réfugiés guatémaltèques auxquels le HCR est venu en aide, les communautés les plus prospères sont celles dont les membres ont eu la possibilité de faire des choix : vivre là où ils voulaient et avec qui ils voulaient, et subvenir à leurs propres besoins comme ils le souhaitaient.

Enfin, la prise en compte des problèmes de développement préexistants dans les communautés d'accueil — y compris l'amélioration du climat des affaires, le renforcement et l'expansion de la prestation des services éducatifs, sanitaires et environnementaux pour faire face à l'accroissement de la population, et la formation professionnelle des jeunes — devraient être les éléments clés de la promotion des moyens d'existence pour les réfugiés. Il importe par ailleurs de promouvoir des politiques qui renforcent la liberté de circulation et élargissent le droit au travail pour les réfugiés, deux objectifs qui vont aussi dans le sens des intérêts des communautés d'accueil.

Comment la communauté du développement peut-elle faire mieux ?

Interventions et aide

Ressources

Les déplacements massifs de populations survenus dans la région MENA au cours de la dernière décennie ont entraîné des coûts financiers importants. On ne s'étonnera pas de constater que bon nombre de ces coûts ont été supportés par les réfugiés eux-mêmes, qui ont utilisé leurs ressources pour financer leur déménagement et subvenir aux besoins de leurs familles. Une étude d'Oxfam révèle que la plupart des réfugiés syriens interrogés au Liban ont indiqué qu'à leur arrivée, ils avaient surtout compté sur leurs économies (Oxfam America, 2015). Ces ressources s'épuisent souvent rapidement, avant que le réfugié ne réussisse à trouver du travail ou un logement à long terme.

Une autre part importante du financement provient des pays et des communautés qui accueillent les personnes déplacées. Selon la proportion qu'ils représentent par rapport à la population, les réfugiés peuvent mettre à rude épreuve les indicateurs budgétaires et macroéconomiques, par exemple en raison de leur utilisation des services et de leur accès aux biens subventionnés. Divers intervenants, dont la Banque mondiale, ont tenté d'évaluer le fardeau financier que font peser les réfugiés sur leurs pays d'accueil. Cependant, ces études ont eu tendance à utiliser un large éventail de méthodes, ce qui les rend difficiles à comparer dans le temps et d'un pays à l'autre (voir la section sur le partage de la charge).

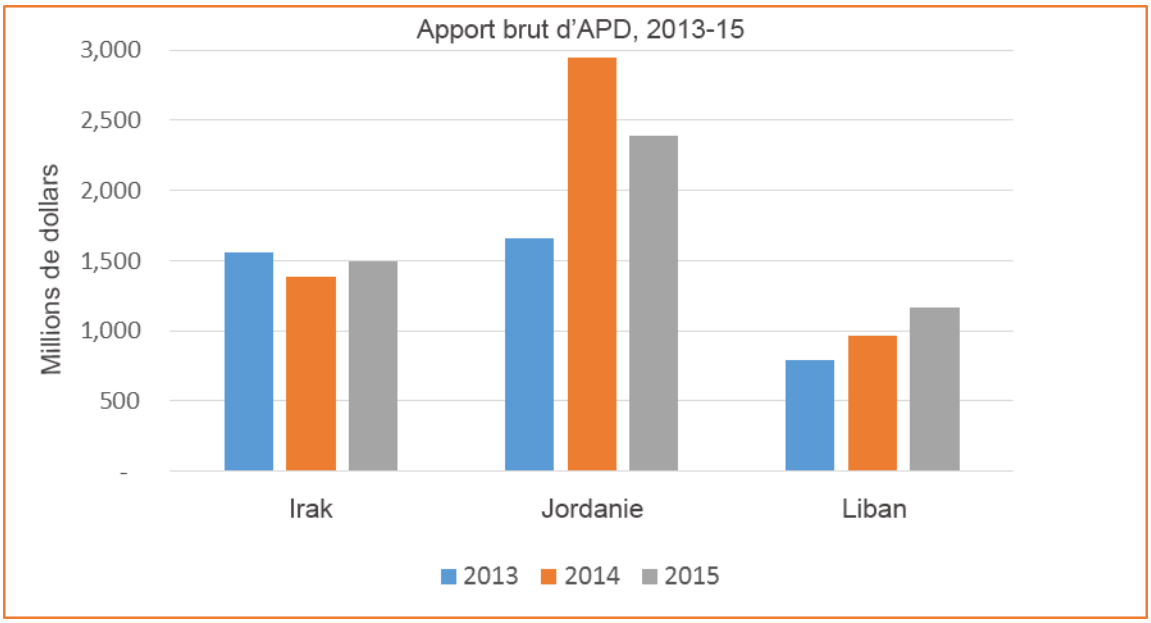
La troisième source d'aide financière pour la gestion des crises liées aux déplacements de populations dans la région MENA est constituée par les partenaires extérieurs ; elle prend la forme d'aide humanitaire ou d'aide au développement, ou de dons de charité privés ou autres. Il n'existe pas encore d'estimation ni d'aperçu complet des montants de l'aide financière que la communauté internationale consacre aux crises liées aux déplacements forcés de populations à l'échelle mondiale.

Dans une nouvelle étude, la Banque mondiale estime que les dépenses mondiales consacrées aux déplacements forcés ont atteint environ 20 milliards de dollars en 2015 (Banque mondiale, 2017b). Cependant, ce calcul passe sous silence la contribution d'un certain nombre d'intervenants, et il est donc probable que les coûts réels aient été sous-estimés[21]. En 2016, environ 15,4 milliards de dollars, soit 75 % de ces fonds ont été consacrés à la réinstallation des réfugiés dans les pays donateurs de l'OCDE. La part de ces montants dépensés dans les pays donateurs a augmenté depuis le début de la crise syrienne (hausse de 27,5 % entre 2015 et 2016) ; elle correspondait à un ratio sans précédent de 10,8 % de l'APD nette totale. En excluant les coûts de la réinstallation, chaque réfugié dans le reste du monde a reçu en moyenne 131 dollars en 2015.

Il est également difficile de déterminer les montants réels et les types de financements accordés aux réfugiés et à leurs hôtes dans la région MENA. En 2014-2015, la Jordanie a été le neuvième bénéficiaire de l'APD, avec environ 2, 5 milliards de dollars. De ce montant, 30 % ont été fournis sous forme d'aide humanitaire, probablement acheminée en majeure partie aux réfugiés syriens. En revanche, pendant la même période, le Liban a reçu 975 millions de dollars, dont près de 60 % d'aide humanitaire (graphique 2.3).

[21] L'analyse rend compte des dépenses de la plupart des grandes organisations qui s'intéressent au développement financier, sans toutefois inclure les données de la FAO, du PNUD, de l'UNICEF, de l'USAID, de l'OMS, des petites ONG et d'autres donateurs. Elle ne tient pas compte non plus des dépenses des pays consacrées aux programmes bilatéraux d'aide pour les populations victimes de déplacements forcés dans les pays non membres de l'OCDE.

Graphique 2.3 Apport brut d'aide publique au développement, 2013–15



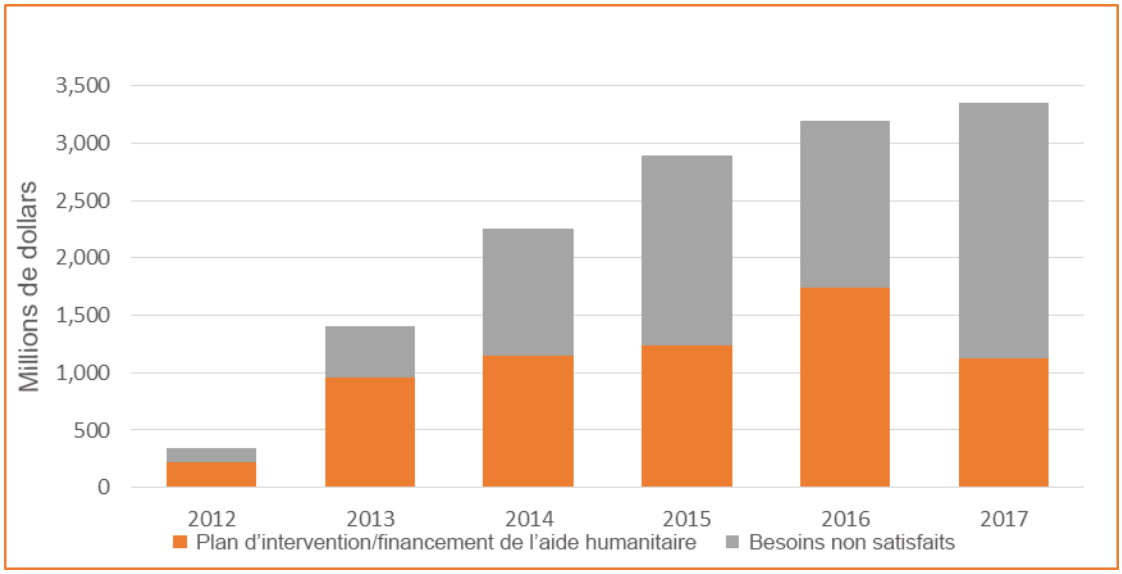
Source : www.oecd.org.

Traditionnellement, on a jugé que les déplacements forcés étaient un problème temporaire, et que les personnes en fuite avaient besoin d'une aide immédiate, en attendant de pouvoir retourner chez elles. En conséquence, l'aide s'est concentrée sur des mesures d'urgence, surtout à court terme, de protection de la vie humaine, et n'avait tendance à couvrir que les besoins urgents des personnes déplacées. Ainsi, les ressources financières consacrées à ce problème sont principalement venues des budgets humanitaires, fondés sur des cycles budgétaires annuels et sur une courte période de planification. Cependant, à mesure que les populations déplacées se sédentarisent, à l'exemple des Palestiniens et des Afghans qui ont quitté leurs foyers depuis des décennies, leurs besoins évoluent pour devenir des besoins de développement, et les trajectoires de développement des communautés d'accueil s'en trouvent également affectées. Cette « nouvelle donne » a conduit à une augmentation de la part de l'aide humanitaire consacrée à des réfugiés déplacés depuis plus de huit ans, et les donateurs sont dans certains cas devenus des prestataires parallèles de services de base et d'opportunités de subsistance distincts de ceux fournis par l'État hôte à ses propres citoyens.

Le HCR est le principal prestataire mondial d'aide aux réfugiés. Son budget de fonctionnement, qui s'établissait au départ à 300 000 dollars en 1950, a augmenté régulièrement pour atteindre plus de 6,5 milliards de dollars. Les fonds sont acheminés en majeure partie par le biais des Plans d'intervention en faveur des réfugiés (PRR), un outil de planification et de coordination inter-institutions dirigé par le HCR et conçu pour faire face aux situations de réfugiés complexes ou à grande échelle. Les PRR constituent la stratégie d'intervention inter-institutions et prennent en compte les besoins financiers de tous les partenaires pour assurer la cohérence et la complémentarité de l'action humanitaire. Le premier PRR syrien, lancé en mars 2012, a sollicité

une aide totale de 84 millions de dollars pour couvrir les besoins d'une population prévue de 96 000 réfugiés en Jordanie, au Liban, en Turquie et en Irak (graphique 2.4).

Graphique 2.4 Interventions humanitaires en Syrie, 2012–17



Source : HCR.

Partage de la charge

En raison des mouvements transfrontaliers de réfugiés, l'aide financière qui leur est consacrée est souvent comparée à un bien public mondial au même titre que la lutte contre le changement climatique ou contre les pandémies. Le partage adéquat de la charge, y compris celle de la collecte de fonds internationaux, est confronté aux mêmes enjeux que d'autres biens publics mondiaux lorsqu'il s'agit de contrer le resquillage (voir la section sur le bien-être des réfugiés comme bien public mondial). La Convention relative aux réfugiés de 1951 reconnaît que n'importe quel pays peut engendrer des réfugiés, et que l'accueil des réfugiés constitue donc une responsabilité mondiale. Étant donné que les pays de premier asile sont souvent les pays d'accueil par défaut, la Convention reconnaît également que la prise en charge des réfugiés pourrait incomber de manière disproportionnée à quelques pays particuliers.

Reconnaissant la nécessité de jeter un nouveau regard sur le modèle implicite de partage de la charge de l'accueil des réfugiés dans la Convention de 1951, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité, en septembre 2016, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. L'objectif global de la déclaration est d'améliorer la manière dont la communauté internationale réagit face aux mouvements massifs de réfugiés et aux situations de réfugiés prolongées. Afin d'alléger la charge qui pèse sur les principaux pays d'accueil, la déclaration propose, par le biais du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), des actions collectives spécifiques nécessaires pour 1) alléger la pression sur les pays d'accueil ; 2) renforcer l'autonomie

des réfugiés ; 3) élargir l'accès aux pays tiers ; et 4) créer les conditions, dans les pays d'origine des réfugiés, qui permettront à ces derniers de rentrer dans la sécurité et la dignité.

La déclaration comprend des engagements visant à accroître le partage des charges, par exemple l'intention d'améliorer la fourniture de l'aide humanitaire et de l'aide au développement aux pays les plus touchés, notamment par le biais de solutions financières multilatérales novatrices. Les trois objectifs sont les suivants : 1) combler tous les déficits de financement ; 2) trouver de nouveaux foyers pour tous les réfugiés identifiés par le HCR comme ayant besoin d'être réinstallés ; 3) élargir les possibilités pour les réfugiés de se réinstaller dans des pays autres que leur pays d'origine, par exemple, grâce à des programmes de mobilité de la main-d'œuvre ou d'éducation (encadré 2.1).

De nouvelles idées sont apparues sur la manière d'accroître le financement multilatéral en faveur des réfugiés. Deux facteurs principaux empêchaient auparavant les institutions financières internationales (IFI) de s'attaquer systématiquement aux problèmes posés par les déplacements forcés. Premièrement, l'opinion traditionnelle selon laquelle le problème des réfugiés n'était qu'un problème humanitaire faisait en sorte qu'il n'était pas perçu comme étant du ressort des organisations de développement, et que les réfugiés n'étaient donc pas admissibles à bénéficier des avantages comparatifs de ces organisations. Deuxièmement, le modèle selon lequel chaque pays contracte des prêts pour investir dans le développement au profit de ses ressortissants a conduit à négliger encore plus les problèmes de développement découlant de l'accueil des réfugiés. Les réfugiés ne font en effet partie d'aucune catégorie reconnue de citoyens.

Encadré 2.1 Réinstallation des réfugiés dans des pays tiers

Le partage de la charge peut également se traduire par la réinstallation des réfugiés en dehors du pays d'asile initial. Une telle réinstallation peut se faire par l'intermédiaire du HCR, qui a pour mandat de transférer les réfugiés d'un pays d'asile à un autre (pays tiers) ayant accepté de les accueillir et qui leur accordera, à terme, le statut de résidents permanents.

En 2016, près de 77 000 dossiers de réinstallation de réfugiés syriens installés dans la région MENA et en Turquie ont ainsi été traités, contre 53 000 en 2015. Le chiffre de 2016 comprend 30 181 Syriens de Jordanie, 23 498 du Liban et 16 682 de Turquie. Depuis 2013, les dossiers de plus de 156 000 réfugiés syriens installés dans la région MENA et en Turquie ont ainsi été soumis aux fins de réinstallation ou d'admission humanitaire[a]. D'autres réfugiés partent de leur propre chef pour demander l'asile dans des pays tiers. Par exemple, entre avril 2011 et mai 2017, 952 446 Syriens ont demandé l'asile en Europe[b].

Notes :

a. http://www.unhcr.org/59364f887.pdf.
b. Ces chiffres reflètent dans la mesure du possible le nombre de premières demandes. Cependant, certaines des statistiques risquent d'inclure des demandes répétées (soumises au même pays ou à un pays différent).

L'optique « humanitaire seulement » a effectivement été écartée car l'afflux massif de Syriens en Jordanie et au Liban a forcé à reconnaître que les flux de réfugiés avaient une incidence sensible sur le développement, tant du point de vue des réfugiés que de celui des communautés d'accueil, qui avaient par ailleurs à faire face à leurs propres défis de développement. Cette reconnaissance s'est traduite par des efforts accrus pour encourager les pays en développement à emprunter pour le bénéfice des non-ressortissants.

En 2016, un certain nombre d'organisations internationales et de donateurs bilatéraux se sont réunis pour trouver un moyen novateur de fournir un financement concessionnel au Liban et à la Jordanie, les deux pays qui ont la plus forte concentration de réfugiés au monde. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel pour la région MENA (GCFF) qui en a résulté a mis l'accent sur les moyens d'aider la Jordanie et le Liban à faire face à l'impact des réfugiés syriens sans avoir à augmenter leur niveau d'endettement (encadré 2.2). Il y est parvenu en regroupant les ressources des donateurs dans un fonds d'intermédiation financière pour fournir un financement concessionnel à des projets de développement en faveur des réfugiés et des pays d'accueil. Malgré le caractère particulièrement urgent des besoins de la Jordanie et du Liban, on reconnaît désormais que d'autres pays à revenu intermédiaire se heurtent aux mêmes obstacles lorsqu'il s'agit d'obtenir de l'aide financière pour les non-ressortissants. Le GCFF a donc été élargi pour permettre à d'autres pays d'en bénéficier.

Même les pays à faible revenu ont eu du mal à accéder à des financements du développement à faible coût pour répondre aux besoins des communautés d'accueil et des réfugiés. Reconnaissant la réticence des pays en développement à utiliser les ressources limitées allouées par l'Association internationale de développement (IDA) pour venir en aide aux non-ressortissants, les actionnaires de la Banque mondiale ont décidé d'allouer 2 milliards de dollars pour le 18^{e} cycle de reconstitution des ressources de l'IDA à cette fin. Ce changement permet aux pays comptant plus de 25 000 réfugiés (ou plus de 0,1 % de leur population) de recevoir une allocation supplémentaire à leur enveloppe régulière au titre de l'IDA.

Encadré 2.1 Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF)

En accueillant des millions de réfugiés syriens qui ont fui leurs foyers depuis le déclenchement de la guerre en 2011, le Liban et la Jordanie supportent des coûts exorbitants. Pour atténuer les pressions exercées sur ces pays d'accueil, en avril 2016, la Banque mondiale, les Nations Unies et la Banque islamique de développement ont établi le Mécanisme de financement concessionnel (CFF) en collaboration avec la communauté des bailleurs de fonds et un éventail de partenaires internationaux.

Compte tenu du bien public mondial que le Liban et la Jordanie fournissent en ouvrant leurs frontières aux réfugiés syriens, le Mécanisme mobilise des dons auprès des bailleurs de fonds pour ramener à des niveaux concessionnels le coût des prêts octroyés par les banques multilatérales de développement à ces deux pays à revenu intermédiaire. Grâce à ces dons, ils peuvent contracter des emprunts à des taux plus abordables pour financer des projets de développement au profit à la fois des réfugiés et de leurs communautés d'accueil. Bien que le Mécanisme reste axé sur le Liban et la Jordanie dont les besoins sont les plus importants, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2016, les partenaires en ont élargi le champ d'action au monde entier, de sorte qu'il puisse aider les pays à revenu intermédiaire à faire face à des crises de réfugiés partout où elles surviennent. En août 2017, cet instrument rebaptisé Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) avait octroyé plus de 1 milliard de dollars de financements concessionnels au profit de sept projets au Liban et en Jordanie.

Données et suivi

Insuffisance des données sur les réfugiés

Améliorer la disponibilité, l'exactitude et la fiabilité des données sur les réfugiés est un défi crucial pour la communauté internationale dans sa quête d'une réponse efficace à la crise des réfugiés. D'abord, il est toujours difficile d'obtenir des données exactes sur les populations de réfugiés. Dans de nombreux cas, les données originales proviennent d'un processus d'enregistrement organisé par le HCR. Dans d'autres cas, les institutions nationales des pays d'accueil fournissent également des données. Les données du HCR sont très crédibles et le processus de collecte des données de l'organisation est en cours. Cependant, à moins que les personnes qui ont fui leur pays ne se présentent pour l'enregistrement, elles ne figureront pas dans les données du HCR. En effet, dans certains pays, un grand nombre de réfugiés *de facto* ne s'enregistrent pas auprès du HCR. Par exemple, les autorités jordaniennes estiment que la population syrienne de Jordanie compte près de 1,3 million de personnes, alors qu'en août 2017, le nombre de réfugiés syriens en Jordanie enregistrés auprès du HCR était de 660 000. Certains Syriens fortunés vivant en Jordanie n'ont pas intérêt à s'enregistrer comme réfugiés, et d'autres appartiennent à la catégorie des migrants économiques. Du côté du pays hôte, une immigration massive risque d'engorger les mécanismes d'accueil, et de rendre ainsi l'enregistrement très difficile. À l'autre extrémité du spectre, certaines personnes réfugiées risquent d'être découragées de se désinscrire, même lorsque leur situation a changé, et ce phénomène risque aussi d'ajouter des erreurs dans les données sur les populations de réfugiés.

Deuxièmement, étant donné les marges d'erreur résultant des variations des méthodes de collecte et d'agrégation entre les pays et les institutions, les données sur les réfugiés doivent être interprétées avec une certaine prudence (Banque mondiale, 2017b). En outre, comme les variables et les indicateurs couverts par ces données sont limités, il arrive souvent qu'ils ne donnent pas une image réaliste de l'état de bien-être ou des moyens d'existence de la population de réfugiés.

Troisièmement, il est souvent difficile de trouver des données ventilées sur les réfugiés dans les communautés d'accueil. Les statistiques classiques — par exemple recensements nationaux ou statistiques sur la pauvreté de la Banque mondiale — ne couvrent que les ressortissants enregistrés ou les membres de la population résidente, et non les réfugiés (Verme *et al.*, 2016). Il est également difficile de déterminer quelles sont les communautés touchées par l'afflux de réfugiés parce que les répercussions de l'arrivée des réfugiées sont difficiles à cerner. Il n'existe pas de seuil spécifique au-delà duquel un afflux de réfugiés est considéré comme suffisamment important pour avoir un impact socio-économique sur les communautés d'accueil (Banque mondiale, 2017b).

Évaluation et suivi des impacts de l'afflux de réfugiés

L'évaluation et le suivi des impacts de l'afflux de réfugiés sont des conditions préalables à la mise en œuvre d'interventions efficaces pour faire face aux crises de réfugiés. La réduction des impacts négatifs et l'optimisation des opportunités offertes par l'afflux de réfugiés nécessitent une évaluation systématique des domaines clés dans lesquels des interventions sont nécessaires, ainsi que des modalités plus appropriées de mise en œuvre de ces interventions. Une fois les interventions en cours, un suivi rigoureux est nécessaire pour savoir si elles produisent l'effet désiré et sinon pourquoi. L'évaluation et le suivi dans le contexte d'un afflux de réfugiés sont des aspects relativement nouveaux de l'analyse économique qui méritent d'être étudiés plus avant.

Pour évaluer les flux de réfugiés et suivre les impacts des interventions menées pour y faire face, deux questions doivent être posées : 1) Où les impacts se font-ils sentir ? ; 2) D'où proviennent ces impacts ? S'agissant de la première de ces questions, une crise des réfugiés peut toucher de nombreux groupes, mais les deux principaux sont les réfugiés eux-mêmes et les collectivités qui les accueillent. S'agissant de la deuxième question, on peut distinguer deux sources d'impacts : les premiers découlant de l'afflux de réfugiés proprement dit, et les seconds découlant des interventions visant à faire face à la crise — par exemple, conseils stratégiques ou programme d'activités d'aide.

Malgré leur importance, l'évaluation et le suivi posent des difficultés méthodologiques. Comme nous l'avons vu plus haut, les principales difficultés concernent l'accessibilité, l'exactitude et la fiabilité des données. Les principaux goulets d'étranglement sont créés par l'insuffisance des variables et indicateurs portant sur les moyens d'existence des réfugiés, et par le manque de données ventilées dans les collectivités. Une autre difficulté consiste à faire la part entre les impacts du déplacement lui-même, et ceux de la guerre et de la violence qui l'ont causé. Les programmes d'aide aux réfugiés risquent par ailleurs d'accroître l'afflux de réfugiés, de sorte que l'objectif de l'évaluation elle-même — mesurer les besoins en ressources supplémentaires — pourrait bien influer sur une variable critique : le nombre de réfugiés.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'impact d'interventions telles que les conseils stratégiques et les programmes d'aide, les institutions concernées n'ont pas encore établi de cadre méthodologique solide. En général, l'impact de l'aide humanitaire n'est pas soumis à une évaluation rigoureuse, alors que l'évaluation de l'aide au développement en faveur des réfugiés n'en est qu'à ses débuts. En outre, les cadres d'évaluation et de suivi varient considérablement selon les projets et les institutions concernés.

Renforcer les procédures de collecte et d'évaluation des données

Compte tenu des limites décrites ci-dessus, la communauté internationale devrait concentrer ses efforts sur l'amélioration des données relatives aux réfugiés et du processus d'évaluation des besoins et de suivi de l'impact des interventions. La collecte et l'analyse des données peuvent coûter cher. Cependant, elles se traduisent souvent par des coûts beaucoup plus faibles et/ou une efficacité accrue de la planification et de la mise en œuvre des activités de secours et de développement (Banque mondiale, 2017b). À l'avenir, les efforts pourraient se concentrer sur les quatre domaines que voici :

1. Beaucoup d'institutions sont engagées dans la lutte contre les crises de réfugiés. Elles peuvent s'associer pour améliorer leur collecte conjointe de données et mettre au point une méthodologie concertée afin d'améliorer la comparabilité des données. Le HCR est l'institution chef de file dans la collecte de données sur les réfugiés. Le Programme alimentaire mondial (PAM) dispose d'une base de données étendue sur les personnes vulnérables, y compris les réfugiés, et dispose d'une solide unité statistique. Les institutions nationales et les organisations non gouvernementales (ONG) compilent également des données sur les populations vulnérables. Certains partenariats existent déjà, notamment en ce qui concerne la crise des réfugiés syriens, pour laquelle les organisations internationales et les ONG ont lancé plusieurs initiatives visant à combler le manque de données. Par exemple, le HCR a déployé des efforts, au-delà de son travail d'enregistrement, notamment en organisant des visites à domicile approfondies et la mise en place d'un cadre d'évaluation de la vulnérabilité. Sur la base de ces données, la Banque mondiale et le HCR ont entrepris des recherches conjointes pour évaluer le bien-être des réfugiés syriens. Cette recherche servira à concevoir des politiques et des interventions relatives aux réfugiés et à leurs collectivités d'accueil. En collaboration avec des organisations internationales, le consortium REACH a mené des analyses rigoureuses sur la situation des réfugiés en Jordanie et au Liban. Ces efforts sont louables et doivent être étendus et renforcés.

2. Pour améliorer la collecte et l'analyse des données, les administrations publiques et les organisations internationales devraient créer un système de données ouvert en divulguant leurs données brutes sur les réfugiées et les collectivités d'accueil. Ce système devrait autoriser un contrôle rigoureux de la qualité des données par les utilisateurs eux-mêmes, tout en préservant la confidentialité des données brutes afin de protéger la vie privée et la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées qui ont fui la violence et les persécutions.

3. La capacité de collecte et d'analyse des données de chaque participant devrait être améliorée. Il y a beaucoup à faire pour renforcer les capacités des institutions nationales des pays d'accueil. Les pays et les communautés d'accueil supportent souvent des coûts importants liés à l'afflux de réfugiés. Une communication précise de ces coûts à la communauté internationale pourrait aider à obtenir l'appui nécessaire pour alléger le fardeau.

4. La communauté internationale doit établir un cadre méthodologique pour évaluer et suivre l'impact des flux de réfugiés et les interventions conçues pour y faire face. C'est pour répondre à ce besoin que le Groupe de la Banque mondiale a mis en place un partenariat international afin de fournir des financements concessionnels pour aider la Jordanie et le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens. Le GCFF exige des organismes qui mettent en œuvre des projets financés par le mécanisme qu'ils mesurent les progrès et l'impact de leurs activités dans le cadre de résultats de chaque projet (voir encadré 2.1). Par ailleurs, en mobilisant les forces et les capacités de ses diverses parties prenantes, le GCFF a récemment entrepris de mettre au point un mécanisme global pour mesurer les impacts spécifiques des projets financés sur les réfugiés et les collectivités d'accueil. S'il s'avérait efficace, ce mécanisme pourrait servir de base aux efforts visant à mieux évaluer et suivre les impacts des interventions conçues pour faire face aux crises de réfugiés dans d'autres contextes à travers le monde.

Bibliographie

Abdul-Hamid, H., H. Patrinos, J. Reyes, J. Kelcey, and A.D. Varela. 2015. *Learning in the Face of Adversity: The UNRWA Education Program for Palestine Refugees.* Washington, DC: World Bank.

Ager, A., B. Akesson, L. Stark, E. Flouri, B. Okot, F. McCollister, and N. Boothby. 2011."The Impact of the School-Based Psychosocial Structured Activities (PSSA) Program on Conflict-Affected Children in Northern Uganda." *Journal of Child Psychology Psychiatry* 52 (11) (November): 1124–33.

Ammar, W., O. Kdouh, R. Hammoud, R. Hamadeh, H. Harb, Z. Ammar, R. Atun , D. Christiani, and P.A. Zalloua. 2016. "Health System Resilience: Lebanon and the Syrian Refugee Crisis." *Journal of Global Health* 6 (2) (December). https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5234495/.

Amnesty International. 2017. "Living in the Margins: Syrian Refugees Struggle to Access Health Care." Amman. https://www.amnestyusa.org/files/living_on_the_margins_-_syrian_refugees_struggle_to_access_health_care_in_jordan.pdf.

Betts, A. 2003. "Public Goods Theory and the Provision of Refugee Protection: The Role of the Joint-Product Model in Burden-Sharing Theory." *Journal of Refugee Studies* 16 (3) (September): 274–96. https://doi.org/10.1093/jrs/16.3.274.

_____. 2015. "The Normative Terrain of the Global Refugee Regime." *Ethics and International Affairs* 29 (4) (October). https://www.ethicsandinternationalaffairs.org/2015/the-normative-terrain-of-the-global-refugee-regime/.

Blanchet, K., F.M. Fouad, and T. Pherali. 2016. "Syrian Refugees in Lebanon: The Search for Universal Health Coverage." *Conflict Health* (June): 10–12. https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4888673/pdf/13031_2016_Article_79.pdf.

Borjas, G., and J. Monras. 2016. "The Labor Market Consequences of Refugee Supply Shocks." Institute for the Study of Labor (Institut zur Zukunft der Arbeit, or IZA), Bonn. September. http://www.poverty-action.org/organization/institute-study-labor.

Cahill, K.M. 2010*. Even in Chaos: Education in Times of Emergency*. New York: Fordham University Press.

Capps, R., K. Newland, S. Fratzke, S. Groves, G. Auclair, M. Fix, and M. McHugh. 2015. "The Integration Outcomes of U.S. Refugees: Successes and Challenges." Migration Policy Institute, Washington, DC. file:///C:/Users/wb520324/Downloads/UsRefugeeOutcomes-FINALWEB.pdf.

CDC (U.S. Centers for Disease Control and Prevention). 2016. "Syrian Refugee Health Profile." CDC, Atlanta, GA. December. https://www.cdc.gov/immigrantrefugeehealth/pdf/syrian-health-profile.pdf.

Chambers, R., and G. Conway. 1992. "Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century." Discussion Paper 296. Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex, Brighton, UK. http://publications.iwmi.org/pdf/H_32821.pdf.

Cheng, C., and J. Chudoba. 2003. "New Issues in Refugee Research. Moving beyond Long-Term Refugee Situations: The Case of Guatemala." Working Paper 86. UNHCR (United Nations High Commission on Refugees), Geneva. http://www.unhcr.org/3ea55d704.html.

Devarajan, S., and L. Mottaghi. 2016a. "Whither Oil Prices?" MENA Quarterly Economic Brief 7. World Bank Group, Washington, DC. http://documents.worldbank.org/curated/en/861251469703646212/Whither-oil-prices.

_____. 2016b. "Why MENA Needs a Social Contract." World Bank, Washington, DC. January. http://menaviz.worldbank.org/new_social_contract/index.html.

_____. 2017. "The Economics of Post-Conflict Reconstruction in MENA." World Bank, Washington, DC. April. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26305.

Dick, S. 2002. "Liberians in Ghana: Living without Humanitarian Assistance." *New Issues in Refugee Research* 57. UNHCR (United Nations High Commission on Refugees), Geneva. http://www.unhcr.org/uk/3c8398f24.pdf.

Easterly, W., and R. Levine. 1998. "Troubles with the Neighbors: Africa's Problem, Africa's Opportunity." *Journal of African Economies* 7 (1): 120–42. https://static1.squarespace.com/static/56afbfd58a65e261b705f1f9/t/56b3b2bc2b8ddeceac3f78c4/1454617278722/troubleneighbors.pdf.

Elzir, A., D. Robalino, H. Sayed, V. Strokova, and A. Sy. 2015. Background Note to "Lebanon: Promoting Poverty Reduction and Shared Prosperity. A Systematic Country Diagnostic." World Bank, Washington, DC. http://documents.worldbank.org/curated/en/698161468179049613/Lebanon-Promoting-poverty-reduction-and-shared-prosperity-a-systematic-country-diagnostic.

Foged, M., and G. Peri. 2015. "Immigrants' Effect on Native Workers: New Analysis on Longitudinal Data." Institute for the Study of Labor (Institut zur Zukunft der Arbeit, or IZA), Bonn. http://ftp.iza.org/dp8961.pdf.

Griliches, Z. 1996. "Education, Human Capital, and Growth: A Personal Perspective." "National Bureau of Economic Research." Working Paper 5426. Cambridge, MA. http://www.nber.org/papers/w5426.pdf.

Groot, O. 2010. "The Spillover Effects of Conflict on Economic Growth in Neighboring Countries in Africa." *Defence and Peace Economics* 21: 149–64. http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/10242690903570575?needAccess=true.

Han, S.S., and B. Weiss. 2005. "Sustainability of Teacher Implementation of School-Based Mental Health Programs." *Journal of Abnormal Child Psychology* 33 (6) (December): 665–79.

IMF (International Monetary Fund). 2017. *Payroll Taxes and Employment: Considerations and International Experience*. IMF, Washington, DC.

Jabbour, S., R. Giacaman, M. Khawaja, and I. Nuwayhid. 2012. *Public Health in the Arab World*. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press.

Jacobsen, K. 2002. *Livelihoods in Conflict: The Pursuit of Livelihoods by Refugees and the Impact on the Human Security of Host Communities*. International Migration, Vol.40. Issue 5. Blackwell Publishers Ltd. http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-2435.00213/abstract

Jordan. N.d. Jordan's National Employment Strategy 2011–2020. Ministry of Labor, Kingdom of Jordan, Amman. https://www.ilo.org/dyn/youthpol/en/equest.fileutils.dochandle?p_uploaded_file_id=171.

Layne, C.M., W.R. Saltzman, L. Poppleton, G.M. Burlingame, A. Pašalić, E. Duraković, M. Mušić, N. Ćampara, N. Dapo, B. Arslanagić, A.M. Steinberg, and R.S. Pynoos. 2008. "Effectiveness of a School-Based Group Psychotherapy Program for War-Exposed Adolescents: A Randomized Controlled Trial." *Journal of Academic Child Adolescent Psychiatry* 47 (9) (September): 1048–62.

Lebanon, Rep. of. 2016. "Reaching All Children with Education 2. Final Narrative." Ministry of Education and Higher Education (MEHE), Republic of Lebanon, Beirut. http://www.mehe.gov.lb/uploads/file/2016/Oct/RACE percent20II_FINAL percent20Narrative_29AUG2016.pdf.

Lebanon, Rep of., and World Health Organization (WHO). 2014. "Current Health Event Tuberculosis." "Epi-Monitor." Ministry of Public Health (MOPH), Republic of Lebanon and WHO, Beirut. http://www.opl.org.lb/newdesign/PDF/Media/NO.14.Tuberculosis.30.June.2014.pdf.

Lo, K. 2005. "The Impact of Forced Displacement on Urban Livelihood Strategies: Perspectives from Colombian Households in Quito, Ecuador." Paper submitted for the International Association for the Study of Forced Migration Conference held in Sao Paulo Brazil, 9–13 January 2005.

Murdoch, J., and T. Sandler. 2004. "Civil Wars and Economic Growth: Spatial Dispersion." *American Journal of Political Science* 48 (1) (January): 138–51. http://www.jstor.org/stable/pdf/1519902.pdf?refreqid=excelsior%3Ac5fc42edc552271b8cb4a3eab2d32b28.

NAS (National Academy of Sciences) 2016. "Economic Impact of Refugees" by J.E. Taylor, M.J. Filipski, M. Alloush, A. Gupta, R.I. Rojas Valdes, and E. Gonzalez-Estradac. Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS). http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1604566113; http://www.pnas.org/content/113/27/7449.

ODI (Overseas Development Institute). 2017. "The Lives and Livelihoods of Syrian Refugees in Turkey and Jordan." Summary Report by V. Barbelet and C Wake. London. February. https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11344.pdf.

OECD (Organization for Economic Co-operation and Development)-UNDESA (United Nations Department of Economics and Social Affairs). 2013. "World Migration in Figures." OECD-UNDESA, Paris. www.oecd.org/els/mig/World-Migration-in-Figures.pdf.

Olson, M., Jr., and R. Zeckhauser. 1966**.**"An Economic Theory of Alliances." *The Review of Economics and Statistics* 48 (3): 266–79. August. www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/641855.pdf.

Oxfam. 2015. “Self-Protection and Coping Strategies of Refugees from Syria and Host Communities in Lebanon.” July. http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/self-protection-and-coping-strategies-of-refugees-from-syria-and-host-communiti-615139.

Petroleum Monitor. 2017. “Resilience of Shale Companies and China’s Plan to Boost Electric Vehicles Are Forcing Oil Producers Adjust to ‘Lower for Longer.’” “Oil Market Outlook and Tracker for Key Price Drivers.” Khaznah Strategies, UK. September. http://khaznah.co.uk/wp-content/uploads/2017/09/Petroleum_Monitor-1-1.pdf.

Shekhar, A., B. Barkbu, N. Batini, H. Berger, E. Detragiache, A. Dizioli, C. Ebeke, H. Lin, L. Kaltani, S. Sosa, A. Spilimbergo, and P. Topalova. 2016. “The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges.” International Monetary Fund, Washington, DC. https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2016/sdn1602.pdf.

Shuayb, M., N. Makkouk, and S. Tuttunji. 2014. “Widening Access to Quality Education for Syrian Refugees: The Role of Private and NGO Sectors in Lebanon.” Center for Lebanese Studies, Beirut. September. http://www.lebanesestudies.com/wp-content/uploads/2014/09/Widening-Access-to-Quality-Education-for-Syrian-Refugees-the-role-private-and-NGO-sectors-in-Lebanon-.pdf.

UNHCR (Office of the United Nations High Commissioner for Refugees). 2015a. “Out of School Children (OOSC) Data.” Lebanon Mission Report. UNHCR.

_____. 2016. UNHCR Resettlement Fact Sheet 2016 July. http://www.unhcr.org/59364f887.pdf.

_____. 2017a. Syria Regional Refugee Response. Inter-agency Information Sharing Portal. July. http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php.

_____. 2017b.UN Inter-Agency Q1 2017 Report–Lebanon. data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=13710.

UNHCR (Office of the United Nations High Commissioner for Refugees) and REACH. 2014. “Barriers to Education for Syrian Refugee Children in Lebanon: Out of School Children Profiling Report.” November. http://docplayer.net/30596068-Barriers-to-education-for-syrian-children-in-lebanon-november-2014-barriers-to-education-for-syrian-refugee-children-in-lebanon.html.

United Nations. 2016. Millennium Development Goals Indicators. Country and Regional Progress Snapshots. August. https://mdgs.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Data/snapshots.html.

UNICEF (United Nations Children Fund). 2015. Guidance Note on “Makani.” https://www.unicef.org/jordan/Guidance_Note_on_Makani_DRAFTmarch_2015.pdf.

_____. 2017. “Preparing for the Future of Children and Youth in Syria and the Region through Education: London One Year on. Brussels Conference Education Report” April. http://wos-education.org/uploads/reports/170331_Brussels_paper.pdf.

UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East). 2002. “Report of the Commissioner-General of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East: Programme Budget 2003–2004.”. https://www.unrwa.org/.

_____. 2015. “Report of the Commissioner-General of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East: Programme Budget 2016–2017.” August. https://www.unrwa.org/.

Verme, P., C. Gigliarano, C. Wieser, K. Hedlund, M. Petzoldt, and M. Santacroce. 2016. *The Welfare of Syrian Refugees: Evidence from Jordan and Lebanon*. Washington, DC: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/335321467995893692/The-welfare-of-Syrian-refugees-evidence-from-Jordan-and-Lebanon.

WFP (World Food Program), UNICEF (United Nations Children's Fund), and MEHE (Republic of Lebanon Ministry of Education and Higher Education,). 2014. “Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon.” Beirut. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LebanonInter-agencyUpdate-VASyR8August2014Final.pdf.

WFP (World Food Program), UNICEF (United Nations Children's Fund), and MEHE (Republic of Lebanon Ministry of Education and Higher Education). 2017. Presentation: “No Lost Generation/Min Ila Child-Focused Cash Pilot Program Presentation.” Beirut. June 9.

World Bank. 2011. *World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development.* Washington, DC: World Bank Group. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4389 License: CC BY 3.0 IGO.

_____. 2012. “Lebanon: Good Jobs Needed: The Role of Macro, Investment, Education, Labor and Social Protection Policies (MILES).” Report 76008-LB. December. World Bank, Washington, DC.

_____. 2013. “Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian Conflict.” Report 81098-LB. September. World Bank, Washington, DC.

_____. 2017a. *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria*. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27541.

_____. 2017b. "Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts." World Bank, Washington, DC. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25016 License: CC BY 3.0 IGO.

_____. 2017c. *Global Economic Prospects: A Fragile Recovery*. June. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26800/9781464810244.pdf.

_____. 2017d. Project Appraisal Document: "Jordan Emergency Health Project." Washington, DC. http://documents.worldbank.org/curated/en/331761497578505275/pdf/Jordan-Emergency-Health-PAD-06022017.pdf.

_____. 2017e. Project Appraisal Document: "Lebanon Health Resilience Project." Washington, DC. http://documents.worldbank.org/curated/en/616901498701694043/pdf/Lebanon-Health-PAD-PAD2358-06152017.pdf.

Yarrow, N., and M. Capek. 2017. Chapter 5: "Educating Refugees, IDPS, and Migrants in the MENA Region." In "MENA Education Flagship Report." Forthcoming. World Bank, Washington, DC.

Notes sur les pays

ALGÉRIE

Une forte croissance de la production d'hydrocarbures et des dépenses publiques supérieures aux prévisions ont sous-tendu une croissance économique solide au début de l'année 2017. Les défis structurels limitent toutefois la croissance des hydrocarbures et l'inflation continue d'augmenter. Un double déficit important persiste, amenuisant l'épargne et les réserves budgétaires. À moyen terme, la croissance devrait reculer et le double déficit se réduire avec la mise en œuvre par le gouvernement de mesures d'assainissement budgétaire. Les réformes liées aux subventions nécessiteront une gestion prudente pour protéger les acquis en matière de réduction de la pauvreté.

Évolutions récentes

Malgré la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, la croissance économique algérienne est bien partie en 2017. Selon les estimations, la croissance du PIB réel a augmenté de 3,7 % au premier trimestre, principalement en raison de la forte production dans le secteur des hydrocarbures, qui a augmenté de 7,1 %. La croissance dans le secteur hors hydrocarbures a ralenti pour s'établir à 2,8 %, contre 4 % au cours de la même période en 2016. Le déclin a été particulièrement marqué dans le secteur manufacturier, où la croissance est tombée à 3,9 %, contre 5,1 % au premier trimestre de 2016 ; les chiffres correspondants pour l'agriculture sont de 3 % et 4,8 % respectivement. Jusqu'ici, l'inflation se situe maintenant au-dessus de 6 % pour l'année.

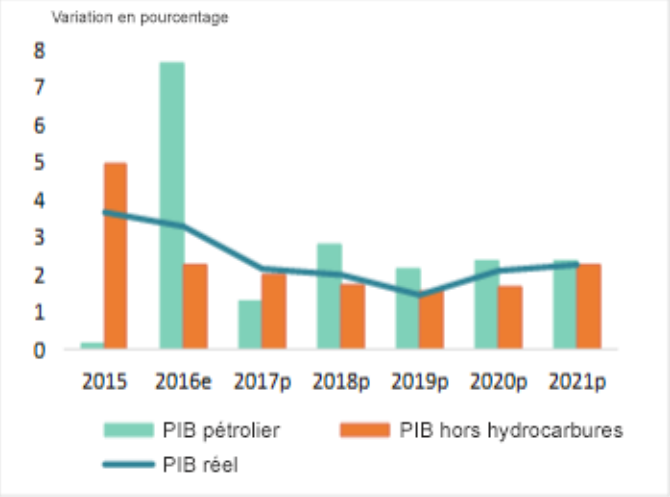
D'importants déficits budgétaire et courant à deux chiffres persistent, ce qui grève l'épargne et les réserves budgétaires. Les dépenses publiques ont moins diminué que prévu en raison des difficultés à réaliser l'objectif budgétaire de 2016 consistant à réduire les dépenses de 9 %, et cette tendance s'est poursuivie en 2017. Sur le front extérieur, les données préliminaires indiquent que les importations ont légèrement décru de 0,14 % au premier trimestre de 2017 du fait des nouvelles licences d'importation visant à limiter le déficit du compte courant, tandis que les exportations ont enregistré une augmentation considérable (de 35,3 %). Avec des déficits persistants et des entrées de capitaux limitées, les réserves internationales (bien qu'encore importantes) ont diminué rapidement, tandis que la dette extérieure reste à un niveau très bas. Dans l'ensemble, le solde du compte courant (-13 % du PIB) est révélateur du manque d'ajustement des importations à la forte baisse des recettes d'exportation depuis 2014.

Le taux de chômage a augmenté de près de 2 points de pourcentage, en rapport avec la faible croissance dans le secteur hors hydrocarbures. Il s'est établi à 12,3 % au cours des 6 mois avant avril 2017 et reste particulièrement élevé chez les jeunes et les femmes. Le taux élevé de chômage chez les jeunes s'explique en partie par des décalages entre la demande et l'offre sur le marché du travail et par l'incapacité de l'économie à créer suffisamment d'emplois et à promouvoir l'esprit d'entreprise. La hausse du chômage nuit à une réduction sensible de la pauvreté. Dix pour cent de la population est considérée comme vulnérable à la pauvreté et des disparités régionales importantes persistent, certaines régions affichant le double (Sahara) voire le triple (Steppe) du taux national.

Perspectives

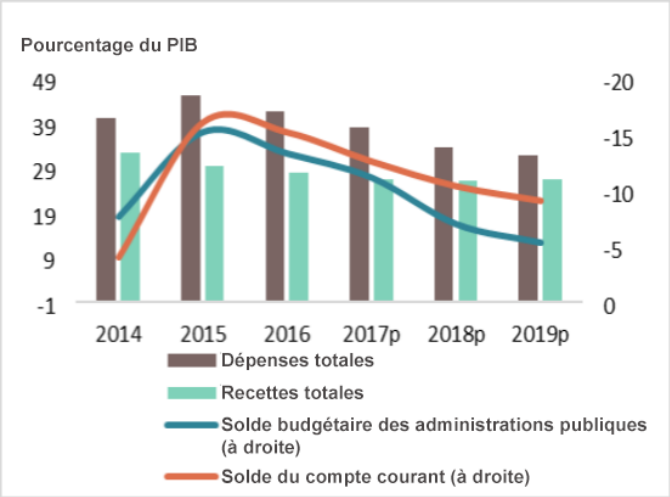
La croissance devrait accuser un ralentissement net au second semestre de 2017 et en 2018 à mesure que les mesures d'assainissement des finances auront des effets. Avec la stabilisation de la production de pétrole, la croissance globale diminuera et l'impact de la hausse des taxes et des droits d'importation pèsera sur la croissance du secteur hors hydrocarbures. En conséquence, la croissance du PIB devrait s'établir à 2,2 % pour l'année 2017. Elle peinera à franchir la barre de 2 % en 2018-2019 (graphique 1) – soit une croissance anémique pour un pays à revenu intermédiaire présentant

GRAPHIQUE 1 **Algérie** / Croissance du PIB réel



Sources : Estimations et projections des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Algérie** / Double déficit



Sources : Estimations et projections des services de la Banque mondiale.

une explosion démographique de la jeunesse. Alors que le démarrage de la production à partir de nouveaux puits de pétrole stimulera l'activité économique, la croissance dans le secteur hors hydrocarbures fera les frais des mesures d'assainissement budgétaire découlant de l'aversion du gouvernement aux emprunts extérieurs. Le double déficit devrait se situer à des niveaux soutenables d'ici à 2020. Si le processus d'assainissement budgétaire se poursuit à un rythme plus lent qu'en 2017-2019 – la trajectoire budgétaire présentée dans la loi de finances de 2017 – les réductions des dépenses publiques affecteront principalement les dépenses en capital, atténuant l'effet à court terme, mais assombrissant davantage les perspectives de croissance à long terme. Alors que le déficit budgétaire se réduira (graphique 2), sa persistance entraînera tout de même une érosion importante des amortissements budgétaires restants, et le financement indirect du déficit par le recyclage des recettes pétrolières dans le système bancaire sera plus compliqué. Le déficit du compte courant devrait diminuer légèrement et s'établir en dessous de 10 % en 2019, ce qui est gérable compte tenu du niveau des réserves, bien qu'il reste élevé pour un pays qui devrait épargner davantage les recettes tirées des ressources. Bien que le dispositif de protection sociale reste substantiel, l'assainissement des finances publiques et les réformes éventuelles du système de subventions pourraient contribuer à augmenter la pauvreté et la vulnérabilité au cours de la période 2017-2019.

Risques et défis

L'économie est confrontée au défi du mécontentement social, à la lenteur de la transformation structurelle, à la faible décentralisation, à la faible participation de la main-d'œuvre féminine et à la gestion de la politique monétaire non conventionnelle nouvellement adoptée. La grogne sociale qui s'amplifie suite aux réductions des dépenses publiques, les hausses d'impôts et les taux élevés de chômage des jeunes constituent des risques importants qui planent au-dessus des perspectives évoquées ci-dessus. Si la volonté politique et le consensus national pour rationaliser les subventions inefficaces, inéquitables et généreuses se dessinent progressivement, une telle réforme exige de meilleurs dispositifs de protection sociale, un système de transferts monétaires bien ciblé et une campagne médiatique globale. Certaines de ces mesures d'accompagnement sont actuellement conçues pour être mises en œuvre à moyen terme. Deuxièmement, la lenteur de la transformation structurelle entrave la diversification économique par rapport aux hydrocarbures et il n'y a pas de consensus sur les éléments clés de la stratégie, par exemple la question de savoir s'il faut promouvoir le développement des exportations ou la substitution des importations, et le rôle du secteur privé. Troisièmement, une plus grande décentralisation économique renforcerait le rôle des autorités locales, ce qui améliorerait l'accès aux services sociaux de base, mais cela nécessiterait un changement par rapport au modèle actuel de reddition de comptes au centre. Quatrièmement, la faible participation des femmes au marché du travail est multidimensionnelle, mais elle est probablement liée aux déficiences de l'infrastructure, au modèle de création d'emplois, à la portée large du dispositif de protection sociale et à la migration. Cinquièmement, le 6 septembre 2017, le gouvernement a adopté une politique monétaire non conventionnelle qui permet à la banque centrale de financer directement le Trésor. Cette nouvelle politique est susceptible de réduire les contraintes qui pèsent sur les finances publiques à court terme, mais elle pourrait entraîner des retards dans l'adoption et la mise en œuvre de réformes budgétaires et structurelles clés dont l'économie algérienne a grand besoin actuellement. Dans ce cas, elle pourrait entraîner une pression inflationniste considérable et une forte baisse du PIB potentiel à moyen terme.

TABLEAU 2 **Algérie** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3.8	3.7	3.3	2.2	2.0	1.5
Consommation privée	4.4	3.9	3.3	3.6	3.3	3.4
Consommation des administrations publiques	1.1	3.1	1.3	1.2	1.0	-0.5
Formation brute de capital fixe	6.4	5.7	3.5	1.1	-4.6	-4.7
Exportations, biens et services	0.2	0.6	7.9	2.3	3.9	3.6
Importations, biens et services	8.4	6.4	-3.0	1.6	1.5	1.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	4.1	3.8	3.4	2.1	2.0	1.5
Agriculture	2.5	6.0	1.8	2.2	2.5	2.7
Industrie	1.5	1.8	6.2	3.2	3.1	2.5
Services	6.6	4.6	1.8	1.2	1.0	0.3
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.9	4.8	6.4	5.5	4.4	4.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-4.4	-16.5	-15.6	-13.0	-10.8	-9.5
Balance budgétaire (% du PIB)	-8.0	-15.7	-13.7	-11.5	-7.3	-5.7
Dette (en % du PIB)	7.7	8.8	20.6	17.9	17.7	17.0
Solde primaire (% du PIB)	-7.8	-15.3	-13.4	-10.8	-6.6	-5.3

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale
Note : e = estimation, p = prévision.

BAHREÏN

La croissance continue de ralentir alors que la demande globale reste faible et que les déficits budgétaires s'accumulent. Le compte courant est resté dans le rouge et les réserves internationales continuent de baisser, ce qui pèse davantage sur la parité du taux de change. En dépit des mesures d'austérité prises, Bahreïn demeure le pays du CCG le plus vulnérable à la chute des cours du pétrole et de la bauxite en raison de son épargne limitée et du niveau élevé de sa dette qui l'exposent à des risques de financement.

Évolutions récentes

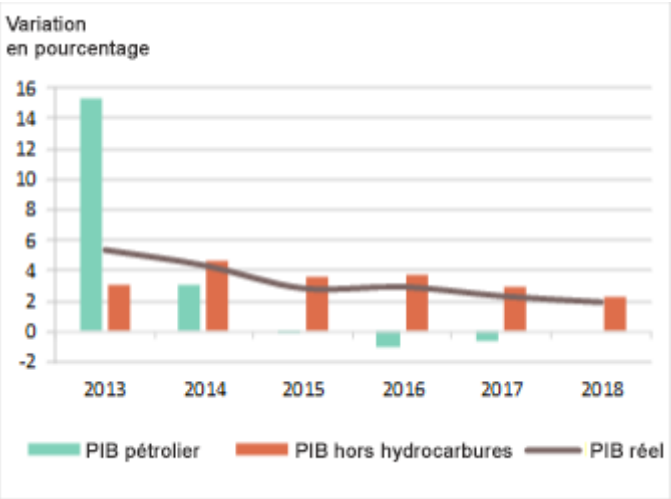
L'économie bahreïnienne a continué de pâtir de la baisse des prix des hydrocarbures. Depuis 2009, le pays applique une politique budgétaire expansionniste qui a entraîné des déficits publics. La situation a toutefois empiré en 2016 suite à une baisse des recettes pétrolières d'environ 10 % et à un déficit budgétaire global estimé à 13 % du PIB (contre 12,8 % en 2015). Certes, des dépenses déficitaires ont aidé à maintenir la croissance économique à 3 %, mais elles ont ramené les réserves à 1,2 mois d'importations et porté la dette publique à 62 % du PIB. Les données du premier trimestre de 2017 indiquent un léger rebond de la croissance, en particulier dans le secteur non pétrolier où elle s'établit à 4,4 % par an, en comparaison à l'année 2016 dans son ensemble (3,7%). Bahreïn a pris quelques mesures pour assainir ses finances publiques. Il a par exemple augmenté les taxes sur le tabac et l'alcool et introduit des frais pour les services administratifs dans le but d'accroître ses recettes. L'instauration envisagée de la TVA dans l'ensemble du CCG, qui devrait prendre effet dès le début de 2018, pourrait contribuer davantage à l'amélioration des soldes des opérations des administrations publiques. L'inflation a augmenté progressivement en 2016 principalement en raison de la réforme en cours des subventions et malgré l'affaiblissement de la demande : l'IPC global a augmenté de 2,8 %, mais il demeurera modéré en 2017. L'évaluation du secteur financier par le FMI indique que le secteur bancaire est resté résilient, à la faveur des niveaux convenables de capitalisation et de liquidités, la régulation et la supervision du secteur ayant été renforcées par la banque centrale. Cela dit, la baisse de la croissance du crédit à 2,8 % en 2016 par rapport à la moyenne de 9,8 % des cinq années précédentes et la baisse trimestrielle de plus de 2,5 % du nombre total d'employés au cours du premier trimestre de 2017 témoignent du problème de la faiblesse de la demande.

Les autorités se focalisent sur la croissance (3 % en 2016) au détriment de la question de la détérioration des finances publiques. Tandis que la production réelle du secteur des hydrocarbures est demeurée pratiquement stable, les secteurs non pétroliers quant à eux ont affiché une croissance estimée à 3,8 % en moyenne, un chiffre qui illustre l'intérêt constant pour les investissements publics, dont certains ont été financés par le CCG. Une telle politique se traduit cependant par des déficits budgétaires obstinément élevés, estimés à 13 % en 2016. Une grande partie du déficit en 2016 a été couverte par des émissions obligataires, en dépit de la dégradation de la note de la dette souveraine, qui témoigne des pressions croissantes qui s'exercent sur les finances publiques. En juillet, le Conseil consultatif (Shura) a de nouveau approuvé le relèvement du plafond de la dette à 13 milliards de dinars de Bahreïn (soit un peu plus que le PIB estimé du pays en 2017) pour le budget de 2017/2018.

En 2017, le PIB non pétrolier a augmenté au taux annuel de 4,4 % en valeur réelle au premier trimestre, tiré principalement par le secteur privé. Le pays a produit en moyenne 203 000 barils de pétrole par jour durant le premier semestre de 2017 (provenant pour l'essentiel du gisement partagé avec l'Arabie saoudite).

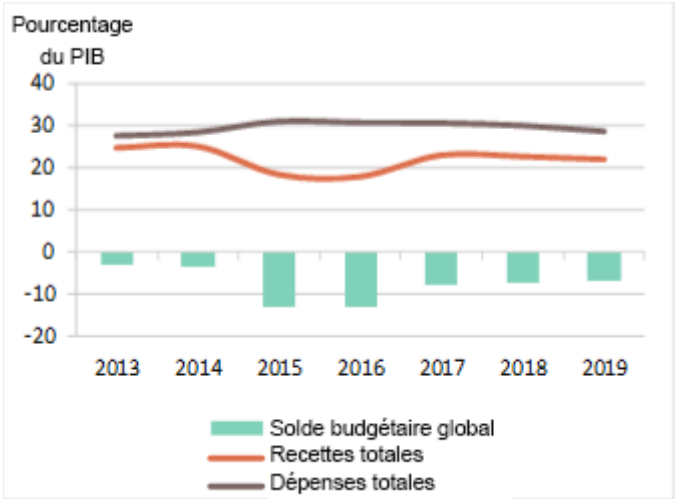
Il existe peu d'analyses exhaustives sur le niveau du bien-être en raison d'un accès restreint aux données d'enquêtes auprès des ménages et

GRAPHIQUE 1 **Bahreïn** / Croissance du PIB et ses composantes



Sources : Autorités bahreïniennes et estimations des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Bahreïn** / Soldes des opérations des administrations publiques



Sources : Autorités bahreïniennes et estimations des services de la Banque mondiale.

des capacités limitées. Selon l'enquête réalisée en 2014/2015 auprès des ménages, les dépenses de consommation moyennes dans le Royaume s'élevaient à 780 dollars par habitant par mois (environ 800 dollars pour les ménages bahreïniens). Les Bahreïniens sont peu présents sur le marché du travail et se retrouvent principalement dans le secteur public où les salaires sont élevés et la productivité faible. Les travailleurs immigrés constituent près de la moitié de la population résidente et perçoivent généralement des rémunérations plus basses.

Perspectives

La croissance économique devrait ralentir au cours de la période considérée. Les prévisions de croissance du PIB réel ont été revues à 2,4 % en 2017 et 2 % en 2018, dans un contexte où la faiblesse persistante des cours du pétrole grève la consommation publique et privée. Certains investissements liés aux infrastructures devraient également être mis en veille, en raison des inquiétudes quant à la viabilité des finances publiques. En outre, le niveau élevé de la production de pétrole au premier trimestre de 2016 ne devrait pas être maintenu après le retrait, en mai, des compagnies pétrolières internationales du gisement pétrolier d'Awali. À moins d'assainir profondément ses finances publiques, Bahreïn restera vulnérable aux risques budgétaires, étant donné que les prix pétroliers demeurent largement inférieurs au seuil d'équilibre budgétaire.

On s'attend à ce que le taux moyen d'inflation descende à 1,5 % en 2017, en raison du ralentissement de l'activité économique et de l'effacement progressif des effets stimulants temporaires de la réforme des subventions sur les prix. Le déficit courant va se réduire partiellement jusqu'à 3,5 % du PIB en 2017 et se stabiliser autour de ce niveau au cours de l'année suivante, avec pour exception un léger ajustement. Les réserves internationales devraient suivre une courbe baissière en 2018. La dette publique devrait dépasser 80 % du PIB en 2017, et tutoyer les 96 % du PIB en 2018, un déficit budgétaire autour de 7 % contribuant à une accumulation rapide de la dette.

Risques et défis

Assurer la viabilité des finances publiques tout en maintenant un taux de croissance solide est devenu un défi majeur qui souligne la nécessité d'un cadre budget à moyen terme pour ramener la dette extérieure à des niveaux soutenables. En dépit des efforts déployés pour diversifier et stimuler les recettes non pétrolières, les hydrocarbures représentent environ 76 % des recettes publiques de Bahreïn. De plus, les subventions absorbent toujours plus de 20 % du budget public. Si la mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles est retardée, ou bien si les cours du pétrole régressent davantage, la note de la dette souveraine du pays pourrait être davantage dégradée, ce qui rendrait l'accès aux financements extérieurs plus difficile et intensifierait les pressions sur les réserves et la parité du taux de change. Les risques de solvabilité budgétaire et de liquidité sont importants, et le pays reste vulnérable à des chocs affectant la croissance, les prix des produits de base et les taux d'intérêt. L'Arabie saoudite étaie la résilience budgétaire du pays, mais attend en retour que Bahreïn s'aligne étroitement sur ses positions ; la vulnérabilité qui y est associée est implicite.

Des composantes essentielles du contrat social comme l'emploi public et les subventions deviennent de moins en moins accessibles à cause des cours pétroliers qui sont faibles. Bahreïn gagnerait à renforcer sa capacité à mesurer le bien-être social pour mettre en place des politiques éclairées en vue d'atténuer l'impact des ajustements nécessaires.

TABLEAU 2 Bahreïn / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	4.4	2.9	3.0	2.4	2.0	1.6
Consommation privée	-0.7	1.9	1.8	1.7	1.6	2.0
Consommation des administrations publiques	4.0	0.3	-1.0	-1.9	-1.4	0.4
Formation brute de capital fixe	5.9	-12.1	5.0	4.1	2.6	2.7
Exportations, biens et services	-4.1	1.3	2.5	3.0	3.1	2.0
Importations, biens et services	-7.4	-5.6	0.2	2.4	2.6	2.5
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.7	1.8	2.8	1.5	2.0	2.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	4.6	-2.4	-4.8	-3.5	-3.1	1.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-3.4	-12.8	-13.0	-7.8	-7.5	-6.8

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

DJIBOUTI

La croissance économique reste forte en 2017, tirée principalement par le secteur de la construction et l'augmentation du commerce de transit et des activités de transbordement pour l'Éthiopie avec l'amélioration des infrastructures portuaires et des transports. Bien que la situation budgétaire et la position extérieure s'améliorent progressivement, des risques planent toujours sur la viabilité de la dette et du budget. Avec plus d'un cinquième de la population vivant dans l'extrême pauvreté et près de 40 % de la main-d'œuvre restant sans emploi, les réformes visant à rendre la croissance plus inclusive, grâce une création accrue d'emplois et à l'amélioration de la productivité et du capital humain, seront essentielles.

Évolutions récentes

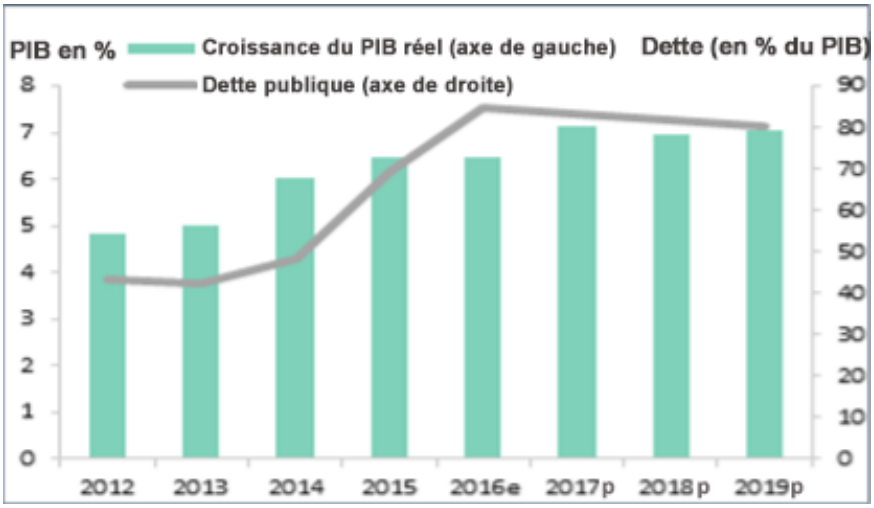
La croissance du PIB devrait s'établir à 7,1 % en 2017, ce qui correspondrait à une accélération par rapport aux 6,5 % estimés en 2016. La croissance a pour principal moteur la construction et l'augmentation du commerce de transit et des activités de transbordement pour l'Éthiopie avec l'amélioration des infrastructures portuaires et des transports. L'inflation devrait se stabiliser à 3,5 %, du fait principalement de la demande de logements et de services. Les derniers chiffres officiels du chômage montrent la faiblesse du lien entre la croissance et la création d'emplois : le taux de chômage était de 39 % en 2015, les femmes (49 %) et les zones rurales (59 %) affichant les taux plus élevés. Cependant, le taux de participation au marché du travail est inférieur à 25 %.

Selon les projections, le déficit budgétaire se réduira sensiblement à 3,8 % du PIB en 2017, contre 15,2 % estimés en 2016, compte tenu de l'achèvement des mégaprojets d'infrastructure portant sur le développement portuaire et la construction du chemin de fer, qui ont mobilisé d'importantes dépenses en capital. Le déficit extérieur devrait également se réduire, passant de 22,2 % du PIB en 2016 à 15,4 % en 2017, à mesure que les entrées de capitaux se contractent. L'IDE devrait progresser et s'établir à 10,8 % du PIB en 2017, contre 9,1 % en 2016, stimulé par la construction en cours d'un gazoduc entre l'Éthiopie et Djibouti financé à hauteur de 4 milliards de dollars et dont l'achèvement est prévu en 2019 ; par le développement industriel dans la nouvelle zone franche de la ville de Djibouti ; par l'exploitation du chemin de fer nouvellement construit reliant Djibouti et Addis-Abeba ; et par la construction de l'aéroport international Al Hak Hassan Gouled Aptidon, à 25 km au sud-ouest de la ville de Djibouti, qui devrait s'achever en 2018.

Les réserves de change devraient rester suffisantes pour couvrir la masse monétaire au sens large et la caisse d'émission à hauteur de 3,4 mois d'importations. Le taux de change effectif réel devrait s'apprécier davantage, reflétant les effets conjugués des contraintes qui pèsent du côté de l'offre et du niveau relativement élevé des prix à la consommation. Le secteur bancaire demeure faible avec la détérioration du portefeuille de prêts des banques commerciales et l'augmentation des prêts non productifs. Le ratio prêts non productifs/total des prêts est passé de 14 % en 2013 à 23 % en 2016. Les autorités attribuent cette hausse à l'introduction de critères plus stricts de classification des prêts.

Le suivi du bien-être et de la pauvreté dans le pays est quelque peu limité. Le bureau de statistique a mené une enquête auprès des ménages sur les conditions de vie au cours des dix dernières années, mais sans prendre en compte les ménages de la population nomade – un groupe très vulnérable à la sécheresse – qui représentait 20 % de la population totale en 2009.

GRAPHIQUE 1 **Djibouti** / Croissance et dette publique



Sources : Estimations des services de la Banque mondiale.

Perspectives

Les perspectives à moyen terme demeurent encourageantes avec l'espoir que les méga-infrastructures financées par la dette seront gérées efficacement de sorte à générer des recettes suffisantes pour couvrir le service de la dette. Le déficit budgétaire devrait se réduire progressivement et passer à un chiffre en 2017-2019. Cette perspective se concrétiserait grâce à la rationalisation des dépenses et à une mise en œuvre efficace de la réforme fiscale visant à élargir l'assiette fiscale et à accroître les recettes provenant des activités générées par les mégaprojets. Le déficit du compte courant devrait être ramené à 12,3 % du PIB d'ici 2018, puis à 10,2 % en 2019, avec un redressement progressif de la croissance des exportations par rapport aux importations. Les apports d'IDE et les transferts de capitaux devraient continuer de financer le déficit. Les réserves devraient soutenir l'ancrage du franc djiboutien au dollar des États-Unis à 1 dollar pour 177,72 francs. L'inflation devrait rester à 3,5 % en 2017-2018, ce qui augmenterait la pression exercée sur la compétitivité.

La croissance étant tirée par les infrastructures et la demande correspondante de main-d'œuvre étrangère, les mégaprojets à eux seuls ne vont probablement pas avoir des retombées positives significatives sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Un suivi plus approfondi du bien-être est attendu à l'avenir, étant donné que la nouvelle Stratégie nationale pour le développement des statistiques est en cours d'élaboration et que les premiers résultats d'une enquête sur la consommation des ménages à l'échelle nationale devraient être disponibles à l'automne 2017.

Risques et défis

La diversification de l'économie pour créer des emplois, le renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion macroéconomique et une meilleure qualité de la prestation des services publics, et la réforme du système de gouvernance pour améliorer la responsabilisation, l'état de droit, l'efficacité de l'administration et la participation citoyenne demeurent les principaux défis pour les pouvoirs publics. S'attaquer à ces défis reste impératif pour résoudre les problèmes profondément enracinés de la pauvreté, du chômage et de la faible qualité du capital humain et afin de placer les fondamentaux macroéconomiques sur une voie durable. La stabilité macroéconomique reste sujette à des risques élevés, dont le surendettement et la vulnérabilité aux chocs commerciaux et financiers. Le mécontentement social face à la pauvreté croissante, au chômage et aux inégalités ainsi que l'instabilité régionale et les défis climatiques difficiles font peser des risques supplémentaires sur les perspectives de croissance.

TABLEAU 2 **Djibouti** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	6.0	6.5	6.5	7.1	7.0	7.0
Consommation privée	6.4	7.1	6.0	7.8	7.7	7.9
Consommation des administrations publiques	1.6	5.7	5.8	6.5	2.3	1.7
Formation brute de capital fixe	19.3	32.9	-24.2	-9.3	-0.4	0.5
Exportations, biens et services	5.4	17.6	4.5	6.5	8.0	8.1
Importations, biens et services	11.9	28.9	-5.0	-2.0	2.3	3.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	6.4	6.5	6.5	7.1	7.0	7.0
Agriculture	3.0	3.0	2.1	2.5	3.0	3.0
Industrie	5.4	5.4	5.5	5.8	6.0	6.1
Services	6.8	6.9	6.9	7.6	7.4	7.4
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.9	2.2	3.5	3.5	3.5	3.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-25.2	-30.4	-22.2	-15.4	-12.3	-10.2
Balance budgétaire (% du PIB)	-10.7	-20.7	-15.2	-3.8	-2.6	-1.4
Dette (en % du PIB)	48.5	69.4	84.8	83.4	81.9	80.5
Solde primaire (% du PIB)	-10.4	-19.1	-13.4	-1.7	-0.4	0.9
Taux international de pauvreté (1,9 dollars en 2011 en PPA)[a,b]	21.3	19.6	18.5	17.1	16.0	14.3

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale
Note : e = estimation, p = prévision.
(a) Calculs basés sur les l'enquête EDAM de 2013. Nowcast : 2014-2016. Le prévisions couvrent la période allant de 2017 à 2019.
(b) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2013) avec une répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en monnaie locale actuelle constante.

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

La conjoncture macroéconomique montre des signes de stabilisation suite à la libéralisation du taux de change. Des réformes budgétaires importantes sont en cours, des coupes dans les subventions à l'énergie et la maîtrise de la masse salariale contribuant à l'effort d'assainissement des finances publiques. L'inflation a néanmoins grimpé à des niveaux record, avec une incidence négative sur les conditions sociales et les efforts de réduction de la pauvreté. La Banque centrale d'Égypte (CBE) a resserré la politique monétaire et le gouvernement a augmenté les dépenses de protection sociale pour atténuer les effets sur les conditions de vie.

Évolutions récentes

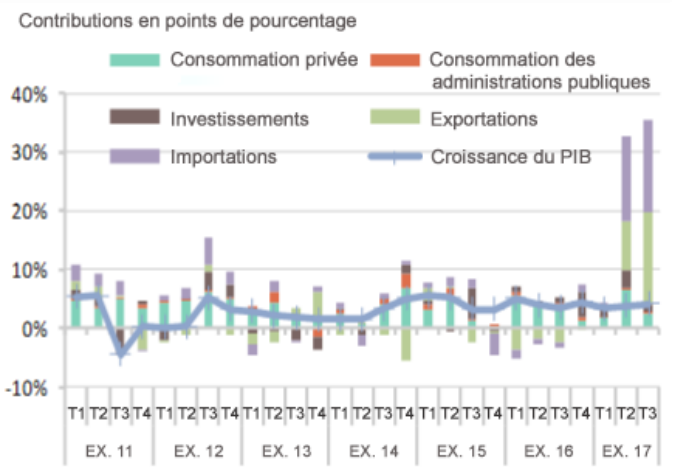
L'économie égyptienne devrait progresser de 4,1 % au cours de l'exercice 16/17 (juillet/juin), un taux légèrement inférieur aux 4,3 % de taux de croissance réelle enregistrés l'année précédente. Après deux trimestres de ralentissement de la croissance, l'activité économique se relance, tirée principalement par la résiliente consommation privée et (dans une moindre mesure) publique, ainsi que par une hausse des investissements, les exportations nettes y contribuant positivement pour la première fois en deux ans, quoiqu'encore légèrement.

La libéralisation du taux de change en novembre 2016 a aidé à réduire les pénuries en devises, à éliminer le marché parallèle et à amorcer une amélioration des comptes des opérations extérieures de l'Égypte. La balance des paiements a affiché un excédent de 13,7 milliards de dollars (5,8 % du PIB projeté pour l'année), dont 90 % n'ont été réalisés qu'après la flottation du taux de change de novembre. Ce résultat est à comparer au déficit de la balance des paiements de 2,8 milliards de dollars (-0,8 % du PIB) enregistré un an plus tôt1, la forte progression de 2016/2017 résultant d'une réduction du déficit du compte courant (bien que ce ne soit qu'en valeur absolue) et d'une augmentation des apports de capitaux et de financements. Le déficit courant est tombé à 15,6 milliards de dollars en 2010-2010, contre à 19,8 milliards de dollars l'année précédente, en raison de l'augmentation des exportations de pétrole et de produits non pétroliers, de la maîtrise des importations, de la hausse de l'activité touristique et des envois de fonds. Le compte de capital et d'opérations financières a bondi de 21,2 milliards de dollars à 29 milliards de dollars au cours de l'exercice 16/17, en raison de l'augmentation des emprunts extérieurs ainsi que de la hausse de l'IDE net (atteignant 3,3 % du PIB projeté, contre 2,1 % l'année précédente) et d'un accroissement des apports d'investissements de portefeuille qui ont été favorisés par l'amélioration des perspectives de l'Égypte et le rendement attractif des actifs libellés en livre égyptienne. L'ajustement du taux de change a permis de libérer des ressources pour éponger une partie des arriérés accumulés dus aux sociétés pétrolières internationales, lesquels s'élèvent actuellement à 2,3 milliards de dollars en fin juin 2017, contre 3,5 milliards de dollars en fin 2016. Les réserves internationales nettes ont atteint un niveau record de 36 milliards de dollars (7,5 mois d'importations de marchandises) en fin août 2017, contre 19 milliards de dollars en fin octobre 2016.

L'Égypte a également entrepris un programme ambitieux d'assainissement des finances publiques, comprenant la réduction des subventions à l'énergie, la maîtrise de la masse salariale et la mise en application de la TVA. Ces réformes budgétaires ont contribué à mettre à profit des ressources pour accroître les dépenses sociales tout en rééquilibrant le budget de l'ordre de 1,7 % du PIB, ce qui a entraîné un déficit budgétaire prévu de 10,9 % du PIB pour l'exercice 16/17.

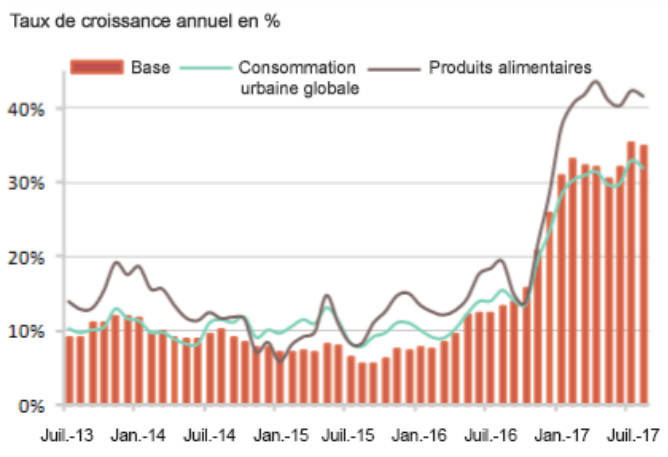
Cependant, l'inflation continue d'être une préoccupation majeure, ayant atteint un niveau record de 33 % en juillet 2017, avant de reculer quelque peu à 31,9 % en août. La forte dépréciation de la monnaie, ainsi que l'introduction de la TVA (suivie d'une augmentation de son taux d'un point de pourcentage), les deux cycles de hausse des prix de l'énergie, conjuguée à des pratiques non concurrentielles sur les marchés intérieurs, ont toutes ajouté à la pression exercée sur les prix intérieurs. Malgré les efforts de la Banque centrale d'Égypte de resserrer la

GRAPHIQUE 1 République arabe d'Égypte / Croissance du PIB réel, du côté de la demande, exercices 11-17



Source : Calculs des auteurs basés sur les données du ministère de la Planification.

GRAPHIQUE 2 République arabe d'Égypte / Taux d'inflation, juillet 2013-juillet 2017



Source : Banque centrale d'Égypte.

politique monétaire (hausses cumulées du taux directeur de 700 points de base entre novembre 2016 et juin 2017), les taux d'intérêt réels restent négatifs.

L'accélération de l'inflation pèse sur les conditions sociales, les classes moyennes et pauvres étant celles touchées. Si le chômage a commencé à diminuer, il reste tout de même élevé, à environ 12 % au cours de l'exercice 16/17 (contre 12,7 % un an plus tôt), et continue d'être plus élevé chez les jeunes et les personnes instruites. Les mesures de protection sociale ont été poursuivies à une plus grande échelle pour atténuer l'impact de la montée de l'inflation. Ces mesures incluent l'augmentation du montant et de la couverture des programmes de transferts monétaires (Takaful et Karama), l'augmentation du montant des cartes alimentaires de 21 à 50 livres égyptiennes par personne et par mois, en plus du relèvement du seuil d'imposition des revenus et d'une prime exceptionnelle des agents de l'État au titre du coût de la vie.

Perspectives

Alors que l'Égypte soutient la dynamique des réformes, l'activité économique devrait s'améliorer et les déséquilibres se réduire davantage sous l'effet de l'élimination des distorsions sur les marchés de change et de la détermination du gouvernement à assainir le budget public. Si la loi sur les licences industrielles adoptée récemment est bien appliquée et l'amélioration du cadre réglementaire est entreprise correctement, ces deux mesures devraient contribuer à améliorer le climat des affaires et favoriser la croissance à moyen terme.

L'économie devrait progresser de 4,5 % au cours de l'exercice 17/18, tirée par une consommation privée résiliente, quoique partiellement diluée par une inflation élevée à court terme. À mesure que l'Égypte soutient la dynamique des réformes, une nouvelle hausse des investissements et le redressement des exportations de marchandises et du tourisme devraient contribuer positivement à la croissance. La mise en exploitation de nouveaux champs gaziers est partie pour stimuler le secteur extractif et améliorer le solde budgétaire et la balance des opérations courantes.

Le déficit budgétaire devrait être ramené à 8,8 % du PIB d'ici l'exercice 17/18, soutenu par la réforme des subventions à l'énergie et l'augmentation des recettes fiscales. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 4,6 % du PIB au cours de l'exercice 17/18.

La pauvreté pourrait diminuer en partie sous l'effet des mesures renforcées de protection sociale intégrées au budget approuvé pour l'exercice 17/18, dont l'augmentation des allocations pour les cartes alimentaires et pour les programmes de transferts monétaires.

Risques et défis

Le dérapage des politiques et les retards dans les réformes du secteur réel peuvent compromettre le rétablissement des équilibres macroéconomiques. Le ratio dette publique totale/PIB de l'Égypte était de 102,8 % à la fin de l'exercice 15/16, et il devrait augmenter davantage au cours de l'exercice 16/17 avec la forte dépréciation de la monnaie et l'augmentation des emprunts extérieurs. Ainsi, tout ralentissement ou toute régression des mesures de réforme fiscale ou tout ralentissement de la croissance peut compromettre la viabilité de la dette.

L'inflation élevée, si elle persiste, peut justifier un resserrement de la politique monétaire et mettre en péril la croissance économique. La pauvreté sous-jacente peut également dépasser les taux projetés, en fonction de l'impact combiné de l'inflation, du taux de change et des ajustements apportés aux réformes liées aux subventions.

En outre, les risques sécuritaires régionaux et intérieurs peuvent avoir une incidence négative sur la reprise des investissements étrangers, le tourisme et les envois de fonds, tous considérés comme des sources importantes de recettes publiques et de ressources en devises.

TABLEAU 2 **République arabe d'Égypte** / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	2.9	4.4	4.3	4.2	4.5	5.3
Consommation privée	4.4	3.1	4.6	2.2	3.1	4.0
Consommation des administrations publiques	8.4	7.0	3.9	0.8	1.1	1.6
Formation brute de capital fixe	1.5	13.8	12.0	8.2	10.1	10.9
Exportations, biens et services	-11.9	-0.6	-14.5	3.2	5.4	7.6
Importations, biens et services	0.2	0.6	-1.9	-3.0	1.6	3.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	2.9	3.4	2.3	4.2	4.5	5.3
Agriculture	3.0	3.1	3.1	3.0	3.0	3.0
Industrie	1.5	1.1	0.2	1.9	3.6	4.5
Services	3.9	5.0	3.7	6.0	5.4	6.3
Inflation (indice des prix à la consommation)	10.1	10.9	10.2	23.3	22.1	14.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-0.9	-3.7	-6.0	-6.6	-4.6	-3.9
Balance budgétaire (% du PIB)	-12.0	-11.4	-12.5	-10.8	-8.8	-7.1
Taux de pauvreté pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en 2011 en PPA)a,b	..	16.1	15.0	15.1	14.6	14.0

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.
(a) Calculs basés sur les l'enquête EDAM de 2013. Nowcast : 2014-2016. Le prévisions couvrent la période allant de 2017 à 2019.
(b) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2013) avec une répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en monnaie locale actuelle constante.

[1] It is worth noting that the current account deficit to GDP ratio has actually increased to 6.6 percent, from 6 percent a year earlier. The deterioration is due to the sharp drop in the US$-denominated GDP following the exchange rate depreciation.

IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

L'économie iranienne a enregistré une reprise forte en 2016, due à une augmentation significative de la production et des exportations pétrolières faisant suite à la levée des sanctions internationales liées au nucléaire. Le chômage reste néanmoins élevé et l'activité du secteur non pétrolier demeure modérée, car les flux d'investissements étrangers anticipés ne se sont pas matérialisés en raison de la non-intégration complète du secteur bancaire du pays au système bancaire mondial et des incertitudes persistantes quant à la mise en œuvre intégrale du Plan d'action global conjoint (JCPOA). Les perspectives de croissance à moyen terme sont modestes.

Évolutions récentes

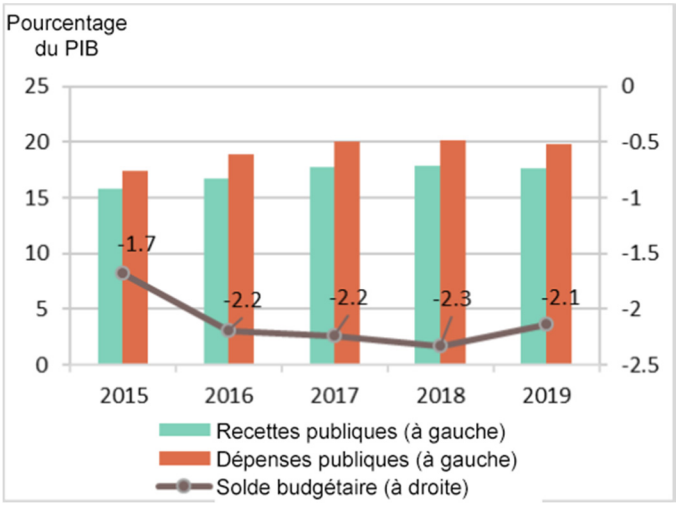
En 2016, l'économie a connu un net rebond lié au pétrole, avec un taux annuel de croissance global de 13,4 %, à comparer à la contraction de 1,3 % observée en 2015[1]. Le secteur qui a le plus contribué à la croissance est celui des industries (à environ 25 %), la production pétrolière et gazière ayant enregistré une impressionnante augmentation de 62 % par suite principalement de l'allégement des sanctions. Le redressement du PIB non pétrolier était toutefois limité à 3,3 %, bien que cela représente le taux de croissance le plus élevé des cinq dernières années. Les données récentes indiquent que la croissance de la production de pétrole brut au premier trimestre de 2017 a reculé de 17 % en glissement annuel. Du côté de la demande, toutes les composantes, à l'exception de l'investissement, ont progressé par rapport à l'année précédente. L'investissement a continué de se contracter en 2016, bien qu'à un taux beaucoup plus faible de 3,7 % (contre 12 % un an plus tôt). La baisse de l'investissement s'explique principalement par la contraction du secteur de la construction qui persiste depuis 2012 suite à un essor de la demande spéculative de logements. Malgré la croissance du secteur non pétrolier, le taux de chômage a progressé de 12,6 % au printemps 2017, contre 12,4 % six mois plus tôt, ce qui indique une capacité très limitée des secteurs qui tirent la croissance à créer des emplois. La Banque centrale d'Iran et le Conseil de la monnaie et du crédit ont pris des mesures pour accroître l'investissement et renforcer la croissance non pétrolière. Le taux d'intérêt interbancaire moyen a été réduit d'environ 6 % et ramené à 18,6 % en 2016, bien que la tendance baissière de 2015 ait pris fin. Le déficit budgétaire s'est davantage creusé pour se situer à 2,2 % du PIB en 2016, mais le ratio dette/PIB est tombé à environ 35 % en raison de l'augmentation du PIB[2]. L'excédent du compte courant a augmenté de plus de 80 % pour atteindre environ 4 % du PIB, contre 2,3 % en 2015, par suite principalement de l'augmentation des exportations de pétrole. Toutefois, les exportations de produits non pétroliers ont diminué de 9 % en 2016 et les données récentes des quatre premiers mois du nouvel exercice révèlent une croissance négative des exportations non pétrolières (-10 % en glissement annuel).

Le programme de transferts monétaires pour tous semble avoir plus que compensé l'augmentation probable des dépenses énergétiques des ménages moins aisés, ce qui contribue à une croissance positive de la consommation des 40 % les plus pauvres de la population, la croissance de la consommation globale entre 2009 et 2013 ayant été négative. La pauvreté a néanmoins augmenté en 2014 pour se situer à 10,5 %, une progression qui peut être associée à une baisse de l'aide sociale en valeur réelle.

Perspectives

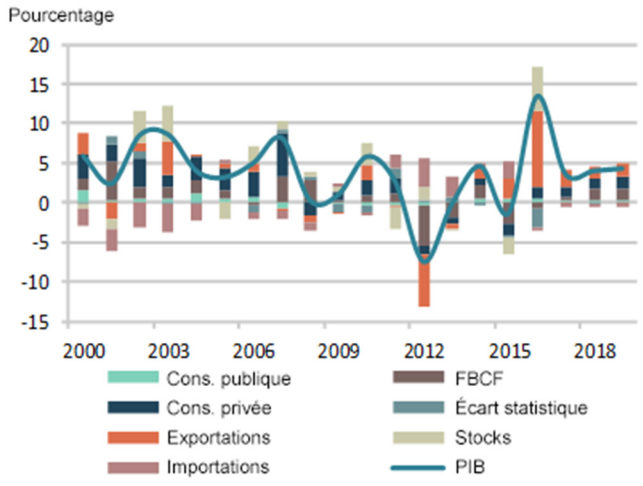
À moyen terme, la croissance économique devrait ralentir considérablement, du fait de l'utilisation des capacités de réserve dans le secteur pétrolier. La croissance en 2018-2019 devrait être légèrement plus forte qu'en 2017, car la croissance de l'investissement devient positive et s'accélère avec une plus grande stabilité politique et économique, faisant suite à la réélection du président Rouhani pour un second mandat de 4 ans en mai 2017. Au regard de certains

GRAPHIQUE 1 **République islamique d'Iran** / Perspectives budgétaires



Sources : Autorités iraniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **République islamique d'Iran** / Décomposition de la croissance du PIB



Sources : Autorités iraniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

signes qui indiquent des pressions inflationnistes dues au colmatage du déficit de production ainsi que des chocs exogènes sur les prix des produits de base, l'inflation globale selon l'IPC devrait rester élevée, mais en dessous de 12 %, au cours des trois prochaines années, compte tenu notamment du taux de chômage élevé et de l'absence de facteurs d'attraction de la demande. La Banque centrale d'Iran devrait recourir à une politique monétaire dynamique, en particulier pour réduire les taux de rémunération des dépôts afin de réorienter le crédit vers les secteurs productifs et renforcer la croissance non pétrolière. Elle reste déterminée à appliquer l'unification des taux de change officiel et du marché, bien que cette entreprise puisse encore être retardée par rapport à la nouvelle date qui avait été fixée à fin 2017. La surévaluation du taux de change réel peut pousser les autorités monétaires à permettre une dépréciation du rial pour promouvoir la compétitivité des exportations et réduire la pression sur les réserves en devises. La baisse de la valeur réelle des transferts de fonds peut continuer d'avoir un impact négatif sur la pauvreté, alors que la croissance économique modérée et l'amélioration du ciblage des prestations sociales peuvent contribuer à réduire la pauvreté après 2016.

Risques et défis

Le principal risque pour l'économie est l'incertitude politique autour de la poursuite de la mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire, suite aux nouvelles sanctions non liées au nucléaire imposées par les États-Unis. Cette incertitude augmente les perceptions de risques dans le pays et décourage une plus grande amélioration de l'investissement étranger dans les secteurs pétrolier et non pétrolier. Parallèlement, les retards dans la réintégration du secteur bancaire du pays au système bancaire mondial, conjugués à la difficulté à mettre en œuvre l'ensemble des réformes du secteur bancaire, créent d'autres risques à moyen terme. Certes la Banque centrale d'Iran a réussi à contenir dans une grande mesure les opérations bancaires parallèles, mais il faudrait régler efficacement les questions du niveau élevé des taux créditeurs, du gel des avoirs des banques et des prêts non productifs, qui constituent des défis majeurs interconnectés auxquels l'économie devra faire face dans un proche avenir. Sur le plan budgétaire, les tentatives du ministère des Finances de déterminer les niveaux réels d'endettement de l'État et de titrisation des arriérés soulignent la nécessité d'un cadre plus intégré de gestion de la dette, complété par une politique budgétaire prudente. Les perspectives d'avenir de l'économie dépendront également de la mise en œuvre d'une plus large gamme de réformes structurelles, portant notamment sur l'amélioration de l'environnement des affaires, la productivité, la flexibilité du marché du travail et la diversification accrue des exportations. Ces réformes faciliteraient également l'investissement (national et étranger) afin de parvenir à une croissance plus résiliente à moyen terme.

[1.] La Banque centrale d'Iran a publié une série de comptes nationaux pour une année de référence (2011). Cela a donné lieu à quelques révisions des taux de croissance par rapport à la version précédente de ce rapport. L'ancienne série de comptes nationaux faisait état de taux de croissance de 5,4 % et 9,2 % pour le premier trimestre et le deuxième trimestre de 2016, alors que la nouvelle série présente une croissance de 7,5 % et de 12,9 % pour ces deux périodes.

[2.] Article 4 du FMI (2017).

TABLEAU 2 **République islamique d'Iran** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	4.6	-1.3	13.4	3.6	4.0	4.3
Consommation privée	2.0	-3.5	3.8	3.4	3.5	3.8
Consommation des administrations publiques	4.2	4.8	3.7	3.8	3.0	2.9
Formation brute de capital fixe	7.8	-12.0	-3.7	1.7	8.4	9.2
Exportations, biens et services	7.2	12.1	41.3	7.1	5.3	5.1
Importations, biens et services	-4.5	-20.2	6.1	6.0	7.0	6.6
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3.2	-1.6	12.5	3.5	3.9	4.1
Agriculture	5.4	4.6	4.2	4.0	4.1	4.1
Industrie	5.1	-1.4	24.7	4.6	4.7	4.8
Services	1.4	-2.5	3.7	2.3	3.0	3.4
Inflation (indice des prix à la consommation)	15.6	11.9	9.0	11.5	10.9	10.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	3.1	2.3	3.9	4.1	4.0	3.8
Solde budgétaire (% du PIB)	-1.1	-1.7	-2.2	-2.2	-2.3	-2.1
Dette (en % du PIB)	11.5	41.2	34.7	30.4	29.2	28.0
Solde primaire (% du PIB)	-1.1	-1.6	-2.1	-2.1	-0.9	-0.7

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

RÉPUBLIQUE D'IRAQ

La guerre contre l'EIIS et la faiblesse des cours du pétrole depuis le milieu de 2014 portent un coup dur à l'économie. La contraction de la production pétrolière se traduit par une croissance globale négative en 2017, mais en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire, la croissance non pétrolière sera positive après un déclin de trois ans, malgré le processus d'assainissement budgétaire en cours. L'effort de réforme – mais pas de reconstruction – entrepris par le gouvernement est soutenu par une importante enveloppe financière internationale. La croissance s'accélérera en 2018, tirée par une production de pétrole plus élevée, malgré les risques sécuritaires persistants.

Évolutions récentes

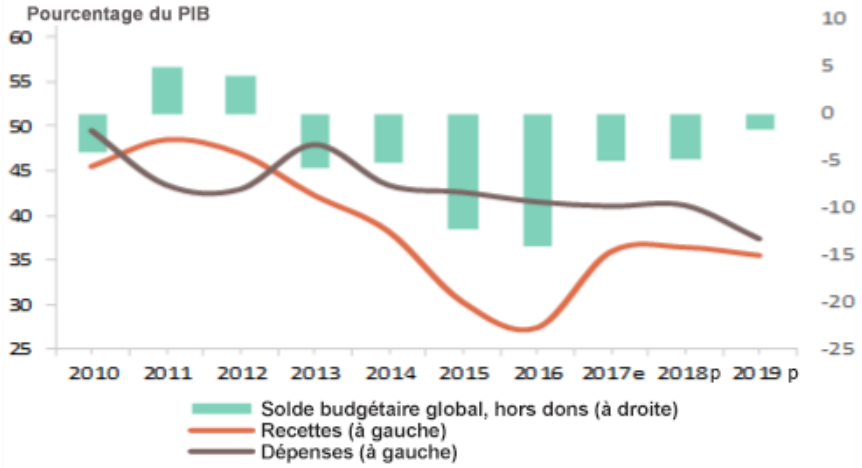
L'insurrection menée par de l'EIIS et la faiblesse des cours du pétrole portent un coup dur à la croissance en Iraq, qui a ralenti en 2014 -2015, s'accompagnant d'une baisse des investissements publics non pétroliers de deux tiers et d'une contraction rapide dans les secteurs de l'agriculture, des industries manufacturières et de la construction. Une production pétrolière importante a soutenu la croissance économique en 2016, alors que l'accord de l'OPEP sur la réduction de la production jusqu'en mars 2018 devrait entraîner sa contraction en 2017. La croissance non pétrolière a été négative depuis 2014, mais l'amélioration de la situation sécuritaire et les retombées positives d'un premier effort de reconstruction devraient soutenir la croissance non pétrolière pour la porter à 1,5 % en 2017. Les moteurs de cette croissance sont la construction et les services du côté de l'offre, et la reprise de la consommation des administrations publiques et des investissements publics du côté de la demande. En raison du taux de change fixe et d'une demande globale modérée, l'inflation s'est établie à 0,4 % en moyenne en 2016, et elle devrait augmenter à 2 % en 2017.

Les faibles cours du pétrole et les dépenses de sécurité et d'aide humanitaire ont rapidement grevé le solde budgétaire et la balance des opérations courantes depuis 2014 pour le Gouvernement fédéral iraquien comme pour le Gouvernement régional du Kurdistan. Le déficit budgétaire global accusé par le Gouvernement fédéral s'est creusé de 14 % du PIB en 2016, principalement en raison d'une baisse de 22 % des cours du pétrole l'année précédente ; en réponse, le Gouvernement fédéral a entrepris de mettre en œuvre un programme d'assainissement des finances publiques visant à réduire le déficit primaire non pétrolier. Selon les estimations, en 2017, le déficit budgétaire devrait atteindre 5,1 % du PIB en raison d'un léger redressement des cours du pétrole et des mesures prises pour accroître les recettes non pétrolières et maîtriser les salaires et les retraites. Le Gouvernement fédéral consacre prioritairement ses dépenses d'investissement limitées à la reconstruction dans les zones libérées de l'EIIS et à l'augmentation de la fourniture de l'électricité. Le Gouvernement régional du Kurdistan a aussi entrepris de mettre en œuvre des mesures pour maîtriser la dépense et accroître les recettes non pétrolières. Son déficit budgétaire a diminué de 80 % entre 2014 et 2016. Les pressions exercées sur les dépenses pour apporter une aide aux déplacées internes et aux réfugiés restent lourdes.

Le gouvernement a financé le déficit principalement grâce à des financements bancaires à court terme obtenus sur le marché intérieur. Le ratio dette publique/PIB du Gouvernement fédéral est passé de 32 % en 2014 à 67 % en 2016. Sur la même période, la dette intérieure a grimpé de 7 % à 27 % du PIB. La dette publique devrait être ramenée à 64 % en 2017. Le Gouvernement fédéral a accumulé d'importantes dettes éventuelles, en émettant 11 garanties libellées en devises (36 milliards de dollars) au profit de producteurs indépendants d'électricité.

Les réformes structurelles menées par le Gouvernement fédéral sont soutenues par une importante enveloppe de financements internationaux. En 2016, la Banque mondiale a fourni 1,44 milliard de dollars sous forme de prêts à l'appui de la politique de développement et le FMI a consenti 1,2 milliard de dollars de financement dans le cadre d'un programme triennal adossé à un accord de confirmation triennal. En janvier 2017, l'État iraquien a procédé à une émission d'obligations à hauteur d'un milliard de dollars entièrement garantie par les États-Unis. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la France ont fourni parallèlement un appui budgétaire au pays. En

GRAPHIQUE 1 **République d'Iraq** / Comptes budgétaires
(en % du PIB)



Sources : ministère des Finances et projections des services de la Banque mondiale.

août 2017, suite à la conclusion heureuse de la deuxième revue du programme du FMI, l'État a émis un emprunt obligataire d'un milliard de dollars arrivant à échéance en 2023, sa première émission indépendante depuis 2006. Au premier semestre de 2017, l'État a introduit un taux unique d'imposition des revenus, stabilisé avec succès les dépenses courantes et commencé à éponger les arriérés envers les créanciers nationaux et extérieurs. Il a également adopté une base de données sociale assise sur un système d'évaluation indirecte du niveau des ressources de la population et a réduit les activités de torchage de gaz.

En 2017, le déficit du compte courant devrait diminuer de 2,4 points de pourcentage du PIB, à la faveur de l'assainissement des finances publiques et de l'augmentation des recettes pétrolières. L'accumulation importante de réserves au cours de la période 2010-2013 a permis de lisser l'ajustement de la politique budgétaire nécessaire pour préserver la viabilité du pays sur le plan extérieur. Les réserves de change ont financé l'essentiel du déficit de la balance des paiements et se sont ainsi contractées, passant de 77,8 milliards de dollars en fin 2013 (soit 10 mois d'importations) à 41,4 milliards de dollars en fin 2017 (soit 6 mois d'importations).

Même avant la crise, la création d'emplois ne permettait pas d'aider les populations à échapper à la pauvreté. L'Iraq affiche l'un des ratios emploi/population les plus faibles de la région, même parmi les hommes, et la crise de 2014 a conduit à la suppression d'environ 800 000 emplois. Le système public de distribution, unique filet de sécurité pour la vaste majorité des populations défavorisées, est à bout de souffle. De nombreux déplacés internes ne sont pas, en grande partie, protégés par un filet de sécurité mis en place par les pouvoirs publics. Bien que le taux global d'insécurité alimentaire dans le pays soit faible et en baisse, parmi les déplacés internes il représentait plus du double de celui des résidents en 2016.

Perspectives

Les perspectives économiques de l'Iraq devraient s'améliorer dans l'hypothèse où l'environnement sécuritaire devient plus favorable et où les mesures d'assainissement des finances publiques et les réformes se poursuivent. La croissance globale du PIB devrait revenir dans le vert en 2018 suite à l'expiration de la mesure de réduction de la production pétrolière décidée par l'OPEP. À moyen terme, la production pétrolière ne devrait augmenter que légèrement, car le Gouvernement fédéral n'a pas les moyens d'accroître les investissements dans le secteur pétrolier. Tirée par les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services, la croissance économique non pétrolière devrait, selon des projections prudentes, se redresser pour s'établir approximativement à la moitié de son niveau moyen d'avant 2014, soit 4 %, étant donné que les explosions de violence récurrentes et la présence persistante de l'EIIS pourraient retarder les investissements et les réformes. Le déficit budgétaire devrait se réduire en raison des mesures d'assainissement des dépenses courantes primaires non pétrolières, tout en continuant de protéger les dépenses sociales à hauteur d'environ 22 % des dépenses non pétrolières. Le compte courant devrait rester dans le rouge, mais s'améliorer en raison de la hausse des cours du pétrole. La dette publique devrait atteindre un pic de 65 % du PIB en 2018, mais les coûts de la reconstruction ne rentrent pas dans le cadre budgétaire.

Risques et défis

Les risques d'une détérioration de la situation incluent la persistance des problèmes de sécurité, qui pourraient continuer à perturber les efforts de reconstruction après la libération de Mossoul, et la baisse des cours du pétrole, qui pourrait exercer de nouvelles pressions sur le double déficit de l'Iraq et appeler un nouveau rééquilibrage des finances publiques ou des financements externes supplémentaires. La dette extérieure reste très vulnérable à une nouvelle baisse des cours du pétrole ou à une dépréciation du taux de change réel. Des risques existent aussi en ce qui concerne la capacité du Gouvernement fédéral à fournir des services publics même dans les régions qui ne sont pas touchées par la violence et à entamer le travail de reconstruction du pays. Les tensions pourraient être ravivées entre Bagdad et Erbil après la décision du Gouvernement régional du Kurdistan d'organiser un référendum d'indépendance en septembre 2017. L'escalade des tensions politiques et des attaques terroristes avant les élections générales et provinciales d'avril 2018 représentent des risques supplémentaires.

TABLEAU 2 **République d'Iraq** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	0.7	4.8	11.0	-0.5	3.0	1.7
Consommation privée	7.6	20.0	13.2	2.1	3.1	3.4
Consommation des administrations publiques	-13.2	29.1	5.7	9.4	-3.9	-3.5
Formation brute de capital fixe	22.3	-2.1	-30.2	1.0	-0.4	-1.3
Exportations, biens et services	10.7	28.3	13.1	-2.0	4.4	1.5
Importations, biens et services	-7.2	11.2	-5.3	13.0	-2.1	-1.1
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	0.7	4.8	11.0	-0.4	2.9	1.7
Agriculture	-11.2	-49.3	59.6	0.0	7.0	7.0
Industrie	4.1	9.3	18.6	-1.0	3.5	1.3
Services	-3.9	2.4	-7.2	1.2	1.1	2.2
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.2	1.4	0.4	2.0	2.0	2.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	2.6	-6.5	-8.7	-6.3	-6.7	-4.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-5.3	-12.3	-14.1	-5.1	-4.8	-1.7
Dette (en % du PIB)	32.1	55.1	66.7	63.8	65.3	64.3
Solde primaire (% du PIB)	-5.0	-11.7	-13.4	-3.8	-3.7	-0.5

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

JORDANIE

Dans un contexte de conjoncture régionale difficile, l'économie de la Jordanie reste morose, bien qu'elle enregistre une modeste reprise en 2017, à la faveur de l'augmentation de l'activité touristique et de l'exploitation de mines et de carrières. Cette morosité vient pourtant s'ajouter à l'incertitude persistante concernant les crises en Syrie et en Iraq et la durée du ralentissement dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) d'une part, et la lenteur du rythme des réformes structurelles de l'autre.

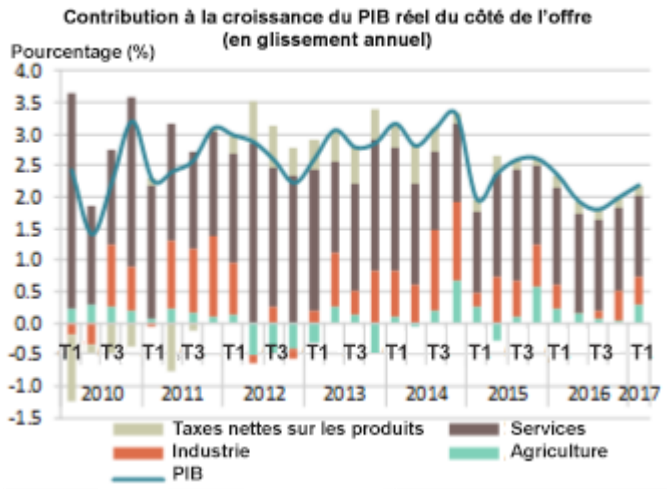
Évolutions récentes

La croissance du PIB réel en 2017 devrait être de 2,3 %, soit une timide augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport au taux de 2016. Les services ont continué d'être le principal moteur de la croissance du PIB en 2017 (graphique 1), propulsé par de bons résultats dans le secteur du tourisme, qui a affiché une croissance à deux chiffres des recettes et des arrivées au premier semestre. Le secteur du tourisme a plus que compensé le ralentissement de l'activité économique dans les pays du CCG en attirant des visiteurs d'autres régions du monde, en particulier l'Asie. Le secteur industriel de la Jordanie regagne de l'élan grâce au redressement de l'exploitation des mines et des carrières, qui a progressé de 14,7 % au premier trimestre de 2017 (T1-2017), alors qu'elle s'était contractée de 8,4 %, en glissement annuel, au premier trimestre de 2015. En raison de ces évolutions et d'une hausse des prix de la potasse, les exportations nettes de biens et de services devraient tirer la croissance du PIB du côté de la demande, comme en 2016. D'un point de vue structurel, si l'industrie représente un quart du PIB, elle constitue la principale source de la solidité de la croissance du PIB.

En 2017, la situation budgétaire de la Jordanie devrait s'améliorer par suite des mesures d'assainissement des finances publiques prises par le gouvernement en application du programme du Fonds monétaire international. Le rétrécissement des déséquilibres budgétaires devrait néanmoins se concrétiser à un rythme plus lent que prévu initialement dans le cadre du programme, du fait de la faiblesse de la croissance économique. Le déficit budgétaire global prévu, hors dons (dons compris), restera largement inchangé par rapport aux niveaux de 2016, à 6 (3,3) % du PIB. Sur le plan extérieur, malgré une facture énergétique plus élevée des importations d'énergie, qui reflète la hausse des cours mondiaux du pétrole, le gros déficit du compte courant devrait se réduire grâce à la croissance du tourisme principalement.

La politique monétaire de la Jordanie continue de cibler l'arrimage du taux de change du dinar jordanien au dollar, la Banque centrale de Jordanie (BCJ) ayant relevé les taux d'intérêt à quatre reprises depuis décembre 2016 – une fois de 50 points de base et trois fois de 25 points de base chacune – dans une tentative de maintenir une prime de risque attrayante par rapport aux taux du Conseil de la Réserve fédérale (FED). La baisse des entrées de devises, la pression sur le marché des changes et l'augmentation des taux de dollarisation pèsent toutes sur les réserves de change de la banque centrale, qui ont diminué pour s'établir à 11,2 milliards de dollars en fin juillet (couvrant 7,2 mois d'importations, hors réexportations). Pendant ce temps, après une période déflationniste de deux ans, les principaux prix à la consommation ont rebondi parallèlement au redressement des prix du pétrole et des denrées alimentaires au niveau mondial. Le taux d'inflation moyen pour la période allant de janvier à juillet 2017 a atteint 3,4 %.

GRAPHIQUE 1 **Jordanie** / La croissance, quoiqu'atone, est alimentée par un éventail de secteurs du côté de l'offre



Sources : Direction de la statistique et calculs des services de la Banque mondiale.

Si la croissance économique est faiblement équilibrée, le marché du travail quant à lui fait face à un stress important. Au premier trimestre de 2017, le taux de chômage était de 18,2 % en moyenne, alors que la participation au marché travail était de 40,5 % en moyenne, ces deux chiffres reflétant une grande hétérogénéité entre les hommes et femmes (graphique 2), puisque la participation de la main-d'œuvre féminine en Jordanie est nettement inférieure aux moyennes de la région MENA et des autres régions.

Perspectives

La situation de référence de la Jordanie devrait rester sensiblement affectée par les événements régionaux en Iraq et en Syrie et par le ralentissement de la performance économique du CCG. Si le rythme des réformes économiques reste lent, la reprise de l'activité économique ne devrait être que marginale. Les services et les industries devraient continuer de tirer l'économie. Du côté de la demande, la consommation et l'investissement (immobilier) privés devraient reprendre de la vigueur après des périodes de stagnation, et ce malgré les mesures d'austérité monétaire prises par la BCJ et dont les effets ont été atténués par les recours du gouvernement aux financements extérieurs pour couvrir ses besoins budgétaires. En outre, la réouverture récente (fin août) de la route commerciale de Karameh reliant la Jordanie et l'Iraq devrait avoir un impact positif sur le commerce international, à moyen terme, sous l'effet notamment des retombées du corridor commercial.

Le déficit du compte courant de la Jordanie devrait diminuer progressivement à moyen terme, principalement en raison de la progression des exportations de marchandises et du tourisme, dépassant la croissance des importations du fait de la hausse des importations d'énergie (reflétant la hausse des cours du pétrole). Les transferts courants et les entrées de capitaux devraient demeurer faibles compte tenu de la croissance modérée prévue dans les économies du CCG.

La Jordanie devrait rester dans une logique d'austérité budgétaire et monétaire. L'effort d'assainissement des finances publiques continuera d'être axé sur mesures favorisant l'accroissement des recettes et la réduction des dépenses, comme le gouvernement adhère au programme du FMI. On s'attend également à un durcissement de la politique monétaire pour préserver l'attractivité du dinar jordanien au regard des hausses des taux de la Réserve fédérale américaine et du soutien en faveur de l'arrimage du taux de change du dinar au dollar.

Risques et défis

Avec des perspectives régionales sombres, des réformes économiques peu vigoureuses et l'adoption de politiques d'austérité budgétaire et monétaire, on peut difficilement entrevoir une reprise forte de la croissance. Bien que la réouverture des routes commerciales avec l'Iraq soit de bon augure pour la consommation et l'investissement, étant donné que l'économie jordanienne est tournée vers l'extérieur et axée sur le soutien des marchés dans le CCG, en Syrie et en Iraq, les conflits violents et le déplacement de populations dans la région continueront d'affecter l'économie. La vulnérabilité macroéconomique à long terme de la Jordanie provient de déséquilibres internes et externes considérables qui génèrent de gros besoins de financement, lesquels sont généralement comblés par l'aide internationale et les transferts venant de la région. La stabilité financière et économique peut se trouver compromise lorsque ces sources de financement s'amenuisent.

TABLEAU 2 Jordanie / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3.1	2.4	2.0	2.3	2.4	2.5
Consommation privée	-2.6	8.5	-0.3	0.1	1.1	1.8
Consommation des administrations publiques	6.5	3.6	8.1	-1.6	0.8	1.3
Formation brute de capital fixe	2.1	-8.0	-7.3	2.2	3.1	4.0
Exportations, biens et services	7.5	-9.0	-2.8	6.7	6.7	4.5
Importations, biens et services	-0.9	-3.0	-7.1	0.7	3.1	3.1
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3.2	2.6	2.2	2.3	2.3	2.5
Agriculture	7.6	5.0	3.8	1.5	1.5	1.8
Industrie	3.9	2.2	1.0	2.0	2.8	2.7
Services	2.7	2.7	2.6	2.4	2.1	2.5
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.9	-0.9	-0.8	3.1	1.9	2.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-7.3	-9.1	-9.3	-8.7	-8.6	-8.5
Compte financier et capital (% du PIB)	4.3	7.3	8.6	8.1	10.1	8.6
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	5.8	4.3	4.0	3.9	3.9	3.8
Solde budgétaire (% du PIB)[1/]	-9.3	-3.6	-3.2	-3.3	-1.6	-0.5
Dette (en % du PIB)[2/]	89.0	93.4	95.1	95.6	94.1	91.8
Solde primaire (% du PIB)[1/]	-5.7	-0.1	-0.2	0.1	2.1	3.2

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.
1/ Inclut le déficit budgétaire de 1,5 du PIB en 2018 et de 3 % du PIB en 2019.
2/ Dettes brutes contractées ou garanties par l'État. Inclut les emprunts estimés de l'Autorité jordanienne de l'eau (WAJ) pour 2017-2019.

KOWEÏT

Les réductions de la production de pétrole dans le cadre l'OPEP ont pesé sur la croissance. Cependant, la production devrait repartir progressivement, soutenue par une activité non pétrolière encore dynamique et des dépenses d'infrastructure tout aussi porteuses, et ce alors que la production de pétrole augmente. La pression qui était exercée sur le solde budgétaire et sur la balance des opérations courantes est en train de diminuer. La dépendance à l'égard des hydrocarbures et l'opposition du parlement à des réformes structurelles en profondeur constituent les principaux défis à relever.

Évolutions récentes

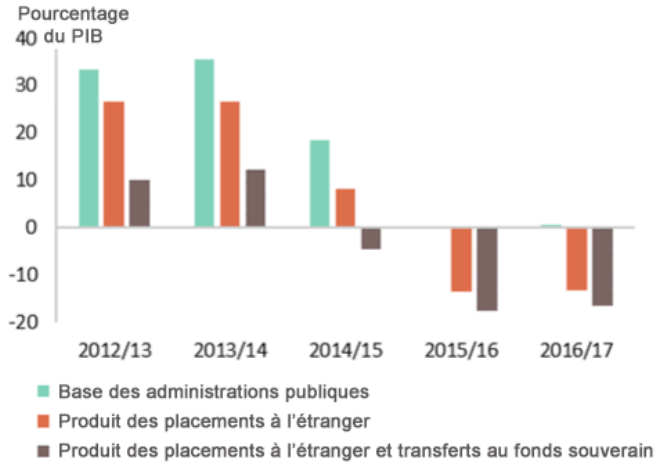
Les réductions de la production pétrolière dans le cadre de l'OPEP ayant pesé sur la croissance, le PIB devrait reculer de 1 % en 2017, après une augmentation de 3,6 % en 2016. Les hydrocarbures représentent près de la moitié du PIB et la décision prise en juin par l'OPEP de prolonger la réduction de la production jusqu'au premier trimestre de 2018 pèse sur la production et les exportations de pétrole. En dehors du secteur pétrolier, l'activité est restée soutenue par la mise en œuvre du Plan de développement quinquennal (2015/2016-2019/2020) qui comporte plusieurs projets de grande envergure axés sur les infrastructures, les transports et le raffinage. En janvier, le gouvernement a publié le nouveau Plan stratégique du Koweït à l'horizon 2035 dont l'objectif est de transformer le pays en un pôle financier et commercial d'envergure régionale, dans le cadre des efforts de diversification économique à long terme.

Les données reçues indiquent que l'activité non pétrolière continue de se développer. La confiance des consommateurs a augmenté en juillet pour atteindre son plus haut niveau depuis près de deux ans, bien qu'elle reste bien en dessous des niveaux de 2014 avant la chute des prix mondiaux du pétrole. Les dépenses de consommation, reflétées dans les transactions au niveau des points de vente, ont augmenté au deuxième trimestre, à hauteur de 9 % en glissement annuel. Les mesures correctives prises sur les marchés immobiliers au cours des deux dernières années semblent avoir porté leurs fruits : les prix de l'immobilier se sont stabilisés au cours des derniers mois et les ventes dans le secteur résidentiel ont augmenté de 43 % en juillet. Alors que le secteur bancaire demeure convenablement capitalisé et affiche globalement une bonne santé, les prêts bancaires aux entreprises et aux ménages, eux, ont ralenti durant l'année écoulée. Cependant, la croissance des prêts aux secteurs d'activité « productifs » (à l'exclusion des prêts immobiliers et des prêts de titres) est restée résiliente, à 8,4 % en juillet.

Les positions extérieures restent solides et favorables à la parité de change de la monnaie koweïtienne, soutenues par un fonds souverain estimé à plus de 600 milliards de dollars et bénéficiant d'une amélioration modeste des prix du pétrole durant l'année écoulée. Le Koweït a affiché un déficit du compte courant représentant 4,5 % du PIB en 2016, un recul considérable par rapport à un excédent de 45 % en 2013. Les données trimestrielles montrent que le solde du compte courant tend à nouveau vers un excédent modeste réalisé sur la hausse des recettes pétrolières. La croissance des importations est également restée forte, les importations de biens d'équipement ayant augmenté de 25 % au premier trimestre en glissement annuel, ce qui traduit la bonne santé de la demande intérieure liée aux projets d'infrastructure gouvernementaux.

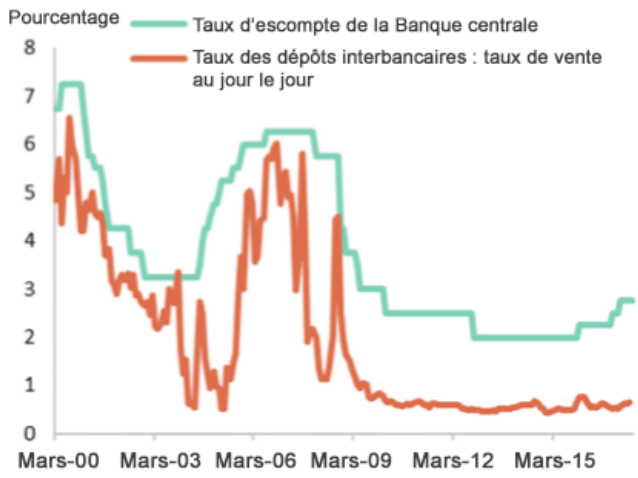
Bien qu'elle s'améliore, la situation financière reste entravée par des contraintes, reflétant la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, qui représentent près de 90 % des recettes publiques. Les prix du pétrole demeurant bas, l'État a affiché des déficits consécutifs de l'ordre de 17 % du PIB (hors produit des placements provenant du fonds souverain et après transferts audit fonds) au cours des deux dernières années, loin des excédents à deux chiffres d'avant 2014. Cependant, au niveau des administrations publiques, les finances du secteur public affichent un léger excédent. Malgré les efforts de rationalisation des dépenses, les réformes budgétaires demeurent discutables. Le gouvernement a commencé par augmenter les prix des services publics en septembre 2016, mais les hausses du deuxième cycle de réformes des tarifs de l'électricité et de l'eau en

GRAPHIQUE 1 **Koweït** / Soldes des opérations des administrations publiques, en pourcentage du PIB



Sources : Ministère des Finances, Banque mondiale et Haver.

GRAPHIQUE 2 **Koweït** / Taux d'intérêt intérieurs



Sources : Banque centrale du Koweït, Haver.

cours d'exécution sont inférieures à celles initialement envisagées. Le projet d'introduction d'un impôt sur les sociétés, au taux fixe de 10 %, a également été mis au placard. En conséquence, le gouvernement a été contraint de chercher à réaliser des économies dans d'autres domaines, notamment les PPP (partenariats public-privé) pour le financement des projets d'infrastructure, l'application d'une TVA (prévue en janvier 2018) et la privatisation de certains actifs de l'État. Le Koweït a émis une première obligation internationale de 10 milliards de dollars en mars, mais la dette publique brute reste faible, à près de 20 % du PIB.

Malgré les hausses des prix du carburant appliquées en septembre 2016, l'inflation est restée faible, à en moyenne 1,7 % depuis le début de l'année en raison de la baisse des coûts du logement et de l'inflation alimentaire qui est constamment faible. L'ancrage de la monnaie nationale à un panier de devises non déclaré, dans lequel le dollar des États-Unis a un poids important, s'est traduit par un relèvement des taux d'intérêt par la Banque centrale du Koweït (CBK) en tandem avec la Réserve fédérale américaine. Cependant, en juin, la Banque centrale du Koweït a choisi de maintenir son principal taux directeur bien que la Réserve fédérale américaine ait revu le sien à la hausse.

Pays riche en pétrole, le Koweït ne connaît pratiquement pas de pauvreté absolue ni de de chômage involontaire. Quatre-vingts pour cent des nationaux qui ont des emplois travaillent dans le secteur public. En revanche, les immigrants, qui représentent les deux tiers de la population, constituent l'essentiel des résidents à faible revenu. Des salaires impayés ou retardés, des conditions de travail difficiles et la crainte de la répression constituent des sources supplémentaires de préoccupations pour les travailleurs immigrés.

Un concept relatif de niveau de vie peut être plus approprié pour un pays riche comme le Koweït. Une analyse plus détaillée est rendue difficile par les restrictions sur l'accès aux données relatives aux ménages.

Perspectives

La croissance devrait rebondir à 3,5 % en 2019, à mesure que les réductions de production pétrolière décidées dans le cadre de l'OPEP sont levées et que la production et les exportations de pétrole augmentent. Le gouvernement prévoit d'investir 115 milliards de dollars dans le secteur pétrolier au cours des cinq prochaines années, ce qui devrait également permettre d'accroître la production de pétrole. Avec un soutien supplémentaire provenant des dépenses d'investissement public, la croissance devrait augmenter à environ 2,7 % à moyen terme. Dopées par la remontée des cours du pétrole et la hausse de la production, les pressions sur le compte courant et sur le budget devraient être allégées elles aussi. La situation de référence retenue suppose la réforme progressive des dépenses et des recettes, notamment l'introduction de la TVA en 2018, dont la mise en application par le Koweït est en bonne voie.

Risques et défis

Les principaux risques extérieurs concernent les répercussions des tensions et conflits géopolitiques. Une remontée du niveau de production des hydrocarbures aux États-Unis entraînée par un assouplissement de la réglementation de l'activité économique par la nouvelle administration américaine pourrait peser de son poids sur les cours mondiaux du pétrole, en particulier si les États-Unis se posent en grand exportateur d'énergie. Les défis à plus long terme relèvent de la dépendance du Koweït à l'égard du secteur des hydrocarbures. L'absence d'un environnement favorable aux entreprises et la taille considérable du secteur public ont entravé le développement du secteur privé non pétrolier. De vastes réformes sont nécessaires pour rééquilibrer l'économie en l'affranchissant de sa dépendance par rapport au secteur de l'énergie et l'orienter vers une trajectoire de croissance plus diversifiée reposant sur l'innovation, l'investissement privé et la création d'emplois, ainsi la qualité de sa main-œuvre.

TABLEAU 2 Koweït / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	0.5	0.6	3.6	-1.0	1.9	3.5
Consommation privée	4.9	1.5	1.0	2.0	2.0	3.0
Consommation des administrations publiques	0.8	0.5	0.4	3.4	-1.8	0.2
Formation brute de capital fixe	2.7	-0.7	4.3	12.1	8.2	13.9
Exportations, biens et services	1.4	1.0	5.2	-3.2	2.8	2.3
Importations, biens et services	8.0	1.4	6.0	4.5	5.0	5.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	0.9	-1.4	3.4	-0.9	1.8	3.4
Agriculture	7.3	2.9	2.5	0.7	2.3	3.4
Industrie	-0.5	-1.8	4.0	-3.5	2.0	1.6
Services	3.5	-0.8	2.5	3.7	1.6	6.4
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.9	3.2	2.6	1.7	1.8	1.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	32.5	4.5	-4.5	0.1	1.8	2.8
Compte financier et capital (% du PIB)	-36.1	-8.1	0.8	-3.7	-5.4	-6.5
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	-9.0	-12.7	-5.0	-3.0	-2.0	-2.0
Solde budgétaire (% du PIB)	18.7	0.0	0.5	1.7	1.6	2.5
Dette (en % du PIB)	3.1	5.2	10.0	22.3	27.6	31.7
Solde primaire (% du PIB)	18.8	0.1	0.5	1.8	1.9	2.9

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

LIBAN

L'impasse politique prolongée au Liban s'est dénouée par l'élection du président Aoun en octobre 2016 et la formation par la suite d'un gouvernement d'union nationale. Depuis lors, les dirigeants politiques se sont mis d'accord sur loi électorale parlementaire longtemps contestée, l'ajustement de l'échelle des salaires et la loi sur les partenariats public-privé. La crise syrienne qui s'éternise et la lenteur du rythme des réformes structurelles constituent des obstacles majeurs à la croissance potentielle. Des risques macro-financiers importants subsistent.

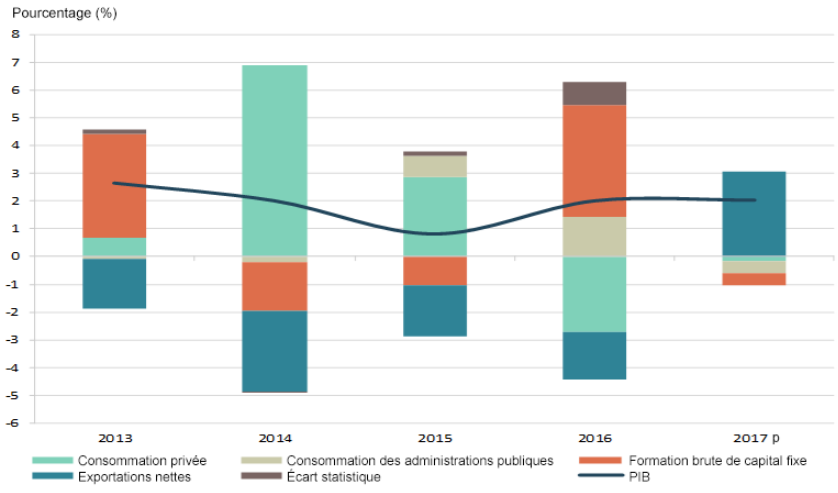
Évolutions récentes

Pour 2017, le taux de croissance du PIB réel devrait être de 2 %, le même qu'en 2016, le principal moteur étant les services, en particulier le tourisme. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2017 (5-M 2017), les arrivées de touristes ont augmenté de 12,8 % (en glissement annuel), tandis que les taux d'occupation des hôtels ont été de 65,2 % en moyenne, soit une progression de 8,4 points de pourcentage par rapport à 2016, représentant le taux le plus élevé depuis 2012. Du côté de la demande, la baisse sur trois ans (2014-2016) de la contribution de la consommation privée à la croissance du PIB semble persister, tout comme l'amélioration sur trois ans de la contribution de la formation brute de capital fixe qui vient la compenser. Pour 2017, la croissance semble être uniquement tirée par les exportations nettes de biens et de services, qui s'explique par une reprise des exportations, un effet de base faible et la stagnation des importations (graphique 1). Sur le plan structurel, l'économie reste largement reposer sur les services (notamment l'immobilier, le commerce de détail et les services financiers) et orientée vers la région, ce qui la rend vulnérable à l'instabilité de la croissance et à des déséquilibres macroéconomiques importants.

Après cinq années de débat, les ajustements de l'échelle des salaires pour la fonction publique, le personnel militaire et les enseignants du secteur public ont finalement été promulgués, pour un coût estimé à près de 2 % du PIB. Tout à son mérite, l'État entendait mener une réforme sans incidence budgétaire, ce qui l'a contraint à prendre des mesures de large portée axées sur les revenus. Le déficit budgétaire global pour 2017 devrait rester à environ 9 % du PIB, avec une légère amélioration du solde primaire. Toutefois, une croissance atone du PIB et des paiements d'intérêts élevés auront pour effet de maintenir le ratio de dette/PIB sur une trajectoire peu viable tendant vers les 155 % projetés d'ici la fin de 2017.

Sur le plan extérieur, une reprise des exportations de marchandises combinée à la stagnation des importations devrait réduire le déficit du compte courant d'environ 2 points de pourcentage pour le ramener à environ 18 % du PIB en 2017. Malgré cette amélioration, le déficit extérieur du Liban demeure parmi les plus élevés au monde, ce qui contraint le pays à dépendre largement des flux de capitaux à court terme et l'expose à des risques de refinancement importants. Pour renforcer la confiance, la banque centrale, la Banque du Liban (BdL), a cherché à inverser la tendance à la baisse de ses réserves extérieures et à ralentir les taux de croissance des dépôts dans les banques en lançant une opération de swap de grande envergure et très généreuse (pour les banques commerciales) en 2016. Les retombées positives ont été de courte durée et les répercussions néfastes ont commencé à se faire sentir au printemps 2017 ; de mars 2017 à mai, les réserves de la BdL ont diminué de 2,7 milliards de dollars, soit une perte de près de la moitié de ses gains au cours de la période allant de juin 2016 à février 2017. En réponse, la BdL a procédé au lancement d'une autre opération de swap, qui a contribué au redressement des réserves enregistré en juin à hauteur de 1,8 milliard de dollars. Ce redressement était néanmoins dû au rapatriement des avoirs extérieurs des banques. En réalité, la position nette des avoirs extérieurs des acteurs économiques au premier semestre de 2017 a reculé de 1,1 milliard de dollars, ce qui témoigne de la fragilité de cette dynamique.

GRAPHIQUE 1 Liban / Les exportations nettes devraient tirer la croissance en 2017



Sources : Autorités libanaises et calculs des services de la Banque mondiale.

Perspectives

Les perspectives économiques à moyen terme du Liban demeurent sombres. Selon les projections, la croissance annuelle continue de tourner autour 2 % à moyen terme, et se situera à 2,5% en 2018 en raison de l'augmentation prévue des dépenses (publiques et privées) motivées par les prochaines élections législatives prévues en mai. Ces projections se fondent sur les hypothèses suivantes : i) que la guerre en Syrie se poursuit et que les répercussions au Liban, bien que significatives, restent maîtrisées ; et ii) qu'un programme de réformes pour stimuler la croissance potentielle ne se réalisera pas. En outre, les exportations de biens et de services devraient continuer de se remettre d'un effet de base faible, ce qui laisse le secteur extérieur freiner la croissance.

Sur le plan budgétaire, l'augmentation des dépenses induite par les élections de 2018 et les paiements d'intérêts plus élevés seront partiellement compensés par les mesures génératrices de recettes promulguées en 2017, ce qui fait que le déficit budgétaire global n'augmentera que légèrement. La balance des opérations courantes, en revanche, va se détériorer de manière plus significative alors que les importations commenceront à partir à la hausse et qu'enfin les effets négatifs différés de la baisse des cours du pétrole se feront ressentir à travers les transferts de fonds.

Risques et défis

La sécurité et les problèmes politiques continuent d'être les principales préoccupations du Liban. Le pays est exposé aux conséquences d'un ralentissement de l'accumulation de ses avoirs extérieurs nets face à d'importants déficits courants et budgétaires persistants. Plus généralement, un cadre macro-budgétaire fragile, sous-tendu par des ratios de solvabilité insoutenables, ainsi que par d'importants déficits courants et budgétaires persistants, dans le contexte d'un régime de change fixe, fait courir au pays des risques de change et de refinancement non négligeables. Le recours aux dépôts pour financer ces déséquilibres pourrait s'avérer difficile au regard des données récentes sur la croissance des dépôts des banques commerciales.

Les réformes structurelles cruciales dans les domaines des finances publiques, de l'énergie, de la protection sociale et du cadre des affaires échappent encore au gouvernement, bien que des décisions très importantes aient été prises récemment. En outre, le nouveau parlement est à pied d'œuvre pour adopter son premier budget public depuis 2005. Néanmoins, au lieu d'un effort de réforme soutenu, l'activisme de la Banque centrale fait face à des risques macro-financiers. Premièrement, la normalisation attendue des taux d'intérêt mondiaux fait qu'il sera plus difficile d'attirer les dépôts en devises fortes, à moins que les taux d'intérêt intérieurs n'augmentent aussi, ce qui ne cadre pas avec les objectifs des interventions de la BdL à ce jour. Deuxièmement, la réponse enthousiaste aux prêts subventionnés de la BdL a contribué à stimuler l'activité économique, mais après plusieurs années d'opérations de prêt de ce type, il y a lieu d'accorder une plus grande attention à la question de l'endettement et de la capacité de remboursement des ménages.

L'un des principaux obstacles à l'amélioration des politiques fondées sur des données empiriques tient à l'amélioration des données et au renforcement de la base d'analyse des pouvoirs publics, notamment au sein de l'Administration centrale de la statistique pour mesurer et suivre la pauvreté. L'amélioration du système de données permettrait de mieux cerner l'incidence macroéconomique de la crise des réfugiés.

TABLEAU 2 **Liban** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	2.0	0.8	2.0	2.0	2.5	2.0
Consommation privée	8.0	3.1	-2.9	-0.2	2.3	3.0
Consommation des administrations publiques	-1.6	6.0	10.9	-2.9	3.2	5.1
Formation brute de capital fixe	-6.8	-2.6	17.8	-1.7	5.0	-0.5
Exportations, biens et services	-9.5	7.2	-5.0	4.4	3.6	1.4
Importations, biens et services	-0.4	6.9	0.2	-2.2	3.9	2.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	2.1	0.3	4.6	2.2	2.0	2.0
Agriculture	14.7	-14.0	1.5	-8.5	2.5	0.0
Industrie	-3.4	-5.5	-2.8	-13.8	3.4	2.5
Services	2.5	2.2	6.1	5.2	1.8	2.1
Inflation (indice des prix à la consommation)	0.2	-3.1	-0.8	3.8	2.5	1.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-24.3	-16.3	-19.8	-17.9	-19.4	-19.5
Compte financier et capital (% du PIB)	26.6	22.3	18.8	14.0	14.1	12.3
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	3.5	3.4	4.0	4.0	4.0	4.0
Solde budgétaire (% du PIB)	-6.3	-7.8	-9.6	-9.2	-9.6	-9.8
Dette (en % du PIB)	138.7	142.2	151.0	155.1	158.9	162.7
Solde primaire (% du PIB)	2.5	1.2	0.0	0.8	0.9	1.2

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

LIBYE

Malgré des progrès limités, l'économie libyenne reste encore en dessous de son potentiel, entravée par la persistance d'un conflit politique violent. Le double déficit reste gros et un cadre pour le résorber fait défaut, ce qui exacerbe l'instabilité du cadre macroéconomique. L'inflation s'est accélérée, rognant encore plus le pouvoir d'achat de la population et contribuant probablement ainsi à une augmentation de la pauvreté. À moyen terme, les défis vont au-delà de la reconstruction pour englober la prise en compte des défaillances en matière de développement datant d'avant 2011, la diversification de l'économie et la promotion du développement du secteur privé.

Évolutions récentes

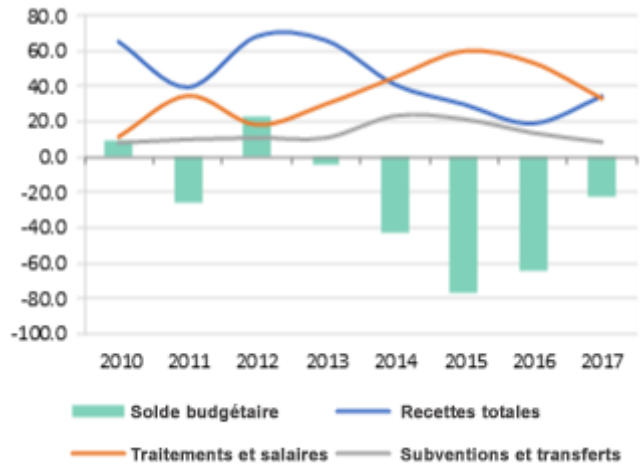
Malgré de bons résultats de croissance du secteur pétrolier, l'économie libyenne pâtit toujours des conflits politiques qui l'empêchent de réaliser son potentiel. Après quatre années de récession, s'est redressée au premier semestre de 2017, grâce au redémarrage de la production d'hydrocarbures après la reprise aux mains des milices des principaux gisements pétroliers l'année dernière. Les secteurs hors hydrocarbures sont restés silencieux, inhibés par le manque de fonds et de sécurité. Le PIB devrait augmenter de 25,6 % en 2017, ce qui permettra un accroissement sensible du revenu par habitant, qui s'établira à 65 % de son niveau de 2010 après avoir perdu plus de la moitié de sa valeur.

Les prix de la quasi-totalité des produits de base ont continué d'augmenter au cours du premier semestre de 2017, ce qui a davantage entamé le pouvoir d'achat de la population. L'inflation a atteint un niveau record de 28,5 % au premier semestre de 2017, après les 25,9 % enregistrés l'année dernière. Elle est essentiellement favorisée par de grosses pénuries dans les chaînes d'approvisionnement des produits de base, la spéculation sur les marchés noirs qui gagnent de l'ampleur, la suppression de fait des subventions alimentaires due à un manque de fonds, et une forte dévaluation du dinar libyen sur les marchés parallèles. Une inflation élevée conjuguée à de piètres performances dans les secteurs hors hydrocarbures a probablement contribué à augmenter la pauvreté et à exacerber l'exclusion socio-économique.

Bien qu'on y observe des progrès, les finances publiques devraient rester tendues en 2017, sous l'effet des incertitudes politiques persistantes. Les recettes budgétaires devraient augmenter sensiblement en 2017 grâce à l'accroissement de la production d'hydrocarbures. Elles atteindront 24,6 milliards de dinars libyens, soit 34,6 % du PIB. Elles ne sont néanmoins pas suffisantes pour couvrir les salaires du secteur public (33,3 % du PIB), qui sont encore élevés malgré les efforts déployés pour supprimer les doubles paiements de la masse salariale, notamment l'extension de la portée et la mise en application de l'utilisation du système national d'identification. Les subventions (8,9 % du PIB) continuent d'absorber une quantité importante de ressources budgétaires, tandis que les dépenses en immobilisations demeurent faibles. Globalement, le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 22 % du PIB (63,9 % du PIB en 2016). Il déficit est principalement financé par des emprunts contractés auprès de la Banque centrale de Libye. La dette intérieure a augmenté rapidement pour atteindre 53,7 milliards de dinars libyens en fin mars 2017.

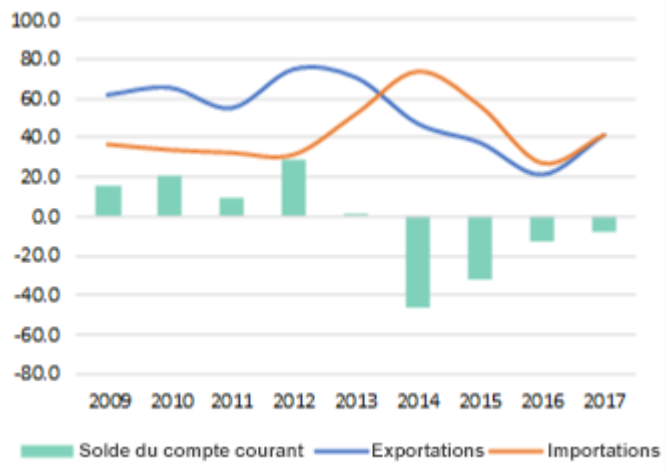
La balance des paiements s'améliore également, mais elle continue de pâtir de l'impasse politique en cours et de la faiblesse des cours du pétrole. L'amélioration relative de la sécurité autour des principales installations pétrolières a permis à la Libye d'augmenter considérablement les exportations de pétrole à une moyenne de 0,62 million de barils par jours au cours des sept premiers mois de 2017, mais dans de meilleures conditions de sécurité, la production peut atteindre 1 million de barils par jour. La production reste néanmoins encourageante en comparaison aux 0,27 million de barils par jour enregistrés sur la même période en 2016. Les recettes devraient ainsi tripler en 2017 pour

GRAPHIQUE 1 **Libye** / La faiblesse des recettes, exacerbée par un niveau élevé de la masse salariale et des subventions, grève les finances publiques, en % du PIB



Sources : Gouvernement de la Libye et estimations des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Libye** / Le tumulte dans le secteur des hydrocarbures et une consommation tirée par les importations entraînent une détérioration de la balance des paiements, en % du PIB



Sources : Gouvernement de la Libye et estimations des services de la Banque mondiale.

atteindre 20,8 milliards de dollars. Cette performance n'est pas suffisante pour assurer la viabilité du compte courant, étant donné que la Libye dépend largement des importations pour combler ses besoins en produits de consommation et biens intermédiaires. En effet, les importations devraient se redresser fortement cette année, ce qui maintiendra le déficit du compte courant à un niveau élevé, à quelque 8,3 % du PIB. Pour financer le déficit, la Libye devra recourir davantage à ses réserves de change. Celles-ci chuteront à environ 67,5 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2017, contre 123,5 milliards de dollars à la fin de 2012. Le taux de change officiel du dinar libyen par rapport au dollar des États-Unis a été stabilisé autour de son taux de change par rapport au DTS, tandis que sur le marché parallèle, le dinar libyen a perdu 82,5 % de sa valeur du fait de politiques monétaire et budgétaire peu efficaces et du peu de crédibilité qu'elles suscitent.

Perspectives

Des perspectives économiques plus favorables dépendront essentiellement des progrès accomplis pour dénouer l'impasse politique qui divise le pays, de l'amélioration de la situation sécuritaire. Le statu quo finira par conduire l'économie libyenne vers l'insolvabilité. Au rythme actuel des dépenses, si le contexte de conflit et d'insécurité persiste, les réserves de change poursuivront leur évolution vers l'épuisement, une perspective qui a déjà une incidence sur les attentes. À moyen terme, sous réserve de la restauration de la paix et du rétablissement de la sécurité, la croissance devrait suivre son cours et sa base devrait s'élargir en 2019-2020. Le solde budgétaire et le solde du compte courant vont s'améliorer sensiblement, enregistrant des excédents à partir de 2020. Les réserves en devises avoisineront en moyenne 60 milliards de dollars durant la période 2018-2020.

Risques et défis

Le scénario macroéconomique de référence présenté ci-dessus est très fragile, car il tient compte d'un épuisement rapide des amortisseurs suite à leur utilisation pour faire face aux difficultés. Cela nécessite des mesures immédiates pour maîtriser les dépenses courantes, en particulier la masse salariale et les subventions, et améliorer la gouvernance du secteur financier, ce qui contribuera également à stabiliser les prix. À moyen terme, le pays devra entreprendre de profondes réformes structurelles pour stabiliser le cadre macroéconomique et promouvoir une création d'emplois ayant pour moteur le secteur privé. Plus particulièrement, il faudra améliorer les recettes fiscales et la gestion des ressources financières et humaines publiques, en favorisant le développement et la diversification du secteur privé, la réforme du secteur financier et l'amélioration de l'environnement des affaires.

Le fait que la Libye soit essentiellement perçue comme une voie de transit pour les migrants a fait perdre de vue une crise des déplacés internes dans le pays. Le nombre élevé de déplacés internes aux perspectives de retour limitées exerce une pression sur la prestation de services. Selon l'OIM, en juin 2017, le pays comptait 226 164 déplacés internes, soit 33 % des personnes déplacées en 2011-2014. Les communautés d'accueil ont absorbé la majeure partie des déplacés internes, mais comme la situation perdure, leurs ressources et leurs services de base se raréfient et sont à bout de souffle. Les possibilités de retour sont faibles dans les zones sans danger, parce que la situation sécuritaire globale ne favorise pas une évaluation et une aide internationales. Pour la plupart des communautés déplacées à l'intérieur du pays – y compris les personnes déplacées depuis le début de la crise en 2011 – les perspectives d'un retour immédiat sont inexistantes, compte tenu des tensions intercommunautaires qui règnent.

TABLEAU 2 **Libye** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	-24.0	-6.1	-17.2	15.8	20.1	20.1
Consommation privée	-24.0	-6.1	-0.7	2.6	2.8	2.8
Consommation des administrations publiques	-32.1	-4.6	-32.3	-28.0	-10.9	-10.9
Formation brute de capital fixe	9.2	9.7	-8.0	23.6	89.8	89.8
Exportations, biens et services	-67.8	-27.1	-18.1	112.4	44.6	44.6
Importations, biens et services	-24.2	3.4	-3.5	8.7	4.8	4.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	..	..	..	..	..	..
Agriculture	..	..	..	..	..	..
Industrie	..	..	..	..	..	..
Services	..	..	..	..	..	..
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.4	9.2	3.5	3.0	2.7	2.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-48.1	-64.9	-94.5	-119.1	-86.4	-58.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-43.5	-77.1	-87.1	-53.1	-16.3	13.7
Dette (en % du PIB)	39.3	127.0	286.1	313.4	235.2	176.5
Solde primaire (% du PIB)	-41.8	-76.4	-85.1	-51.0	-14.7	14.9

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

TERRITOIRES PALESTINIENS

Suite à une période de reprise après la guerre de Gaza de 2014, la croissance dans les Territoires palestiniens a reculé à 0,7 % au premier semestre 2017, alors que les efforts de reconstruction ont ralenti et que la consommation privée a fléchi. S'établissant à 29 %, le taux de chômage continue d'être obstinément élevé. Compte tenu des contraintes qui ne cessent de peser sur la compétitivité économique, la croissance à moyen terme devrait se situer à 3 %. Une aide inférieure aux prévisions et la possibilité de nouveaux conflits présentent des risques de détérioration de la croissance et de l'emploi.

Évolutions récentes

La dernière guerre à Gaza a eu de graves conséquences sociales et économiques et a plongé l'économie palestinienne dans la récession en 2014. Les efforts de reconstruction ont permis un redressement de la croissance à une moyenne annuelle de 3 à 4 % en 2015-2016. Cependant, l'aide reçue pour la reconstruction s'est considérablement contractée en 2017, entraînant un ralentissement notable des activités de reconstruction. Cette situation, conjuguée à un ralentissement de la consommation privée en Cisjordanie du fait de tensions politiques, a porté la croissance du PIB réel à seulement 0,7 % au premier trimestre de l'année.

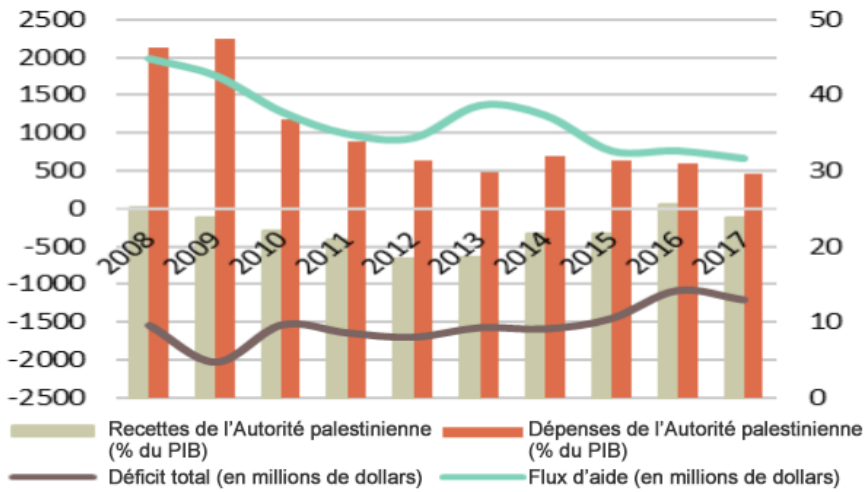
S'établissant à 29 %, le taux de chômage dans les Territoires palestiniens continue d'être obstinément élevé. À Gaza, il est de 44 %, soit plus du double de celui enregistré en Cisjordanie ; plus de 60 % des personnes âgées de 15 à 29 ans à Gaza n'ont pas de travail.

Après une légère déflation de 0,2 % en 2016, l'évolution des prix s'est redressée au cours des premiers mois de 2017 avant une nouvelle déflation en mi-année. Les prix globaux ont décliné de 0,7 % en juin 2017 (en glissement annuel), principalement en raison de la baisse des prix alimentaires et de la déflation en Israël favorisée par l'appréciation du nouveau shekel israélien –principale monnaie en circulation dans les Territoires palestiniens.

La situation financière de l'Autorité palestinienne est restée tendue au premier semestre de 2017 en raison d'une aide inférieure aux besoins. Les performances en matière de recettes publiques ont été bonnes du fait d'une meilleure administration fiscale par l'Autorité palestinienne et des transferts ponctuels de recettes par le Gouvernement israélien. L'Autorité palestinienne a également réussi à réduire ses dépenses au premier semestre de 2017 grâce principalement à la baisse des transferts et à l'incidence initiale des décisions de réduction des dépenses à Gaza. En conséquence, le déficit total (hors dons) s'est réduit de 16 % en glissement annuel. Parallèlement, l'aide au Trésor de l'Autorité palestinienne s'est contractée de 19 %, ce qui s'est traduit par un déficit de financement de 167 millions de dollars et une nouvelle accumulation d'arriérés de dettes à l'égard du secteur privé et du fonds de pension public.

Selon les estimations, le déficit du compte courant (transferts publics y compris) s'est réduit en 2016 pour s'établir à 10,4 % alors que le déficit commercial diminuait et que les transferts privés augmentaient. Le déficit commercial a atteint 38,6 % du PIB en 2016, contre 41 % en 2015, suite à une baisse des importations en provenance d'Israël – principal partenaire commercial des Territoires palestiniens – cette baisse étant elle-même due celle des prix du carburant et à la tendance des consommateurs palestiniens à boycotter les produits israéliens. Les exportations demeurent comprimées par les restrictions commerciales en cours et sont restées faibles, stagnant à environ 18 % du PIB. Les transferts

GRAPHIQUE 1 **Territoires palestiniens** / Estimations et perspectives : finances publiques



Sources : Ministère des Finances palestinien et estimations des services de la Banque mondiale.

privés en pourcentage du PIB ont doublé en 2016 pour atteindre 12,1 %, à la faveur de l'augmentation des transferts de fonds des Palestiniens travaillant à l'étranger.

Perspectives

Les perspectives économiques pour les Territoires palestiniens restent peu favorables. En supposant que les restrictions actuelles restent en place, que la situation sécuritaire reste relativement calme et que les décaissements d'aide s'accélèrent tout au long de l'année pour atteindre leur niveau projeté, le taux de croissance du PIB réel de l'économie palestinienne en 2017 devrait s'établir à 3 % : soit 2,7 % en Cisjordanie et 4 % à Gaza. Cette croissance modeste implique une stagnation du revenu réel par habitant et une augmentation du chômage.

Selon les projections, le déficit budgétaire (dons compris) devrait atteindre 3,8 % du PIB (1,2 milliard de dollars) en 2017. Dans le même temps, l'aide étrangère en 2017 pourrait chuter à environ 666 millions de dollars. En tenant compte du remboursement de la dette extérieure, on aboutit à un déficit de financement supérieur à 580 millions de dollars (soit 4 % du PIB). Les seules mesures prises par l'Autorité palestinienne ne suffiront pas à résorber le déficit. À moins que les bailleurs de fonds n'augmentent sensiblement l'aide, le déficit sera principalement financé par des arriérés de dettes envers le secteur privé et des emprunts contractés auprès des banques locales.

Le compte courant des Territoires palestiniens devrait rester dans le rouge dans les années à venir en raison de l'important déficit commercial persistant. La part des exportations palestiniennes dans l'économie devrait stagner à environ 17-18 % à moyen terme du fait des restrictions en cours imposées sur les échanges par le Gouvernement israélien. Avec une forte dépendance des Territoires palestiniens à l'égard des importations pour répondre à certains de leurs besoins fondamentaux, la part des importations dans l'économie tournera autour de 55 %. Par conséquent, le déficit du compte courant devrait rester élevé dans les prochaines années, à environ 13 % du PIB.

Risques et défis

Une reprise économique durable dans les Territoires palestiniens n'est pas possible compte tenu de l'impasse dans le processus de paix, des restrictions en cours imposées par Israël sur le commerce, les mouvements et l'accès aux ressources, parallèlement aux divisions politiques internes et à un environnement des affaires difficile. En conséquence, les risques de détérioration de la croissance et de l'emploi demeurent importants. Tout d'abord, les affrontements observés récemment en Cisjordanie peuvent éclater à nouveau, et si tel était le cas, la situation sécuritaire se dégraderait considérablement, ce qui aurait une incidence négative sur l'activité économique et la pauvreté. En outre, la croissance en Cisjordanie peut être pire que prévu si la diminution de l'aide des donateurs est plus importante que dans les projections actuelles. En ce qui concerne Gaza, des retards dans le processus de reconstruction sont possibles et, dans un tel scénario, la reprise du conflit armé ne peut pas être exclue, ce qui peut replonger l'économie dans la récession. Les récentes réductions des dépenses par l'Autorité palestinienne à Gaza peuvent également entraîner des tensions sociales. Bien qu'il existe un potentiel de redressement à Gaza si les relations avec l'Égypte s'améliorent, cela pourrait déstabiliser la situation politique en Cisjordanie.

TABLEAU 2 **Territoires palestiniens** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	-0.2	3.4	4.1	3.0	3.0	2.9
Consommation privée	3.5	6.2	3.6	4.5	4.5	4.3
Consommation des administrations publiques	3.7	5.8	0.1	3.5	3.2	3.2
Formation brute de capital fixe	-10.1	8.1	-0.2	3.0	-1.3	-1.6
Exportations, biens et services	9.6	2.6	5.5	-5.2	1.2	4.0
Importations, biens et services	4.1	9.5	1.8	2.9	3.4	4.1
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	-2.3	1.6	3.3	3.1	3.0	2.9
Agriculture	-7.6	-7.2	-11.0	0.5	1.4	1.6
Industrie	-13.8	-2.6	6.6	4.0	4.0	4.0
Services	3.1	3.8	3.0	2.9	2.7	2.5
Inflation (indice des prix à la consommation)	1.7	1.4	-0.2	0.5	1.6	2.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-7.4	-16.3	-10.4	-13.1	-13.2	-13.4
Compte financier et capital (% du PIB)	4.4	19.4	8.7	10.9	11.2	11.5
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	-0.2	0.2	1.2	1.1	1.1	1.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-2.8	-5.1	-2.4	-3.8	-3.3	-3.2

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

MAROC

Après une piètre performance en 2016, un grand rebond de la production agricole devrait stimuler la croissance économique en 2017. Entretemps, l'activité non agricole reste morose et l'inflation modérée. Bien que le déficit budgétaire ait légèrement diminué de 4 %, le déficit courant lui s'est creusé. Le nouveau gouvernement s'est engagé à des objectifs d'ajustement budgétaire et de programmes cruciaux. Beaucoup reste à faire pour réduire le chômage structurel, accroître la participation au marché du travail et assurer une croissance plus forte et plus inclusive.

Évolutions récentes

Après une grave sécheresse en 2016, l'économie marocaine, qui comprend encore un cycle agricole considérable, devrait rebondir en 2017. Tirée par une récolte céréalière supérieure à la moyenne, la croissance économique a progressé de 4,3 % au premier semestre de 2017 (contre 1,6 % au cours de la même période en 2016). La croissance de l'activité non agricole est toutefois restée moins prononcée, à 3,3 %. Les services et, dans une moindre mesure, les industries extractives ont été les principaux moteurs de la croissance non agricole. Le taux de chômage a augmenté, passant à 9,3 % au deuxième trimestre de 2017. Il est surtout élevé chez les jeunes (23,5 %) et les personnes instruites (17 %). L'inflation moyenne au premier semestre de 2017 est restée faible, à 0,3 %, reflétant la baisse des prix des denrées alimentaires.

Une politique budgétaire prudente a contribué à réduire davantage le déficit budgétaire en 2017 et à stabiliser la dette publique autour de 65 % du PIB. Sur le plan extérieur, le déficit commercial s'est creusé au premier semestre de 2017. L'augmentation de 6,6 % des exportations à la suite du redressement des prix des phosphates et des produits dérivés n'a pas pu compenser la hausse de 7,3 % des importations. La majeure partie des importations consistait en des produits énergétiques en raison de la hausse des prix de l'énergie, tandis que les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ont ralenti. Le déficit commercial a ainsi atteint près de 20 % du PIB. Le tourisme et les transferts de fonds sont restés stables.

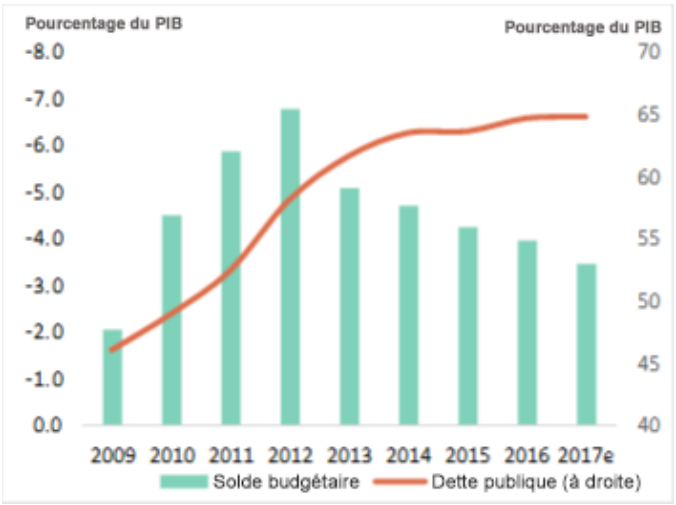
Le passage à un régime de change plus souple a été reporté de façon inattendue et les réserves internationales se sont contractées de près de 20 % durant la période précédant la réforme envisagée. Le nouveau chef du gouvernement a toutefois reporté cette opération la veille de la conférence de presse de son lancement. La crise sociale qui a eu lieu à Al Hoceïma et les attentes d'une nouvelle détérioration des finances publiques et des équilibres macroéconomiques ont peut-être été à l'origine de ce report. La chute des réserves internationales due aux spéculations des banques commerciales a également pesé dans la décision des autorités.

Perspectives

La croissance devrait ralentir en 2018 et la création d'emplois restera faible. La bonne récolte de 2017 entraînera une diminution des effets de base en 2018. La croissance du secteur non agricole estimée à environ 3 % ne suffira pas à augmenter sensiblement le taux de croissance économique. La création d'emplois dans de nouveaux secteurs industriels et dans le secteur des services n'est pas suffisante pour absorber les nouveaux entrants.

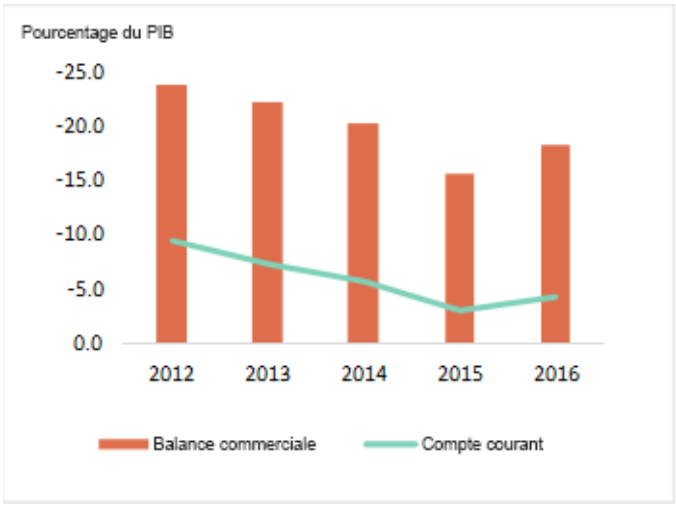
Bien que le déficit budgétaire soit censé diminuer progressivement, le déficit courant quant à lui devrait augmenter. Le déficit budgétaire continuera de se réduire

GRAPHIQUE 1 **Maroc** / Solde budgétaire et dette publique



Sources : Ministère de l'Économie et des Finances, estimations des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Maroc** / Déficits extérieurs



Source : Office des changes.

dans la mesure où les autorités cherchent à le ramener à moins de 3 % du PIB et à ramener la dette publique à 60 % en 2021. Parmi les principales mesures budgétaires prises, on citera l'augmentation des recettes de la TVA et la réduction des exonérations fiscales (dans le secteur agricole), le but étant de consolider le régime fiscal des sociétés et de mieux faire appliquer les paiements d'impôts par les travailleurs indépendants et les professions libérales. Le gouvernement est déterminé à réduire la masse salariale de la fonction publique, y compris les cotisations sociales, pour la ramener à 10,5 % du PIB à moyen terme. La dépendance à l'égard des importations d'énergie se fera sentir encore plus fortement, car la facture énergétique devrait augmenter. Les nouvelles industries d'exportation ne devraient pas se développer à un rythme plus élevé et resteront donc tributaires des importations d'intrants, ce qui limitera leur impact sur le compte courant. En somme, même si les transferts depuis l'étranger et les recettes touristiques restent dynamiques, le déficit financier restera important, à environ 5 % du PIB.

À moyen terme, le nouveau gouvernement est déterminé à mettre en œuvre des réformes structurelles pour stimuler la croissance potentielle et promouvoir une croissance plus inclusive, renforcer le cadre des affaires, moderniser l'administration publique et améliorer l'accès à des services publics de qualité. Le Maroc entend rejoindre le top 50 du classement Doing Business de la Banque mondiale d'ici 2021.

Risques et défis

Les disparités spatiales en matière d'accès aux services et aux infrastructures persistent malgré le programme de régionalisation et de décentralisation. Le développement économique inégal, combiné à une mauvaise coordination entre les organismes centraux et locaux, est à l'origine des retards qu'accusent de nombreuses régions dans le domaine de la prestation de services, en particulier les zones pauvres, ce qui contribue à creuser davantage l'écart entre les régions.

Les risques d'assombrissement des perspectives demeurent prépondérants. Les retards dans la mise en œuvre des réformes clés, dont les réformes budgétaires et structurelles, pourraient accroître la grogne sociale et avoir un impact négatif sur le secteur extérieur. La longue transition du taux de change pourrait entraîner des pressions sur les marchés et potentiellement abaisser les niveaux du compte courant et des réserves. Des perspectives économiques peu optimistes dans la zone euro et le risque persistant d'une dégradation de la situation géopolitique dans la région pourraient ralentir l'activité économique sous l'effet d'une baisse des exportations, des flux d'IDE et des transferts de fonds.

Le modèle de croissance du Maroc pâtit de la faiblesse de la productivité et du rendement de l'investissement. La trajectoire de croissance du Maroc se caractérise d'abord par un faible rendement de l'accumulation de capital lié à l'inefficacité de l'investissement du secteur public. Deuxièmement, la répartition de la main-d'œuvre par secteur, qui reflète en partie les objectifs de la politique gouvernementale, fait généralement obstacle aux gains de productivité. Le maintien de la croissance de la productivité nécessite un accroissement de la mobilité du travail et du capital des entreprises à faible valeur ajoutée vers celles à forte valeur ajoutée, et la réaffectation du capital et de la main-d'œuvre des sous-secteurs agricoles stagnants vers des secteurs à productivité plus élevée. En outre, la qualité de l'éducation, qui entrave ces changements, doit être améliorée pour soutenir la prospérité future du Maroc.

TABLEAU 2 **Maroc** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	2.7	4.5	1.2	4.1	3.1	3.2
Consommation privée	3.0	2.2	3.4	4.0	2.9	2.5
Consommation des administrations publiques	2.0	2.4	2.5	1.6	1.7	1.8
Formation brute de capital fixe	-1.3	0.2	9.3	4.4	3.1	3.1
Exportations, biens et services	9.0	5.4	5.1	6.3	7.1	7.3
Importations, biens et services	3.8	-1.1	15.4	5.1	4.9	4.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	2.0	3.2	0.3	4.1	2.4	3.2
Agriculture	-2.3	11.6	-11.3	14.3	-0.5	2.3
Industrie	0.7	1.8	1.2	2.1	2.5	2.7
Services	3.7	1.7	3.1	2.5	3.1	3.6
Inflation (indice des prix à la consommation)	0.4	1.8	1.6	1.0	1.6	1.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-5.7	-3.1	-4.3	-5.2	-5.3	-5.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-4.7	-4.2	-4.0	-3.5	-3.5	-3.0
Dette (en % du PIB)	63.6	63.7	64.7	64.9	65.3	65.2
Solde primaire (% du PIB)	-2.0	-1.4	-1.0	-0.5	-0.4	-1.0

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

OMAN

La faiblesse persistante des cours du pétrole et l'austérité budgétaire, ajoutées aux réductions de la production pétrolière dans le cadre de l'OPEP en 2017, continuent de peser sur l'économie omanaise. Le déficit budgétaire et le déficit du compte courant restent importants, et Oman ayant de plus en plus recours à des emprunts extérieurs pour les financer, la dette publique grimpe rapidement. Toutefois, la croissance devrait augmenter à moyen terme suite à une augmentation de la production de pétrole et de gaz et aux gains attendus dans le secteur non pétrolier résultant du plan de diversification économique du gouvernement.

Évolutions récentes

La croissance à Oman continue d'être freinée cette année par la baisse de la production pétrolière ainsi que celle de la consommation et de l'investissement. La croissance du PIB réel devrait être ramenée de 2,8 % en 2016 à 0,1 % en 2017. Les niveaux record de production de pétrole (1 million de barils par jour) ont tiré la croissance globale en 2015 et en 2016. En 2017, Oman a rejoint la plupart des pays non-membres de l'OPEP pour participer à la réduction de la production pétrolière, ce qui a entraîné une contraction du secteur des hydrocarbures de 2,8 %. Selon les estimations, la croissance du PIB hors hydrocarbures devrait poursuivre son ralentissement à 2,5 % en 2017, contre 3,4 % en 2016, en raison de la baisse des dépenses publiques et de ses répercussions sur la consommation et l'investissement. Selon l'enquête nationale sur la confiance des consommateurs, l'indice de confiance a décliné à 78,8 % en 2016, parti de 95,3 % en 2015. Le déficit du compte courant devrait se réduire légèrement pour s'établir à 15,7 % du PIB en 2017, contre 17,4 % en 2016, en raison de la hausse des cours du pétrole.

Les sanctions en cours imposées par les pays du Golfe au Qatar ont soulevé des inquiétudes quant à la possibilité d'une interruption de l'approvisionnement en gaz d'Oman par le gazoduc qatarien, mais les autorités qatariennes ont confirmé qu'elles n'envisageaient pas de fermer le gazoduc. En fait, Oman a tiré parti de cette crise du Golfe, ses ports étant de plus en plus sollicités pour l'acheminement des exportations vers le Qatar.

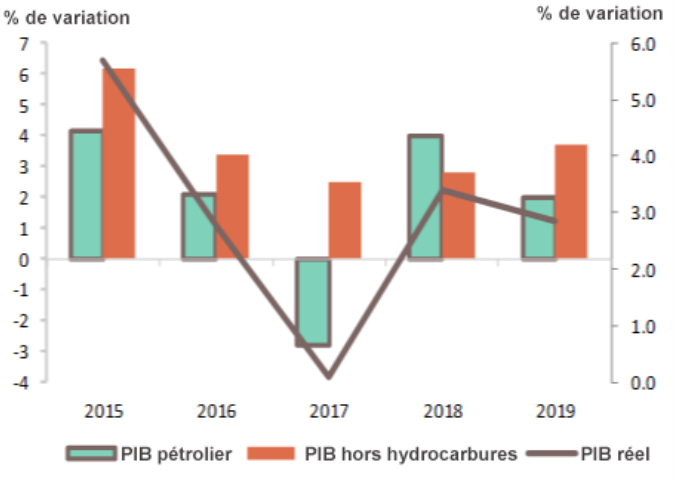
Oman n'a pas suivi les récentes hausses des taux directeurs appliquées par les États-Unis comme les autres États du CCG, mais sa monnaie étant arrimée au dollar des États-Unis, la Banque centrale a également mis en place une augmentation progressive du taux pour s'aligner sur les États-Unis. L'inflation devrait augmenter, passant de 1,1 % en 2016 à 2 % en 2017, reflétant ainsi la réforme des subventions en cours.

Les résultats financiers au premier semestre de 2017 indiquent que le déficit devrait être ramené à 13,5 %, contre de 20,8% en 2016. Cette amélioration correspond à la hausse des recettes pétrolières due à l'augmentation des cours du pétrole et des économies tirées de l'augmentation des tarifs de l'électricité pour les grands consommateurs et d'une légère hausse des frais de services publics (tels que les frais de visa). Pour financer le budget de 2017, Oman a levé 5 milliards de dollars sur les marchés internationaux de la dette en mars et 2 milliards de dollars d'emprunt islamique (sukuk) en mai 2017.

Le manque d'emplois est la principale préoccupation d'Oman dans le domaine social. Selon les estimations de l'OIT, le taux de chômage s'établit à 20 % dans le pays, mais à environ 50 % chez les jeunes — un problème pressant dans un pays où 40 % de la population a moins de 25 ans. Les jeunes Omanais ont une forte préférence pour les emplois du secteur public, où la rémunération est plus élevée et les heures de travail plus courtes, alors que le secteur privé continue de recourir à la main-d'œuvre expatriée. Oman devra créer 45 000 emplois chaque année pour remédier au problème. L'effort actuellement déployé pour remplacer les expatriés par des Omanais ne suffit pas sans une amélioration de l'environnement favorable à la création d'emplois dans le secteur privé.

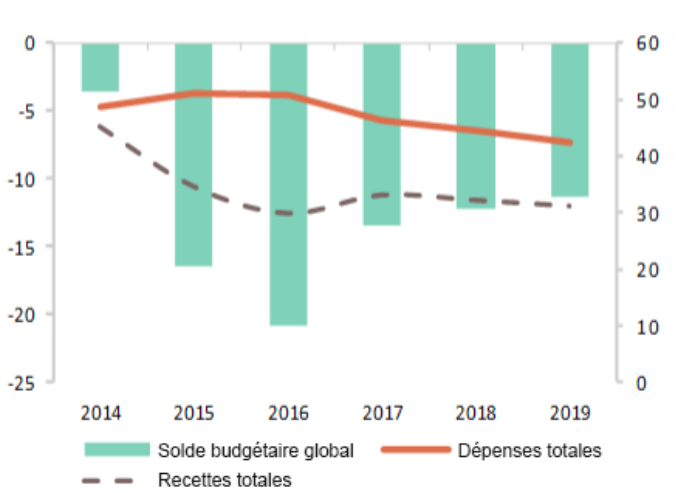
Le Programme national de diversification (Tanfeedh) constitue une feuille de route pour accroître la participation du secteur privé – en privilégiant la logistique, l'industrie manufacturière et le tourisme. Toutefois, certaines réformes axées sur la diversification telles que l'élimination des subventions auraient des effets négatifs à court terme sur la population. Le gouvernement est ainsi confronté au défi de

GRAPHIQUE 1 **Oman** / Croissance annuelle du PIB réel



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Oman** / Opérations des administrations publiques (en pourcentage du PIB)



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale.

poursuivre des politiques adéquates de protection sociale et d'atténuation des effets néfastes. Il faudra peut-être actualiser et revalider les méthodes et institutions existantes d'identification des bénéficiaires et de mesure et d'analyse du bien-être.

Perspectives

La croissance économique devrait se redresser modestement à moyen terme. En 2018, une amélioration de la performance dans le secteur des hydrocarbures entraînera la reprise – étant donné que les restrictions de l'« OPEP plus » sur l'approvisionnement en pétrole seront levées et que le projet gazier de Khazzan verra sa capacité de production augmenter. À mesure que le redressement progressif des cours du pétrole améliore la confiance et encourage les investissements du secteur privé, la croissance globale du PIB devrait rebondir à 2,9 % d'ici 2019. Le programme de réformes des autorités publiques continue d'être axé sur la diversification de l'économie et le rééquilibrage des finances publiques. À plus long terme, les réformes favorables aux entreprises telles que la loi sur la propriété étrangère et la loi sur les IDE, et la levée des sanctions contre l'Iran devraient multiplier les perspectives de commerce et d'investissement. La politique monétaire continuera d'être resserrée, car les taux d'intérêt poursuivent leur évolution à la hausse. En raison de l'augmentation des tarifs d'électricité et de la TVA, l'inflation devrait atteindre 2,6 % en 2018 avant de redescendre à 1,8 % en 2019 avec la dissipation des pressions sur les coûts découlant de la réforme relatives aux subventions.

En janvier 2017, les subventions à l'électricité ont été supprimées pour les grands consommateurs qui, collectivement, absorbent plus de 30 % de la fourniture énergétique totale. De plus, l'adoption d'une TVA de 5 % prévue pour 2018, l'augmentation de l'impôt sur le revenu des sociétés devraient permettre de ramener le déficit budgétaire à 11,4 % en 2019. L'épargne accumulée par Oman sur les recettes générées par les ressources est estimée à 38 milliards de dollars et a servi à financer en partie le déficit budgétaire. Ceci étant, le recours accru à des emprunts extérieurs va accroître considérablement la dette publique durant la période couverte par les prévisions, laquelle dette devrait dépasser 50 % du PIB d'ici 2020, contre 5 % en 2014, selon les estimations. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer et passer à 9,2 % d'ici 2019 à la faveur de l'augmentation des cours du pétrole et des exportations de produits non-pétroliers. D'ici 2020, le gazoduc qui débouche en Iran devrait également permettre d'augmenter les exportations de gaz naturel liquéfié.

Risques et défis

La croissance économique inclusive repose sur la mise en œuvre en temps utile des réformes visant la diversification de l'économie. L'immense programme de dépenses d'infrastructure dans le cadre du neuvième plan de développement devrait prendre du retard par suite des pressions qui continuent de s'exercer sur les finances publiques. Les autorités publiques s'efforceront de constituer de nouveaux partenariats public-privé, ce qui pourrait s'avérer difficile à court terme en raison de la baisse de confiance des investisseurs dans la région. Il est aussi probable que les autorités continuent de faire face à des troubles sociaux suite à la réforme des subventions.

Les perspectives économiques globales pourraient être compromises par plusieurs risques. Si les mesures envisagées d'assainissement des finances publiques ne sont effectivement prises, la politique budgétaire du gouvernement risque de perdre en crédibilité, ce qui aurait des conséquences fâcheuses pour le financement. Les risques externes comprennent de nouveaux chocs des cours du pétrole et les hausses des taux d'intérêt aux États-Unis. L'affaiblissement possible du dollar des États-Unis pourrait faire grimper les coûts d'importation et détériorer la balance des opérations courantes. La poursuite du ralentissement économique en Chine, principal partenaire commercial d'Oman, accroîtrait davantage les risques de détérioration de la situation. Les conditions de financement peuvent devenir plus difficiles au regard de l'augmentation de la dette, surtout si, avec le relèvement des taux aux États-Unis, les investisseurs se détournent des marchés émergents. Ces contraintes sont déjà manifestes dans le changement récent à la tête de la Banque centrale, suite à une dégradation de la note du système bancaire du pays par Moodys.

TABLEAU 2 **Oman** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	2.5	5.7	2.8	0.1	3.4	2.9
Consommation privée	5.6	2.9	1.9	1.5	2.5	3.0
Consommation des administrations publiques	9.6	0.8	-2.2	-3.8	0.9	2.4
Formation brute de capital fixe	0.8	2.5	1.8	1.7	2.1	2.6
Exportations, biens et services	-2.1	-9.4	2.3	-1.6	2.5	4.1
Importations, biens et services	-9.8	-3.2	-1.5	-1.1	2.3	3.5
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	..	..	..	..	..	..
Agriculture	..	..	..	..	..	..
Industrie	..	..	..	..	..	..
Services	..	..	..	..	..	..
Inflation (indice des prix à la consommation)	1.0	0.1	1.1	2.0	2.6	1.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	5.2	-15.5	-17.4	-15.7	-11.1	-9.2
Solde budgétaire (% du PIB)	-3.6	-16.5	-20.8	-13.5	-12.2	-11.4

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

QATAR

Les perspectives de croissance se sont assombries à la suite de la brouille diplomatique avec les voisins du CCG. Toutefois, d'importants amortisseurs financiers, la confiance dans l'économie et des infrastructures de qualité ont permis d'émousser l'impact des sanctions. À moyen terme, la croissance sera soutenue par la hausse de la production de gaz et la poursuite des dépenses pour la Coupe du monde 2022 de la FIFA. Les réformes qui protègent les employés de maison étrangers et l'instauration de droits de résidence permanente pour les expatriés contribueront aux efforts de diversification à plus long terme.

Évolutions récentes

La croissance devrait ralentir à 2 % en 2017, contre 2,2 % en 2016, du fait de l'affaiblissement de l'activité et de l'enthousiasme des investisseurs dans le secteur hors hydrocarbures, qui reflète la rupture des liens diplomatiques et commerciaux avec plusieurs pays arabes, à savoir le Royaume d'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis et l'Égypte. Ces pays représentent une petite part des débouchés des exportations du Qatar et une part relativement faible des flux financiers et des IDE. Le boycott et la rupture des liens économiques ont néanmoins entraîné dans un premier temps une forte baisse des importations, qui a nécessité une déviation (onéreuse) des circuits d'échange des biens et services et des flux financiers à travers d'autres pays voisins. Cela a également tempéré le sentiment des investisseurs, comme en témoigne le fléchissement du marché boursier de 11 % en fin août par rapport aux niveaux du début de juin. En août, Fitch est devenue la troisième grande agence de notation à abaisser la note de la dette du pays d'un cran à AA- (à égalité avec la Belgique et la Corée du Sud) en raison de l'incertitude des perspectives économiques.

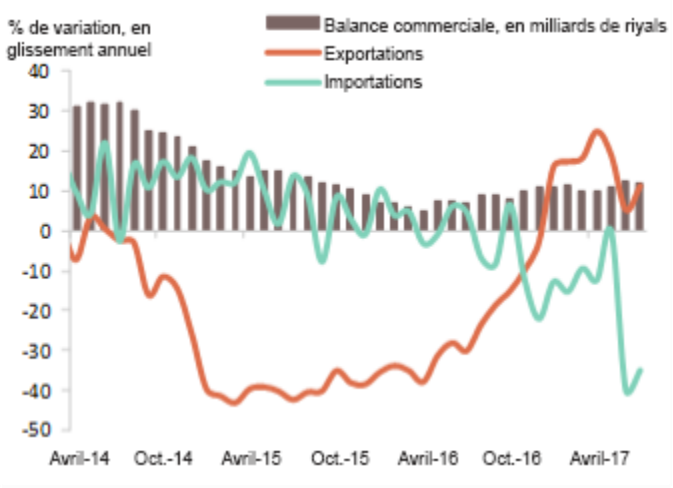
Les données publiées fréquemment indiquent que l'économie se remet sur les rails. En septembre, le Qatar a inauguré le port d'Hamad qui a coûté 7,4 milliards de dollars, et s'est ainsi assuré d'autres circuits commerciaux. La confiance des investisseurs dans l'arrimage de la monnaie continue de reposer sur l'important stock d'avoirs extérieurs liquides d'un montant de près de 180 milliards de dollars (d'un stock total de près de 300 milliards de dollars), ce qui a contribué à maîtriser l'augmentation des primes de risque sur la dette souveraine et celles des entreprises. Le secteur des hydrocarbures, qui représente 80 % des recettes d'exportation et 90 % des recettes publiques, a été épargné dans une grande mesure. L'effort d'assainissement des finances se poursuit, quoiqu'à un rythme plus lent, selon certains rapports. Le déficit budgétaire devrait être ramené de plus de 8 % en 2016 à 5,7 % en 2017.

Le système bancaire reste bien capitalisé et la qualité des actifs bonne. Les injections de liquidités par la Banque centrale et la hausse des dépôts des administrations publiques contribuent également à alléger les pressions sur les liquidités qui sont apparues au milieu de l'été. Les dépôts de non-résidents dans les banques qatariennes – l'essentiel sous la forme de dépôts en devises, qui représentent près d'un quart du total des dépôts du secteur bancaire – ont chuté de 14 % en juin et en juillet. Toutefois, ces sorties de fonds ont été entièrement compensées par le doublement des dépôts des administrations publiques (en particulier les dépôts en devises), si bien que les dépôts totaux du système bancaire ont augmenté.

L'inflation a reculé à 0,2 % seulement en glissement annuel en juillet, contre 1,2 % au début de l'année, malgré la perturbation des importations, y compris de produits alimentaires (dont 40 % proviennent du Royaume d'Arabie saoudite). Le pays a affiché un déficit du compte courant représentant 7,6 % du PIB en 2016, le premier en 17 ans. Ce déficit devrait faire place à un léger excédent en 2017, étant donné que le redressement partiel des prix mondiaux de l'énergie en début d'année a permis d'accroître les recettes d'exportation et que la forte baisse des importations en juin de 38 % d'un mois sur l'autre (qui ne se sont redressées que partiellement) a davantage fait pencher la balance commerciale des marchandises du bon côté.

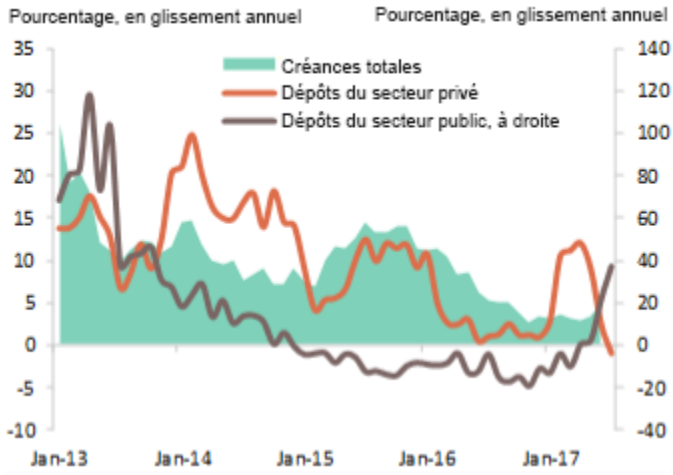
Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement 2011-2016, les autorités ont adopté un seuil de pauvreté national relatif et une méthodologie pour mesurer le bien-être

GRAPHIQUE 1 **Qatar** / Balance commerciale



Source : Haver.

GRAPHIQUE 2 **Qatar** / Créances et obligations du secteur bancaire



Sources : Banque centrale du Qatar, Haver.

afin de suivre le niveau de vie de la population et d'identifier les ménages vulnérables. Ce seuil est égal à la moitié du revenu médian des ménages, et environ 8 % des Qatariens en 2013 disposaient d'un revenu inférieur à ce seuil pour vivre, une proportion restée globalement inchangée par rapport à 2007. Les revenus inférieurs sont corrélés au taux de dépendance du ménage, au statut par rapport au marché du travail, au niveau d'éducation, à la direction du ménage par une femme et au handicap.

Il existe des disparités spatiales en matière de bien-être, tant du point de vue des indicateurs monétaires que non monétaires, notamment entre les zones plus urbanisées et celles qui le sont moins. Les travailleurs expatriés se heurtent à des difficultés supplémentaires et se plaignent des retards avec lesquels leurs salaires sont versés ou de la rétention de ces derniers, de mauvaises conditions de travail, de l'insalubrité des logements fournis par leur employeur, de pratiques de recrutement irrégulières et du manque d'information sur les moyens de faire valoir leurs droits. Au cours de l'été, le Qatar a annoncé des réformes concernant le travail pour renforcer la protection des employés de maison expatriés et il a adopté une loi qui accorde le statut de résident permanent à certains expatriés.

Perspectives

La croissance restera étouffée par le boycott économique. Néanmoins, une initiative pluriannuelle d'amélioration des infrastructures financée à hauteur de 130 milliards de dollars en préparation de la Coupe du monde de la FIFA et le lancement de l'usine de gaz naturel de Barzan représentant 10 milliards de dollars contribueront à pallier ces difficultés, et la croissance devrait s'établir à 2 % en moyenne en 2017 et 2018 avant de progresser à 3 % en 2019. L'ancrage de la monnaie qatarienne au dollar signifie que la politique monétaire se durcira progressivement comme aux États-Unis. Parallèlement à l'effort de rationalisation progressive des dépenses de fonctionnement, des politiques fiscales et des mesures administratives cruciales, dont l'instauration de la TVA et des droits d'accise en 2018, devraient permettre de maîtriser le déficit budgétaire. Une reprise des importations, en particulier des biens d'équipement liés aux dépenses d'infrastructure, devrait maintenir l'excédent du compte courant à un niveau modeste à court terme.

Risques et défis

Sur le court terme, les risques de détérioration de la conjoncture économique découlent de la crise diplomatique en cours, bien qu'ils soient atténués par des amortissements financiers importants et par la diversification des liens commerciaux. À moyen terme, l'émergence de nouveaux fournisseurs de gaz naturel liquéfié aux États-Unis, en Asie de l'Est et en Afrique fait peser des risques sur les prix mondiaux de ce produit. Le pays est également confronté aux risques extérieurs posés par l'instabilité qui règne dans la région et par la volatilité de la situation financière mondiale qui a un impact sur les flux de capitaux et le coût des financements à une période de faible croissance et d'incertitude accrue au Qatar. La stratégie de croissance tirée par les investissements poursuivie par le Qatar pendant la dernière décennie a contribué à transformer les niveaux de vie des citoyens, mais elle a aussi soulevé des inquiétudes, notamment quant à la viabilité des finances publiques dans un contexte caractérisé par la faiblesse persistante des prix de l'énergie, des signes de capacités excédentaires et des déséquilibres démographiques. Le développement du secteur hors hydrocarbures est capital. Les récentes réformes concernant la résidence permanente constituent une mesure importante, et la première de cette nature dans les pays du CCG, pour attirer et de retenir des travailleurs étrangers hautement qualifiés dont le pays a besoin pour réaliser son objectif à long terme qui est de devenir une économie du savoir. Le Qatar devra aussi accroître la productivité de ses investissements, aussi bien dans le capital humain que dans le capital physique, et procéder à des réformes structurelles pour améliorer le cadre de l'activité économique.

TABLEAU 2 Qatar / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	4.0	4.0	2.2	2.0	1.7	3.0
Consommation privée	8.0	8.1	3.5	1.2	1.3	2.0
Consommation des administrations publiques	8.9	1.1	-21.0	-1.5	0.2	-2.4
Formation brute de capital fixe	11.4	1.8	8.0	3.4	5.6	10.3
Exportations, biens et services	0.5	-0.9	1.7	-0.5	1.0	1.6
Importations, biens et services	6.5	-8.9	-3.9	-5.0	4.0	6.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	4.1	4.0	2.1	1.9	1.7	3.1
Agriculture	25.1	8.7	4.0	0.3	1.1	1.8
Industrie	1.9	2.0	2.0	0.4	1.3	2.3
Services	9.4	8.6	2.2	5.3	2.4	4.8
Inflation (indice des prix à la consommation)	3.1	1.9	2.9	0.6	2.0	2.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	23.9	8.4	-7.6	3.9	3.5	1.9
Compte financier et capital (% du PIB)	-23.1	-7.6	6.5	-5.0	-4.6	-2.8
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	-2.8	-2.8	-3.0	-2.9	-3.1	-3.2
Solde budgétaire (% du PIB)	12.6	1.4	-8.3	-5.7	-4.3	-2.7

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

ARABIE SAOUDITE

Les perspectives laissant entrevoir des cours du pétrole peu favorables ont revigoré le programme de réformes baptisé Vision 2030. En 2017, les autorités se sont montrées déterminées à respecter l'accord de l'OPEP conclu l'année dernière en limitant la production pétrolière et en lançant des réformes importantes. Les mesures prises pour assainir les finances publiques ont permis d'améliorer les perspectives budgétaires à moyen terme, au détriment de la croissance, qui est fortement tributaire des dépenses publiques.

Évolutions récentes

L'économie saoudienne a enregistré un taux de croissance plus modéré de 1,7 % en 2016, les cours du pétrole étant restés inférieurs à 50 dollars pendant presque toute l'année. Les données pour le premier semestre de 2017 indiquent que le PIB a reculé au premier trimestre, affichant une contraction de 0,5 % en glissement annuel. L'indice de production de pétrole brut a fléchi de 4,4 % par suite de l'application de l'accord de l'OPEP sur la limitation de la production. Le PIB non pétrolier a néanmoins enregistré une croissance d'environ 0,7 % au cours de la même période. Bien que les chiffres officiels relatifs au PIB pour le deuxième trimestre de 2017 n'aient pas été publiés, d'autres indicateurs suggèrent que l'activité économique a continué de progresser à un rythme modéré.

Le déficit budgétaire s'est légèrement creusé pour s'établir à 16,6 % du PIB en 2016, contre 15,8 % un an plus tôt. En septembre 2016, les autorités ont adopté la plus importante mesure d'assainissement des finances publiques prise dans le cadre du Programme d'équilibre budgétaire, à savoir la réduction des salaires dans la fonction publique, qui a concerné environ les deux tiers des fonctionnaires saoudiens. Pour autant, une décision a été prise en avril 2017 de revenir sur une partie de la baisse des salaires (notamment en rétablissant l'ensemble des allocations, avantages financiers et primes, mais à l'exclusion toutefois du paiement du treizième mois de salaire) après 6 mois et à la suite de rapports faisant état de résultats plus favorables que prévu des autres mesures d'assainissement budgétaire qui avaient également été prises.

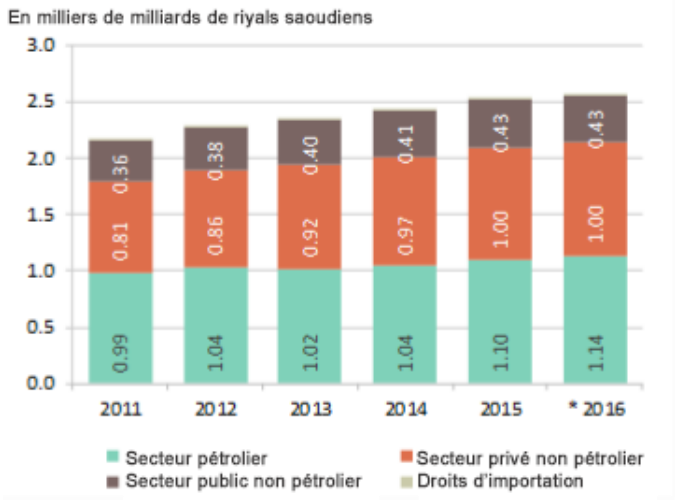
Sur le plan extérieur, la croissance négative des exportations a été considérablement contenue en dépit de l'accord de l'OPEP, étant donné que les cours du pétrole avaient grimpé de plus de 75 % tout au long de 2016. En outre, la forte baisse des importations tant en valeur réelle qu'en valeur nominale au cours de la même année s'est traduite en 2016 par une réduction de près de moitié du déficit du compte courant, qui a été ramené à 3,9 % du PIB. Les données plus fréquentes du premier trimestre de 2017 indiquent une évolution encore plus favorable du solde du compte courant, qui passe au vert après deux années de déficit.

Bien que l'inflation de l'IPC ait atteint 3,7 % en 2016, les données des deux premiers trimestres de 2016 montrent une tendance déflationniste, en glissement annuel, qui peut être associée à une baisse de la demande au regard des réformes récentes. Le Royaume a préservé la parité de sa monnaie par rapport au dollar des États-Unis, ce qui a contribué à son appréciation sensible. Le riyal saoudien a auparavant enregistré plusieurs appréciations de plus de 4 % sur sept mois depuis décembre 2016, le dollar des États-Unis ayant perdu de sa valeur, ce qui pourrait contribuer à rééquilibrer les pressions sur les exportations non pétrolières et à limiter les importations, quoique dans une faible mesure.

Du côté du marché du travail, les dernières données disponibles suggèrent qu'environ 459 000 emplois ont été créés entre le deuxième trimestre de 2015 et le même trimestre en 2016. Ce chiffre représente le plus grand nombre d'emplois créés au cours des trois dernières années, ce qui indique des évolutions positives pour les demandeurs d'emploi et pour l'économie. Toutefois, le taux de chômage est resté stable en 2016, à 5,6 % pour l'ensemble de la population, et il a légèrement dépassé 12 % pour les nationaux (en hausse par rapport à 11,5 % un an plus tôt) en raison de problèmes structurels sur le marché du travail, notamment des salaires élevés pour les nationaux.

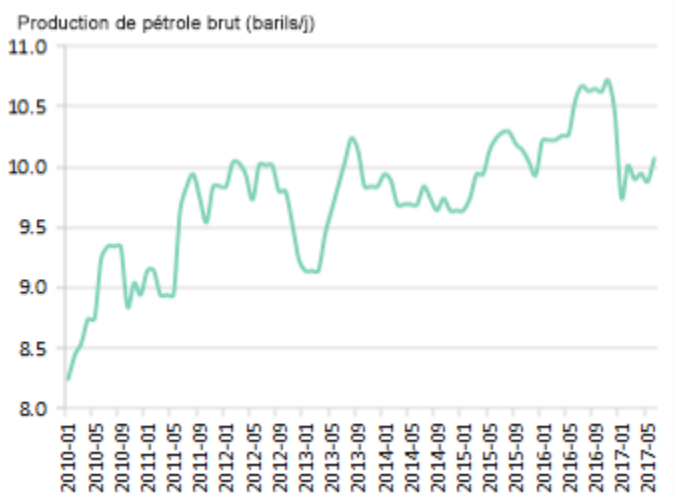
Bien qu'aucune information officielle ne soit disponible, le Royaume abrite probablement

GRAPHIQUE 1 **Arabie saoudite** / Secteurs pétrolier et non pétrolier



Sources : Autorité générale des statistiques du Royaume d'Arabie saoudite

GRAPHIQUE 2 **Arabie saoudite** / Production pétrolière



Sources : Agence d'information sur l'énergie des États-Unis et OPEP.

des poches de pauvreté de taille considérable. Comme dans d'autres pays du CCG, la majeure partie des résidents à faible revenu sont des travailleurs immigrés. Mais, étant donné que la population dépasse la barre des 20 millions, l'inégalité d'accès aux opportunités économiques constitue également un problème pour les nationaux. L'atonie des prix du pétrole étant partie pour durer plus longtemps, l'ancien contrat social — basé sur l'emploi public, des subventions généreuses et la gratuité des services publics — n'est plus viable. Le programme de réformes formulé dans la Vision 2030 prévoit d'importants changements structurels qui vont profondément affecter les habitants du Royaume dans tous les aspects de leur existence.

Les autorités sont déterminées à atténuer les effets négatifs des réformes. Pour ce faire, elles ont lancé un nouveau programme social qui vise à indemniser les personnes affectées par la suppression des subventions. Cependant, l'identification des groupes pauvres et vulnérables sur la base de caractéristiques autres que les critères traditionnels (veuves, handicapés, etc.) n'est pas une tâche aisée, et il existe peu d'éléments concrets pour éclairer les politiques sur le niveau d'aide à apporter aux populations concernées. À cet égard, les autorités procèdent actuellement au renforcement des capacités et des institutions en matière d'évaluation et d'analyse du bien-être.

Perspectives

Selon les projections, la croissance économique saoudienne devrait considérablement ralentir d'environ 0,3 % en 2017, principalement en raison des perspectives modestes concernant les cours du pétrole, de la réduction des quotas de production décidée par l'OPEP et du ralentissement dû au Programme d'équilibre budgétaire. Cependant, à mesure que les effets négatifs à court terme des réformes structurelles se dissiperont et que les soldes des opérations des administrations publiques s'amélioreront, la croissance va progresser pour dépasser les 2 % d'ici 2019. En outre, la désignation de Prince Salman, champion de la Vision 2030, comme prince héritier témoigne fortement d'un engagement à plus long terme des pouvoirs publics à poursuivre les réformes visant à réduire la dépendance à l'égard du pétrole et à accroître le rôle du secteur privé.

Le déficit budgétaire devrait diminuer en part du PIB en 2017 à environ 10 % et continuer à baisser en dessous de 7 % par suite des réformes des prix des produits pétroliers, de l'introduction de la TVA, de la poursuite d'autres mesures d'austérité budgétaire et d'une augmentation progressive prévue des prix mondiaux de l'énergie. Cela devrait permettre de plafonner le ratio d'endettement public à environ 25 % du PIB à moyen terme.

La balance des opérations courantes devrait s'améliorer et enregistrer un excédent de 1,7 % en 2017, car le niveau de la baisse des importations devrait dépasser celui de la croissance négative des exportations. Le solde du compte courant devrait également augmenter de plus de 2 % dans les années à venir à la faveur d'un redressement progressif des cours du pétrole.

L'inflation devrait être plus instable au cours des prochaines années, redescendant à 1,2 % en 2017 avant de repartir à moins de 5 % en 2018, avec l'élimination de nouvelles distorsions des prix. En 2019, les effets de ces ajustements et l'affaiblissement de la demande devraient ramener l'inflation à 1,9 %.

Risques et défis

Malgré les assurances données par les plus hautes autorités, le principal défi pour l'économie saoudienne à moyen terme est la crédibilité de l'engagement à l'égard des réformes inscrites dans la Vision 2030. De ce point de vue, si elles ne découragent pas le secteur privé sous l'effet de la gestion des finances publiques, les actions adéquates menées en temps utile par les pouvoirs publics pour poursuivre les réformes présentent des risques non négligeables. Par exemple, la baisse des actifs étrangers nets détenus par le SAMA ces dernières années due à des déficits permanents pourrait induire un processus d'assainissement des finances publiques excessivement rapide avant que des réformes structurelles favorables à la croissance ne soient mises en œuvre.

TABLEAU 2 **Arabie saoudite** / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3.7	4.1	1.7	0.3	1.2	2.1
Consommation privée	6.1	6.8	2.3	1.8	2.6	2.5
Consommation des administrations publiques	12.0	-1.8	-18.8	2.0	1.1	1.4
Formation brute de capital fixe	7.5	3.6	-15.9	5.5	-0.4	3.8
Exportations, biens et services	-1.9	0.7	1.4	-0.5	1.9	1.7
Importations, biens et services	6.6	1.5	-24.3	2.2	2.6	2.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3.6	3.5	1.8	0.3	1.2	2.1
Agriculture	2.5	0.6	0.6	0.0	0.2	0.6
Industrie	3.1	5.0	2.5	-0.3	1.4	2.0
Services	4.5	1.4	0.9	1.2	1.0	2.4
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.7	2.2	3.7	1.2	4.9	1.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	9.8	-8.7	-3.9	1.7	2.4	2.3
Solde budgétaire (% du PIB)	-3.4	-15.8	-16.6	-10.0	-6.3	-4.9

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

ÉMIRATS ARABES UNIS

La croissance non pétrolière devrait demeurer résiliente en 2017, tandis que la réduction de la production de pétrole décidée par l'OPEP limite la croissance du secteur. Toutefois, à moyen terme, des prix du pétrole plus fermes, un rebond du commerce mondial et un assouplissement des mesures d'assainissement des finances publiques devraient renforcer l'activité économique, d'autant plus que les investissements augmentent en prélude à l'Expo 2020 de Dubaï. Ce rebond est exposé à plusieurs risques de détérioration, à commencer par la baisse des cours du pétrole et le durcissement des conditions financières au niveau mondial.

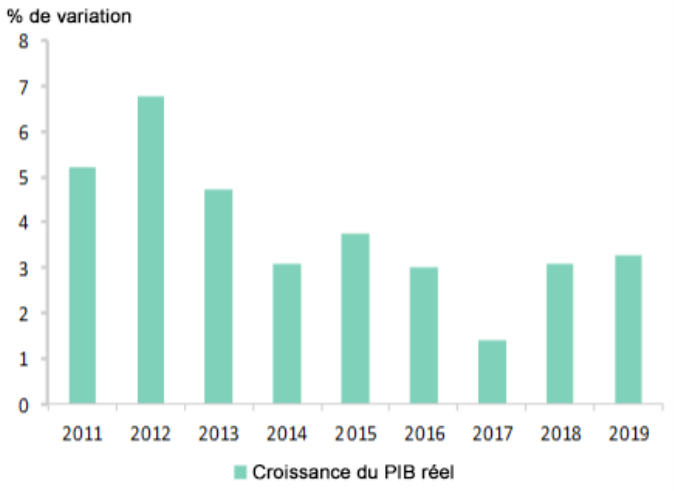
Évolutions récentes

La croissance globale du PIB réel devrait encore être modérée, à 1,4% en 2017, en baisse par rapport à 3 % en 2016. La croissance du PIB lié aux hydrocarbures devrait se contracter de 2,9 % en 2017 par rapport à 3,8 % en 2016, conformément à l'accord de l'OPEP sur la réduction de l'offre. Le secteur non pétrolier devrait progresser de 3,3 % en 2017, ce qui reflète l'augmentation de l'investissement public et la reprise du commerce mondial. Le taux moyen d'inflation a légèrement augmenté pour s'établir à 2,2 % en 2017, contre 1,6 % en 2016, ce qui correspond en partie aux ajustements des prix des services publics et de l'essence et à une hausse de l'inflation importée, en plus d'un accroissement de l'activité. L'excédent du compte courant devrait s'améliorer et s'établir à 2,6 % du PIB cette année, du fait principalement de l'augmentation des exportations non pétrolières.

Les mesures d'assainissement des finances publiques dans les émirats ont été prises en 2015 et se sont poursuivies à un rythme plus lent en 2016. Les tarifs de l'électricité et de l'eau ont été augmentés, les subventions aux carburants ont été supprimées et les transferts de capitaux aux entités liées à l'État ont été réduits. Malgré ces mesures, le fléchissement des recettes des hydrocarbures a fait baisser le solde budgétaire consolidé d'un excédent confortable de 10,4 % du PIB en 2013 à un déficit de 4,3 % en 2016. Le déficit a été financé par des retraits auprès des fonds souverains, des emprunts bancaires et, de plus en plus, par l'augmentation des capitaux étrangers. Plus récemment, les transferts de capitaux aux entités liées à l'État ont fait les frais de la réduction des dépenses. La baisse des recettes des hydrocarbures a été partiellement compensée par l'augmentation des dividendes de ces entités et des frais de service. Par exemple, Dubaï a augmenté les frais de stationnement et introduit des redevances pour les hôtels et les passagers de l'aéroport. Abu Dhabi a introduit une redevance municipale de 4 % sur les factures d'hôtel et une autre de 3 % sur la valeur annuelle des contrats de location des expatriés. Ces mesures devraient améliorer légèrement le déficit budgétaire en le ramenant à 3,2 % du PIB en 2017. L'excédent du compte courant a également sombré, passant de 19,1 % du PIB en 2013 à 1,3 % du PIB en 2017, selon les estimations, du fait de l'augmentation des exportations non pétrolières.

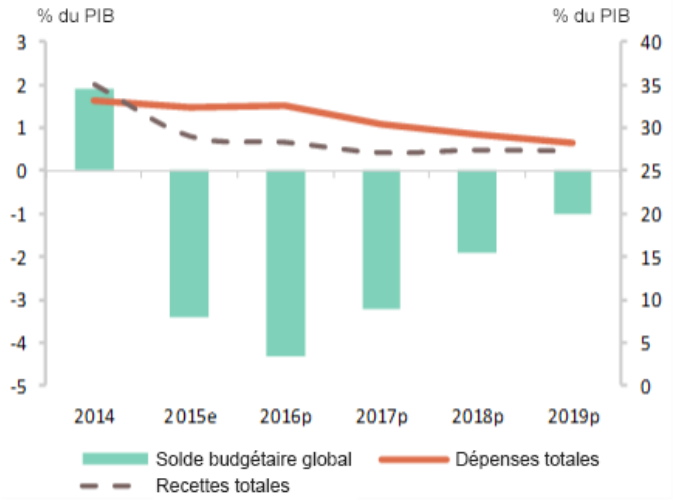
La politique monétaire continue de s'aligner sur celle des États-Unis et la croissance des dépôts bancaires poursuit son évolution à la hausse. La Banque centrale continue de maintenir l'ancrage au dollar des États-Unis et reproduit ainsi les mouvements de la Réserve fédérale américaine — le taux d'intérêt des certificats de dépôt a été relevé à trois reprises depuis décembre, de 75 points de base au total, pour se situer à 2 %. La croissance des dépôts bancaires continue de progresser, enregistrant un taux de croissance de 7,1 % en avril en glissement annuel, dépassant la croissance des prêts pour la première fois en deux ans. La croissance de la masse monétaire au sens large (M2) s'est progressivement améliorée, passant de 4,4 % en mars en glissement annuel à un pic de 5,9 % sur plus de deux ans en avril en glissement annuel. Après une forte baisse enregistrée en 2015 dans le cadre d'une réglementation plus stricte, d'une offre de logements plus élevée et d'une aversion au risque, les prix de l'immobilier résidentiel à Dubaï ont commencé à se stabiliser. Autre fait positif, Moody's a

GRAPHIQUE 1 **Émirats arabes unis** / Taux de croissance annuel du PIB (pourcentage annuel)



Sources : Autorités des Émirats arabes unis et estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Émirats arabes unis** / Opérations des administrations publiques (en pourcentage du PIB)



Sources : Autorités des Émirats arabes unis et estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

amélioré ses perspectives pour les EAU, qui sont passées de « négatives » à « stables » en mai 2017, évoquant une réponse efficace des pouvoirs publics à la faiblesse des cours du pétrole et l'amélioration des performances économiques.

Chaque émirat possède son propre institut des statistiques et, malgré le fait qu'un institut des statistiques fédéral ait été établi en 2009, les programmes de mesure du bien-être au niveau national ne sont pas encore harmonisés.

Perspectives

Au-delà de 2017, la croissance globale du PIB devrait se situer à plus de 3 % à moyen terme. La croissance du secteur non pétrolier devrait rebondir alors que : i) la hausse attendue des prix du pétrole et ses effets positifs sur la confiance et la situation budgétaire atténuent l'impact des mesures de rationalisation du budget ; et ii) la mise en œuvre de mégaprojets s'accélère en préparation de l'accueil par Dubaï de l'Expo 2020 — qui devrait attirer de nombreux visiteurs, stimulant la consommation privée et les exportations de services. La croissance du PIB pétrolier réel devrait se redresser en 2018 et continuer à s'améliorer à moyen terme. La TVA ne devrait pas affecter de manière significative la croissance, mais elle va permettre d'augmenter les revenus de 1 % du PIB (selon le ministre de l'Économie). Le marché de l'immobilier s'attendrait à des difficultés économiques en raison de l'augmentation de l'offre, des contraintes budgétaires du côté du gouvernement, de l'augmentation des taux d'intérêt et d'un taux de change plus élevé. L'inflation devrait augmenter à 2,9 % en 2018 en raison de la TVA, mais elle devrait être modérée par la suite. L'inflation des loyers devrait rester faible si l'offre continue d'augmenter et que la demande reste modérée. Selon les projections, le compte courant devrait s'améliorer, passant à 3,8 % d'ici 2022, à mesure que les recettes pétrolières augmentent avec l'accroissement de la production, complétées par les exportations non pétrolières et le tourisme.

La brouille diplomatique avec le Qatar ne devrait pas affecter de manière significative les perspectives économiques pour les Émirats arabes unis. L'impact direct sur l'économie des EAU à travers le trafic aérien, le tourisme, l'investissement immobilier et le secteur financier devrait être limité, car les échanges avec le Qatar représentent moins de 1 % de l'ensemble des échanges commerciaux des EAU.

Risques et défis

Les perspectives devraient s'améliorer à moyen terme, mais les risques de détérioration sont prépondérants. De nouvelles baisses des cours du pétrole, par exemple, en raison d'une reprise plus rapide de la production de gaz de schiste aux États-Unis ou d'un respect limité de la décision de l'OPEP de réduire la production pétrolière, pourraient réduire les recettes fiscales et par conséquent l'investissement et la confiance. Les répercussions négatives provenant d'autres exportateurs de pétrole pourraient nuire au tourisme, affaiblir les échanges et les prix des actifs, tandis que l'émission accrue par d'autres acteurs pour financer les déficits pourrait faire grimper les coûts de financement. Une hausse plus rapide des taux d'intérêt aux États-Unis ou une instabilité accrue des marchés financiers pourrait augmenter les coûts d'emprunt pour les banques et les entités liées à l'État, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la liquidité dans le système bancaire national. Les passifs éventuels continuent d'être un risque et si les mégaprojets ne sont pas gérés avec prudence, les risques pour les entités liées à l'État, les banques et les fonds souverains augmenteraient. L'Expo 2020 présente également des risques liés à la surcapacité, aux prix de l'immobilier et à la dette.

TABLEAU 2 **Émirats arabes unis** / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3.1	3.8	3.0	1.4	3.1	3.3
Consommation privée	25.3	-12.0	2.1	1.0	3.2	3.5
Consommation des administrations publiques	5.8	16.6	-0.9	-0.5	2.5	2.5
Formation brute de capital fixe	8.3	10.6	3.0	2.8	7.9	10.3
Exportations, biens et services	0.2	3.4	1.3	2.5	4.0	4.0
Importations, biens et services	12.3	-1.2	1.7	3.0	3.2	3.2
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3.1	3.8	3.0	1.4	3.1	3.3
Agriculture	1.9	3.1	3.0	2.0	3.0	3.2
Industrie	1.6	4.6	2.3	2.1	2.3	3.0
Services	4.8	2.8	3.8	0.6	4.0	3.6
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.4	4.1	1.6	2.2	2.9	2.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	13.3	4.7	2.4	2.6	2.7	2.9
Balance budgétaire (% du PIB)	1.9	-3.4	-4.3	-3.2	-1.9	-1.0

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale
Note : e = estimation, p = prévision.

TUNISIE

La faible croissance économique et la forte augmentation des dépenses publiques, notamment les salaires, auxquelles viennent s'ajouter des retards dans la mise en œuvre de réformes essentielles, ont pour effet de maintenir les déficits budgétaires et courants à des niveaux élevés. Les taux de chômage et de pauvreté restent également élevés, en particulier pour les jeunes, les femmes et les régions de l'intérieur du pays. Le gouvernement d'unité nationale — coalition des principaux partis politiques et partenaires sociaux — a été formé il y a un an dans le but d'entreprendre les réformes nécessaires, mais il s'est avéré difficile pour lui de mener ses premières actions.

Évolutions récentes

En 2016, le taux de croissance économique a été de 1 %, après s'être établi à 1,1 % en 2015, soit une croissance anémique pour un pays à revenu intermédiaire. Elle était principalement tirée par le secteur des services (4 %), tandis que la production industrielle s'est contractée de 6,6 % et les industries non manufacturières (à l'instar du phosphate et du pétrole) ont reculé de 1,9 %, les industries extractives affichant une croissance inférieure aux niveaux historiques en raison des mouvements sociaux dans les régions minières. La croissance au premier semestre de 2017 a été de 1,8 %, principalement attribuable au secteur agricole et à celui des services, qui ont progressé de 3,8 % chacun, tandis que les industries non manufacturières ont enregistré un repli de 2,6 %.

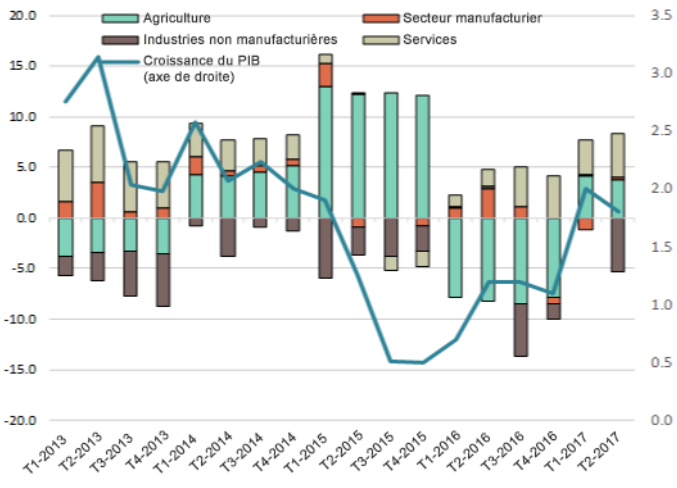
L'inflation est passée de 5,6 % (en glissement annuel) en juillet 2017 – l'inflation de base (qui exclut les produits alimentaires et énergétiques dont la plupart ont des prix régulés) ayant étant passée à 6,7 % en raison de la hausse des prix des produits importés et de l'énergie, qui a suivi la dépréciation du dinar. Face à ces pressions inflationnistes, la Banque centrale a relevé son taux directeur à deux reprises depuis avril 2017, le portant de 4,5 % à 5 %.

Après avoir atteint son plus haut niveau en 2011, soit 19 %, le chômage est redescendu à 15,5 % en 2016 (15,3 % au deuxième trimestre de 2017) malgré un faible taux de participation au marché du travail, soit environ 50 %, en raison principalement d'une très faible participation des femmes (26 %). La plupart des chômeurs ont de faibles qualifications, mais les diplômés d'université présentent le taux de chômage le plus élevé, qui est passé de 15 % en 2005 à 23 % en 2010, puis à 31,6 % en 2016 (31,2 % au deuxième trimestre de 2017), tandis que chez les filles, il a atteint 40,4 %. Ces taux sont en outre bien plus élevés dans l'arrière-pays que dans les régions côtières.

La Tunisie est confrontée à d'énormes déficits budgétaire et extérieur. Le déficit budgétaire de l'administration centrale (hors dons) a atteint 6,1 % du PIB en 2016, contre 5,6 % en 2015. En conséquence, la dette publique a grimpé à 62,9 % du PIB en 2016, contre 57,2 % en 2015 et 45,5 % en 2012. En 2016, le déficit du compte courant était estimé à 8,4 %. Sa conjugaison avec la détérioration du compte de capital et du compte financier érode le tampon des réserves de change du pays. Au cours des douze derniers mois, le dinar s'est déprécié progressivement, perdant 18 % de sa valeur par rapport à l'euro et 10 % par rapport au dollar. Les réserves officielles brutes de la Tunisie étaient estimées à 5,9 milliards de dollars en 2016, soit l'équivalent de 3,4 mois d'importations (en baisse par rapport à 7,4 milliards de dollars et 4,1 mois d'importations en 2015).

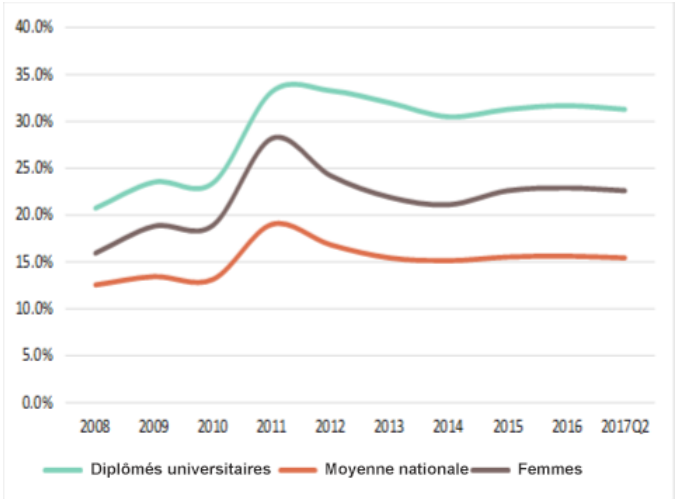
Le gouvernement d'unité nationale – une coalition des principaux partis politiques et des plus grands syndicats formée en septembre 2016 – s'est fixé pour priorités de renforcer la sécurité, d'améliorer le cadre de l'activité économique, d'assurer la stabilité macroéconomique et

GRAPHIQUE 1 Tunisie / Valeur ajoutée sectorielle et croissance du PIB (en glissement annuel)



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque.

GRAPHIQUE 2 Tunisie / Taux de chômage



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque.

budgétaire et de relancer la croissance. Si l'on s'attendait à ce que ce gouvernement apporte plus de stabilité au regard de sa composition inclusive, il a plutôt fait l'objet de deux remaniements qui ont touché des départements ministériels clés, notamment les Finances, l'Investissement et l'Éducation.

Perspectives

Selon les projections, la croissance devrait progresser modestement de 2,3 en 2017 sous l'effet de la reprise dans les secteurs de l'agriculture, du phosphate et de l'industrie manufacturière. À moyen terme, la croissance devrait remonter progressivement à 3,5 % en 2019 dans un contexte d'amélioration du climat des affaires favorisé par des réformes structurelles et le renforcement de la stabilité sociale et de la sécurité.

Le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 6,2 % du PIB en 2017. Pour assurer la viabilité des finances publiques, il faudra contenir la masse salariale et les subventions tout en élargissant l'assiette fiscale. Il serait important de réformer le régime des retraites et d'améliorer la conception des programmes de transferts monétaires afin de créer la marge nécessaire pour des investissements accrus et les dépenses sociales.

Sur le plan extérieur, le déficit du compte courant devrait se creuser légèrement, passant à 8,8 % du PIB en 2017. À moyen terme, le compte courant devrait bénéficier du redressement graduel du secteur industriel et du commerce des services, ainsi que des gains de compétitivité découlant de la dépréciation du dinar.

Risques et défis

Certes, le gouvernement déploie des ressources pour améliorer la sécurité, mais le niveau élevé du chômage des jeunes, notamment dans les régions à la traîne, peut entraîner des tensions sociales, qui restent l'un des principaux risques dans le pays depuis la révolution. Le gouvernement est également confronté à la difficulté à trouver un équilibre entre la stabilité sociale et la nécessité d'assainir les finances publiques, notamment dans la fonction publique, les pensions, les subventions, les entreprises publiques et les réformes en faveur de la concurrence. En outre, la mise en œuvre des réformes pour stimuler la création d'emplois et l'esprit d'entreprise est essentielle pour débrider le dynamisme du secteur privé et relancer la croissance. Le risque à court terme le plus pressant tient à la viabilité de la dette, étant donné que la solution de référence pour une dette déjà élevée suppose un assainissement des finances publiques.

TABLEAU 2 **Tunisie** / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	2.3	1.1	1.0	2.3	3.0	3.5
Consommation privée	1.8	2.3	0.8	1.8	2.1	2.4
Consommation des administrations publiques	4.2	8.8	8.9	3.2	3.4	3.5
Formation brute de capital fixe	1.2	-4.5	2.2	4.1	6.0	6.2
Exportations, biens et services	3.9	-3.2	3.2	2.1	4.5	4.7
Importations, biens et services	2.2	2.7	3.9	0.0	0.0	0.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	2.3	1.1	1.0	2.3	3.0	3.5
Agriculture	2.8	8.5	2.6	2.8	2.9	3.1
Industrie	-1.1	-1.0	-6.6	-6.9	-3.7	-1.4
Services	3.8	1.0	4.0	5.7	5.3	5.1
Inflation (indice des prix à la consommation)	4.9	4.9	3.7	5.1	5.0	4.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-9.1	-8.9	-8.4	-8.8	-8.5	-7.9
Balance budgétaire (% du PIB)	-5.0	-5.6	-6.1	-6.2	-5.9	-4.4
Dette (en % du PIB)	49.0	57.2	62.9	69.7	71.9	72.0
Solde primaire (% du PIB)	-3.2	-3.7	-3.9	-3.9	-3.3	-1.9

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale
Note : e = estimation, p = prévision.

YÉMEN

Le conflit violent au Yémen a considérablement détérioré la situation économique et sociale dans le pays. La production s'est nettement contractée, les revenus des ménages diminuent. Même au-delà de l'augmentation de la pauvreté, la FAO estime que plus de 7 millions de personnes sont exposées au risque de famine en 2017 et que les épidémies de choléra font des ravages dans le pays, avec près de 450 000 cas suspects dont près de 2 000 décès en fin août.

Évolutions récentes

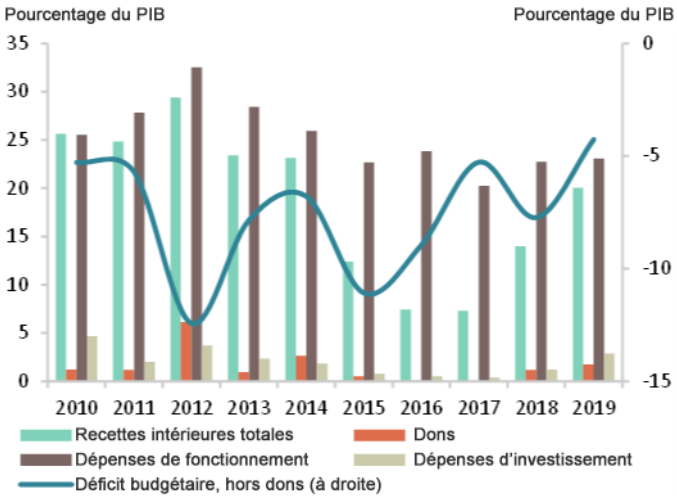
L'économie du Yémen s'est considérablement détériorée depuis l'escalade du conflit violent en mars 2015. Bien que les statistiques officielles ne soient plus disponibles, certains éléments concrets indiquent que le PIB du Yémen s'est contracté d'environ 37,5 % cumulativement depuis 2015, alors que les perspectives d'emploi dans le secteur privé se dissipent considérablement. L'activité économique dans les secteurs de l'agriculture, des services agricoles et de la production pétrolière et gazière – principales composantes du PIB – demeure limitée en raison du conflit en cours. En outre, la diminution spectaculaire proportionnelle des recettes publiques, résultant en particulier de la forte baisse de la production pétrolière et gazière, a contribué à l'implosion du dispositif officiel de protection sociale et à l'irrégularité du paiement des salaires des fonctionnaires. En outre, le conflit a entraîné une augmentation de l'inflation et des pressions exercées sur le taux de change, ce qui a davantage grevé le revenu des ménages à un moment où environ 40 % d'entre eux font état d'une perte leur principale source de revenus (selon le sondage mondial réalisé en 2016 par l'institut Gallup).

Les importations se sont contractées sensiblement en raison de l'amenuisement des réserves de change de la Banque centrale du Yémen (CBY). Les importations d'énergie et de produits alimentaires essentiels ne passent que par des circuits privés sans bénéficier des services de financement du commerce extérieur antérieurement assurés par la banque centrale. En outre, la participation des principaux ports du Yémen au conflit a davantage miné la capacité à importer des produits cruciaux, notamment les aliments, les carburants et les fournitures médicales, dans certaines régions du pays. Ces obstacles sont particulièrement difficilement à surmonter étant donné que le Yémen avait précédemment importé environ 90 % de ses produits alimentaires, et que le conflit a exacerbé le besoin en carburant et équipements médicaux importés.

Le BCAH de l'ONU estime qu'un total de 20,7 millions de Yéménites ont besoin d'une aide humanitaire, dont 9,8 millions ont un besoin urgent d'aide pour soutenir leur vie. Des infrastructures vitales et des résidences privées ont été sérieusement endommagées, ce qui a contribué à un déclin de la prestation et de la qualité des services (comme l'eau), à la paralysie d'établissements de santé et d'enseignement civils et à un déplacement de plus de 10 % de la population à l'intérieur du pays. L'apparition du choléra et d'autres maladies infectieuses dans un contexte de mauvaise santé et de malnutrition généralisées a davantage entamé le bien-être des populations et miné leur capacité à mener une vie productive.

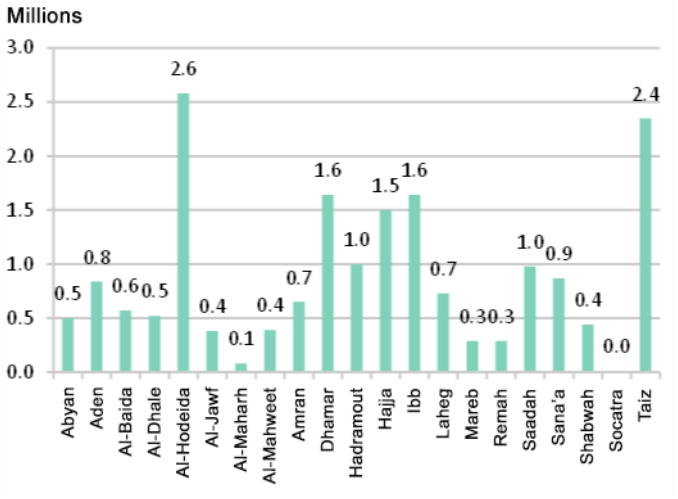
La capacité des ménages à faire face à la situation a atteint un point de rupture et de vastes étendues du pays sont confrontées à la famine et à des épidémies de choléra. Selon les estimations de la FAO, quelque 7 millions de personnes sont au bord de la famine en 2017. Au

GRAPHIQUE 1 **Yémen** / Finances publiques



Sources : Ministère des Finances du Yémen/Bureau de la statistique du Yémen, services du FMI et de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 **Yémen** / Populations ayant besoin d'aide humanitaire



Sources : Plan de réponse humanitaire des Nations Unies 2017.

1er août 2017, il était fait état de 443 161 cas suspects de choléra et 1 921 décès associés à cette maladie.

L'intervention humanitaire au Yémen continue de répondre aux besoins essentiels d'une part importante de la population dans des circonstances difficiles. Sur le terrain, on compte environ 122 partenaires humanitaires, 84 organisations non gouvernementales (ONG) nationales, 30 ONG internationales et 8 institutions spécialisées des Nations Unies. La Banque mondiale vient en aide aux groupes les plus vulnérables en fournissant environ 800 millions de dollars par le biais de trois grandes opérations d'urgence permettant de fournir des services de santé essentiels et des possibilités d'obtenir de revenus complémentaires, pour lutter contre la famine et l'appauvrissement tout en préservant les capacités institutionnelles capitales.

Cependant, la couverture des interventions des partenaires humanitaires n'est pas uniforme dans tout le pays, où seulement 200 des 322 quartiers qu'il compte sont classés comme « relativement accessibles » par la réponse humanitaire. Environ 51 quartiers sont classés comme présentant des « difficultés d'accès grandes ou extrêmement grandes ». Il existe ainsi des poches où il n'est pas possible d'atteindre des personnes qui sont dans le besoin.

Perspectives

Les perspectives économiques pour 2018 et les années suivantes dépendront fondamentalement de la rapidité avec laquelle il sera possible d'améliorer la situation politique et sécuritaire et, en fin de compte, de mettre un terme au conflit actuel pour pouvoir reconstruire l'économie et le tissu social du Yémen. Si la violence peut être maîtrisée d'ici la fin de 2017, le PIB devrait commencer à se redresser en 2018 et 2019, enregistrant une croissance de 9 % et 14 % respectivement au cours de ces deux années. Le rétablissement d'un environnement plus pacifique permettra probablement de reprendre la production d'hydrocarbures, ce qui contribuera à rétablir les recettes publiques. Cela dit, même dans ce cas de figure, cette croissance devrait difficilement se traduire par une réduction substantielle de la pauvreté. Au regard des perspectives sombres au Yémen, une aide étrangère massive continuerait d'être nécessaire pour son redressement et sa reconstruction après le conflit. Plus particulièrement, il faudra de l'aide étrangère pour rétablir les services de base et restaurer la confiance dans les institutions du pays.

Risques et défis

L'augmentation massive estimée de la pauvreté absolue au Yémen depuis 2014 pose un énorme défi à la consolidation de la paix. Pour assurer une paix durable, le Yémen devra diversifier son économie, créer des emplois plus productifs, formuler des politiques budgétaires et d'autres mesures propices à des investissements générateurs d'emplois et de revenus pour une grande partie des Yéménites qui étaient déjà au chômage et victimes avant même le conflit. La mobilisation de soutiens en faveur du redressement et de la reconstruction pour améliorer l'inclusion économique et sociale pourrait contribuer à atténuer les risques de conflit à l'avenir.

TABLEAU 2 Yémen / Indicateurs des perspectives macroéconomique (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	-0.2	-28.1	-9.8	-2.0	8.5	13.5
Consommation privée	0.1	-19.4	-0.8	-2.8	0.1	4.5
Consommation des administrations publiques	-7.1	-22.4	-8.8	-14.6	16.7	14.2
Formation brute de capital fixe	-3.6	-83.7	-22.7	53.4	182.1	62.2
Exportations, biens et services	-4.1	-65.7	-71.0	27.0	265.0	86.1
Importations, biens et services	-6.1	-43.0	0.7	-5.0	37.4	28.8
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	-0.4	-28.8	-10.6	-2.0	8.5	13.5
Agriculture	1.0	-25.0	-6.0	-3.0	3.0	8.0
Industrie	-3.2	-36.3	-21.6	1.7	28.4	29.2
Services	1.0	-25.0	-6.0	-3.5	0.2	5.0
Inflation (indice des prix à la consommation)	8.2	39.4	5.0	20.0	29.5	21.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-1.7	-5.5	-5.6	-2.3	-2.4	-2.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-4.1	-10.6	-13.5	-9.9	-6.6	-2.5
Dette (en % du PIB)	48.7	66.7	85.4	83.5	71.0	55.0
Solde primaire (% du PIB)	1.5	-3.1	-5.3	-2.4	1.0	4.9

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.

BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA, OCTOBRE 2017

Crise des réfugiés dans la région MENA : relever le défi du développement

http://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/mena-economic-monitor